

ARR 3/72

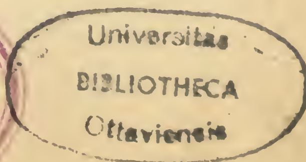
HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

I





F. Aureau et Cie. — Imprimerie de Lagny.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

(SECONDE CAMPAGNE DE FRANCE)

PAR

L. DUSSIEUX

Professeur honoraire à l'école de Saint-Cyr

DEUXIÈME ÉDITION

revue, corrigée et considérablement augmentée

TOME PREMIER



LIBRAIRIE JACQUES LECOFFRE

LECOFFRE FILS ET Cie, SUCCESSEURS

PARIS | **LYON**

90, RUE BONAPARTE, 90 | 2, RUE BELLECOUR, 2

1873

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Ancien professeur à l'école militaire de Saint-Cyr, où j'avais enseigné à des milliers d'élèves l'histoire glorieuse des Guébriant, des Condé, des Turenne, des Vauban, et celle des grandes armées de la première République et du premier Empire, j'ai été navré en voyant tomber une à une toutes mes croyances dans des désastres sans nom, et je n'ai pu m'empêcher de rechercher les causes de cette catastrophe.

Ce travail était peut-être moins difficile pour moi que pour d'autres : je connaissais l'armée française, ses qualités héréditaires, et ses imperfections qu'il est facile de ré-

former ; j'avais étudié avec soin l'armée prussienne pendant les cinq mois de son séjour à Versailles ; j'avais recueilli ce que m'avaient dit depuis un an des centaines d'officiers dont j'ai eu l'honneur d'être le maître, leurs souvenirs, leurs douleurs, leurs espoirs; j'avais lu à peu près tout ce qui a été écrit sur cette guerre ; il ne me restait plus en quelque sorte qu'à résumer mes impressions, celles des autres et mes propres études.

C'est ce que j'ai fait.

Voilà l'origine de ce livre. Mon vœu le plus ardent est qu'il fasse passer dans l'âme du lecteur les sentiments qui sont dans la mienne : la honte et la douleur de notre défaite ; le mépris pour ceux qui l'ont causée ; la reconnaissance pour ceux qui se sont bien conduits et qui ont, dans ce naufrage, maintenu intactes nos vieilles traditions d'honneur militaire ; l'horreur des misérables qui ont profité des malheurs de la patrie pour la déchirer et l'avilir; enfin, la ferme volonté

de se réformer, de changer d'idées, de croire à autre chose qu'à l'argent, de s'instruire, de s'instruire surtout, et de se ceindre les reins pour se préparer à une nouvelle destinée. Ce que je croyais être la vérité, je l'ai dit loyalement, sans parti pris : car, ou il faut se taire, ou il faut dire librement sa pensée, et faire connaître les causes réelles de nos malheurs, afin d'en prévenir à jamais le retour.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

(SECONDE CAMPAGNE DE FRANCE)

Digitus Dei est hic.

I

La France avant la guerre.

Depuis quelques années, les esprits sérieux observaient que, si l'industrie, le commerce, l'agriculture et la richesse publique faisaient d'incontestables progrès, certaines causes de décadence se développaient encore plus largement. On constatait que les croyances religieuses, le sens moral, le patriotisme, l'autorité du père de famille, le respect de la loi, s'affaiblissaient chez les uns ou disparaissaient chez les autres. On remarquait que l'administration perdait de son

activité, pour se noyer dans la « paperasserie » ; que de mauvaises méthodes et un système déplorable d'examens détraquait l'instruction secondaire; que l'instruction supérieure comptait de jour en jour un moins grand nombre d'élèves (1); que l'esprit militaire et la discipline disparaissaient peu à peu de l'armée, dont l'ancienne vigueur était affaiblie par l'exonération, par des changements perpétuels et par le peu d'instruction des officiers et surtout des généraux ; enfin, on constatait que plus on parlait de progrès, plus notre pays perdait en moralité, en instruction, en intelligence et en énergie.

La décadence était hâtée par les journaux, la littérature, le théâtre, les romans, et par ces

(1) Comme on le verra dans les chapitres suivants de cette histoire, ce sont les ministres, les généraux, les sommités de tout ordre qui ont fait défaut au pays ; il n'y a eu partout que des insuffisants. Ce qui a certainement produit cette insuffisance générale, ce manque d'hommes, c'est bien certainement la suppression graduelle, mais complète, des hautes études. Et cependant, on ne parle pas de les rétablir, on ne s'occupe que de l'instruction primaire. Croirait-on par hasard que, quand quelques gâcheurs de plâtre ou quelques paysans de plus sauront lire, la France trouvera des hommes capables de la diriger ? Républicaine ou monarchique, la France ne peut se passer des hautes études : c'est dans ce sens qu'elle doit pourvoir à sa reconstitution.

écrits sans nom que la presse dite populaire distribuait chaque jour au public. Les idées les plus folles se produisaient ouvertement et étaient acceptées en raison même de leur excentricité. Depuis quarante ans qu'on ne cessait de prêcher à une nation étourdie et peu instruite les doctrines du saint-simonisme, du fouriérisme et du socialisme, les théories de la fraternité et de la paix universelles, toutes les idées du positivisme, du matérialisme et de l'athéisme, il s'était produit dans les esprits un véritable chaos.

L'infatuation, ce triste mélange d'ignorance, de présomption et de vanité, prenait des proportions dangereuses dans tous les rangs de la société, au pouvoir, dans l'armée, dans la presse; et par les journaux la nation s'en imprégnait chaque jour davantage. Après la chute de l'Empereur, dont l'entourage était fortement atteint de ce vice, on a vu plusieurs de ceux qui nous ont gouvernés donner aussitôt de nouveaux exemples de vanité, d'incapacité et d'impuissance. Si l'on recherche les causes du développement de cette espèce de maladie morale, on trouve que la principale vient de la suppression des hautes et fortes études, qui seules développent l'esprit critique, le bon sens, et conservent les méthodes. L'igno-

rance se double bien vite de vanité, et l'homme infatué se croit d'autant plus capable de grandes choses, qu'il est plus impuissant à les accomplir.

Le luxe le plus extravagant et le plus éhonté s'affichait partout. Pour l'entretenir, tout moyen était bon; il fallait avoir de l'argent; le procédé n'inquiétait plus; le but seul, en gagner beaucoup, vite et toujours, importait.

Quelque triste que soit ce tableau, il n'est pas encore complet; je le termine cependant en disant que la corruption était assez profonde, sinon partout, du moins chez un trop grand nombre, pour qu'un étranger, moins corrompu que nous peut-être, mais à coup sûr plus pervers, ait osé parler de la pourriture de notre pays. Il est douloureux, certes, de rappeler de telles paroles; il faut avoir cependant le courage de le faire, et si l'on constate qu'elles ont quelque chose de vrai (1), il faut avoir la force de faire son examen de conscience, de se réformer et de prendre les résolu-

(1) Il est certain que le gouvernement impérial, en faisant de Paris une ville de luxe et de plaisirs, avait créé un foyer de corruption ; mais il ne faut pas oublier que ce foyer était entretenu par les riches désœuvrés de l'Europe, qui venaient tous s'y vautrer, quitte à déclamer, à leur retour chez eux, contre une démoralisation qu'ils avaient encouragée et payée.

tions viriles que le salut du pays exige, sous peine de catastrophes ultérieures plus grandes encore que celles qui viennent de nous frapper.

Le gouvernement, auteur en partie de cette décadence, n'était pas le seul coupable ; le pays presque tout entier, exclusivement préoccupé de ses intérêts matériels et de son bien-être, la presse, la littérature, étaient ses complices. En politique, peu d'hommes voyaient avec plus de justesse que nos gouvernants. Le plus grand nombre avait applaudi à la guerre et à l'unité de l'Italie, sans en prévoir les conséquences. On avait pris parti pour les Prussiens contre l'Autriche et applaudi à la victoire de la Prusse, pays de progrès et de lumières, disait-on, contre l'Autriche, pays clérical, féodal et arriéré. Pendant que la presse de l'opposition faussait ainsi le jugement de ses lecteurs, l'Empereur trouvait que, dans cette guerre, « le progrès était avec la Prusse » ; il pensait aussi que la Prusse était mal délimitée, et il ne s'opposait pas à ce qu'elle augmentât son homogénéité ; il s'applaudissait de voir les traités de 1815 détruits (1).

(1) Lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys, du 11 juin 1866, et circulaire du ministre, du 16 septembre 1866. Jusqu'alors aucun gouvernement français n'avait eu

Le gaspillage des finances, le Mexique, Sadowa, l'affaire du Luxembourg, les échecs réitérés de la politique impériale, avaient grandi l'opposition. Le parti révolutionnaire, qui depuis quelques années déjà se réorganisait dans l'ombre et attendait l'occasion de recommencer ses attaques contre la société, reparut au grand jour. Le gouvernement personnel, débordé, chercha à ramener à lui l'opinion publique en donnant au pays des libertés qui ne devaient servir qu'à le renverser.

Il fit voter (mars 1868) par le Corps législatif et le Sénat, toujours dociles, deux lois qui accordaient la liberté de la presse et le droit de réunion. La Révolution se servit aussitôt des armes qu'on lui donnait avec tant d'imprudence, pour saper, dans les journaux et les clubs, toutes les bases de la société : codes, lois, propriété, mariage, famille, capital, gouvernement, police, religion, morale. Le gouvernement laissa tout dire et écrire avec une telle patience, ou plutôt avec une telle indifférence, qu'on est en droit de croire que cette évolution politique avait pour but de donner à

une politique si peu française et si peu clairvoyante. — Malheureusement, l'Empereur avait été Italien en Italie, Roumain en Roumanie, Arabe en Algérie, Prussien en Allemagne, Mexicain au Mexique; il ne fut jamais Français, au sens étroit et profond du mot.

l'Empire ébranlé l'appui des classes ouvrières, auxquelles il avait déjà accordé la loi sur les coalitions, et de se servir des masses populaires pour dominer et effrayer la bourgeoisie, dont l'opposition augmentait sans cesse. Fatal calcul, qui n'a eu d'autre résultat que de donner au parti révolutionnaire plus de force qu'à aucune époque de notre histoire, et dont la première victime allait être bientôt l'Empire lui-même (1).

Dès le 3 novembre, les premières émeutes commencèrent par des rassemblements autour de la tombe de Baudin, député à l'Assemblée législative tué sur les barricades à l'époque du coup d'État de 1851. La mollesse de la justice dans la punition de ces désordres enhardit les ennemis du gouvernement, en leur donnant la mesure de sa faiblesse et de leur force.

La presse révolutionnaire, pour enlever à l'Empereur l'appui de l'armée, ne cessait de jeter parmi les soldats les idées d'indiscipline, de désordre et de désertion; elle préparait ainsi les défaites de 1870, en détruisant dans la troupe le

(1) « L'Empire devait périr par le fait des foules auxquelles il avait donné une place dans l'État et une grande puissance dans la société française. » (METTETAL, *Enquête sur le 18 Mars.*)

respect, l'obéissance et jusqu'au patriotisme(1).

En 1869, le 23 mai, on procéda aux élections du nouveau Corps législatif. Paris vota en masse

(1) Un soldat en garnison à Rodez et faisant partie de la *Charbonnerie française*, société secrète et internationale, écrivait à un de ses affidés de Marseille, le 2 août 1870, *en pleine guerre*, une lettre infâme, dont voici quelques passages :

« Sitôt que j'ai reçu vos lettres, j'ai communiqué ces heureuses nouvelles à mes amis. Nous sommes sortis ensemble, nous étions une vingtaine, nous sommes allés souper ensemble, nous avons rempli nos verres et nous avons bu à l'indépendance des peuples, à Marat, à Robespierre, *à nos frères les Prussiens !*

« Après notre joyeux repas, je suis monté sur la table, et là, d'une voix animée par le patriotisme, j'ai entonné l'*Union* (chanson incendiaire); tous allaient au refrain. On m'a demandé quel était ce chant. J'ai répondu que c'était le chant des Montagnards, le cri de révolte des enfants courageux de l'antique Phocée. On a applaudi à tout rompre. Comme un fait exprès, on a demandé quel était l'auteur de ce chant si beau; j'ai répondu que c'était un de mes chers amis et j'ai montré ta lettre. Nous nous sommes tous levés et nous avons bu à ta santé, à la santé du vieux soldat de l'indépendance. Notre chant de l'*Union* est répété dans toute la caserne, tous le savent ; et le soir les amis vont par groupes et le chantent dans tous les cafés; ils sont applaudis et l'on crie toujours *bis !*

« Cher ami, presque tout le régiment est de notre côté, je te l'assure !

« Les caporaux et bien des sergents aussi, mais les officiers (zut !!). *En Prusse on leur témoignera l'amitié que l'on a pour eux !*

« Cher ami, je ne pars pas encore de Rodez. Je faisais partie du premier détachement, mais on m'a rayé ; le pre-

pour l'opposition et nomma des députés républicains, et avec eux M. Thiers, l'homme le plus personnellement désagréable à l'Empereur. De nouvelles émeutes éclatèrent à Paris et même en province, à Saint-Étienne.

C'est au milieu de ces troubles, dont on avait perdu l'habitude pendant dix-huit ans, qu'eut lieu l'ouverture du Corps législatif (12 juillet 1869). L'Empereur accordait de nouvelles libertés; le Corps législatif et le Sénat acquéraient de nombreux priviléges; on essayait de fonder l'empire constitutionnel. Plus l'opposition gagnait de terrain, et plus la Révolution se développait, plus le gouvernement se désarmait.

M. Rouher, l'homme de la résistance, quitta le ministère (17 juillet 1869), et quelques mois après (3 janvier 1870), M. Émile Ollivier devint le chef d'un nouveau cabinet, composé de membres de

mier détachement part mercredi prochain. Je partirai avec le second, je ne sais quand.

« Mais, si la Révolution marche à grands pas, j'espère bientôt vous revoir.

« S'il faut partir... je partirai ; mais je crois que *je ne tuerai guère de Prussiens, mais bien des... hum ! hum !* »

(Extrait du compte rendu du procès de plusieurs membres de la Charbonnerie française, à Die, en 1873. — Voir le *Figaro* du 1er avril 1873 et la *Gazette des Tribunaux* de cette époque.)

l'opposition modérée. M. Émile Ollivier avait été un républicain ardent en 1848 et depuis un des cinq de l'opposition. Par conviction ou par ambition, mais à coup sûr sans les qualités nécessaires pour réussir, il entreprenait de sauver l'Empire absolu en le transformant en Empire libéral et constitutionnel. Il devait échouer; mais auparavant, sous prétexte de réformer, il désorganisa totalement le gouvernement, l'administration, l'armée, et quand l'Empire tomba à Sedan, il faut bien le dire, il était en pleine dissolution.

Les débuts du ministère Ollivier ne furent pas heureux. Dès le 10 janvier, le prince Pierre Bonaparte tuait chez lui, à Auteuil, M. Victor Noir, qui venait, au nom de M. Pascal Grousset, le provoquer en duel à propos d'articles de journaux, dans lesquels le prince et ses adversaires s'étaient insultés grossièrement. Ce meurtre, dont les circonstances étaient présentées très-différemment par le prince et par M. de Fonvielle, qui accompagnait Victor Noir, fut l'occasion d'une émeute qui éclata le jour de l'enterrement de Victor Noir à Neuilly (12 janvier), et fut suivi d'un procès devant la haute cour de justice, laquelle acquitta le prince (27 mars). Ce procès avait été pour le parti révolutionnaire un prétexte à manifestations et à

déclamations; il eut un retentissement considérable et fâcheux.

Un député journaliste, devenu populaire par la violence de son opposition, M. Henri de Rochefort, fut condamné et arrêté le 7 février; ce fut le signal de nouveaux troubles à Belleville, dès lors quartier général de la Révolution. Ces désordres furent encore réprimés mollement. Cependant la violence des clubs n'avait plus de limite; le parti révolutionnaire devenait le maître de la situation; sa victoire n'était plus qu'une affaire de temps. L'opinion publique commençait à s'inquiéter des progrès que les Rouges faisaient tous les jours, lorsqu'eut lieu, le 8 mai 1870, le vote du plébiscite destiné à faire sanctionner les modifications apportées à la Constitution par les lois politiques votées depuis 1860. Sept millions et demi de voix adoptèrent le plébiscite et donnèrent à l'Empire un appui qui lui était devenu nécessaire. Mais, en votant ainsi, des millions de citoyens se prononçaient simplement contre la Révolution qu'ils redoutaient, et leur adhésion à la nouvelle Constitution était plus apparente que réelle.

Quoi qu'il en soit, l'Empire libéral semblait établi sur une large et forte base, et il est pro-

bable qu'avec un peu de sagesse et d'habileté le gouvernement impérial pouvait durer encore longtemps, surtout s'il se décidait à défendre sérieusement le pays contre les révolutionnaires. Mais les événements allaient bientôt donner un dénoûment inattendu à la situation.

III

Déclaration de guerre à la Prusse

L'Espagne avait fait une nouvelle révolution en septembre 1868. Le général Prim et l'amiral Topete s'étaient soulevés contre la reine Isabelle II, avaient vaincu ses troupes à Alcolea (28 septembre) et l'avaient forcée à quitter l'Espagne. Le gouvernement provisoire ayant convoqué les Cortès, l'assemblée prononça la déchéance d'Isabelle, vota une constitution libérale et décida que la forme du gouvernement continuerait à être la monarchie, et en attendant qu'elle eût trouvé un roi qui voulût accepter le lourd fardeau de la couronne d'Espagne, elle donna le titre de « Régent de la monarchie » au maréchal Serrano.

Le duc de Montpensier et sa femme l'infante Louise, sœur de la reine Isabelle, avaient des chances sérieuses de monter sur le trône, et il pa-

raît que tel était le désir du général Prim. Parmi les obstacles que rencontra la candidature du duc de Montpensier, le plus sérieux fut l'opposition de Napoléon III à l'avénement d'un prince d'Orléans. Le duc de Montpensier échoua, et Prim chercha dès lors un roi à l'étranger. « Ainsi, a dit M. Thiers devant la commission d'enquête, la maison Bonaparte a suscité la cause de la guerre dans un intérêt dynastique, sans se douter de ce qui allait en résulter. »

Après avoir été refusée par plusieurs princes, la couronne espagnole fut enfin acceptée, du consentement du roi de Prusse, par le prince Léopold de Hohenzollern, d'une branche catholique n'appartenant que de loin à la famille royale de Prusse.

Le gouvernement français, pris au dépourvu, ne put opposer en temps utile son veto à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince allemand, acceptation qu'il ne connut que quand elle fut publique, le 5 juillet (1).

La France s'émut vivement. On voyait la Prusse,

(1) Cependant la candidature du prince Léopold remontait au mois de mars 1869, et le cabinet des Tuileries la connaissait. Avec plus de soin et de finesse, il aurait pu suivre la piste de cette menée et ne pas être aussi complétement surpris en juillet 1870.

déjà toute-puissante en Allemagne et nous pressant sur le Rhin, établir son influence en Espagne; en cas de guerre avec l'Allemagne, on pouvait être attaqué de tous côtés. Pour répondre à l'interpellation d'un député, le duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères, monta à la tribune, le 6 juillet, et déclara, dans un langage hautain et peu diplomatique, qu'il était vrai que le prince de Hohenzollern avait accepté la couronne d'Espagne, et qu'il ne connaissait pas encore les détails vrais d'une négociation qui nous avait été cachée; que, sans vouloir nous mêler des affaires intérieures de l'Espagne, nous ne pouvions souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, pût déranger à notre détriment l'équilibre des forces de l'Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. « Pour empêcher cette éventualité de se réaliser, ajoutait le ministre, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse ».

L'effet de cette déclaration fut immense; sa

forme inusitée permettait de croire que le gouvernement français avait sauté avec une violence imprudente sur la première occasion qui se présentait pour faire la guerre à la Prusse (1), et l'opinion publique, à Paris, soutint généralement cette politique brusquement agressive. On croyait qu'on allait prendre une revanche de Sadowa, et on tombait en plein dans le piége que M. de Bismark tendait à notre gouvernement. La Prusse, en effet, était décidée à compléter les résultats de Sadowa, c'est-à-dire à réunir à la confédération du nord la Bavière, le Wurtemberg et Bade, ce qu'elle ne pouvait obtenir que par une guerre victorieuse contre la France ; elle était prête à entrer en campagne et savait que la France ne l'était pas ; elle voulait surtout nous amener à déclarer nous-mêmes la guerre, afin de paraître réduite encore une fois à se défendre contre l'insatiable ambition de la France.

Dès le premier jour, le cabinet français, se trompant complétement, entra dans le jeu de la Prusse, entassa fautes sur fautes, et, en un mois, fit passer la France de la paix la plus profonde à

(1) Expressions de M. de Metternich dans une dépêche adressée à son gouvernement.

l'invasion, à la défaite de ses armées et à la chute de l'Empire.

L'Angleterre et l'Autriche blâmèrent vivement la déclaration du duc de Gramont, qui risquait de compromettre la paix de l'Europe. La conduite du général Prim fut condamnée par les mêmes puissances, et l'Angleterre s'associa au gouvernement français pour résoudre diplomatiquement le différend.

La France déclara à l'Espagne qu'elle s'opposait à l'avénement du prince Léopold; l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie appuyèrent cette résolution, et le général Prim fut obligé d'abandonner son candidat, en y mettant une seule condition : c'est que le prince se retirerait de lui-même. L'Angleterre, qui négociait pour nous et conduisait l'affaire avec habileté, après avoir obtenu la renonciation de Prim, obtint le désistement du prince Léopold. Le 12 juillet, le prince Antoine de Hohenzollern, père de Léopold, notifia au cabinet de Madrid la renonciation de son fils, et le roi de Prusse, en l'annonçant à M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, lui déclarait qu'il avait donné à cette renonciation son acquiescement comme souverain et comme chef de la famille. Le même jour, l'ambassadeur d'Espagne

faisait connaître à M. de Gramont la renonciation du prince Léopold.

Pour tout esprit impartial, la question était terminée. Grâce à l'intervention de l'Angleterre et à la modération personnelle du roi de Prusse, l'intrigue ourdie à Berlin avait échoué. Elle avait, il est vrai, deux foyers : Madrid et Berlin ; il y avait deux meneurs : l'un apparent, Prim, l'autre caché, M. de Bismark ; mais l'Angleterre avait eu la sagesse de ne voir que Madrid et le général Prim, et de laisser de côté Berlin et M. de Bismark. Pour le moment, les projets de M. de Bismark étaient déjoués par la défaite de son complice, le général Prim ; que ses mauvais desseins contre la France existassent encore, c'était évident, mais ils avaient échoué en cette occasion. C'était un succès dont le gouvernement français aurait dû se contenter provisoirement. Dès lors il fallait mettre le temps à profit, chercher des alliés et se préparer sérieusement à la guerre pour être en mesure de vaincre la Prusse, œuvre difficile, dont le gouvernement, malgré les informations les plus exactes qu'il recevait de ses agents en Allemagne, n'a jamais soupçonné la gravité.

Au lieu d'adopter cette ligne de conduite, que commandaient l'état de nos forces militaires et la

plus vulgaire prudence, on voulut régler complétement la question à Madrid et à Berlin, au risque d'avoir la guerre immédiatement.

Il y avait dans le gouvernement français, à la cour, dans les chambres et dans la presse, un parti qui voulait la guerre et qui avait l'ambition de prendre une revanche éclatante de l'échec moral que la politique française avait subi à Sadowa; il espérait, à l'aide d'une victoire sur la Prusse, consolider l'empire. Napoléon III hésitait, comme toujours (1), entre ceux qui voulaient la guerre et ceux qui voulaient la paix. Déjà le parti de la guerre avait commis un acte bien grave; l'Empereur et le conseil des ministres avaient trouvé, le 6 juillet, que la déclaration de M. de Gramont était trop vive; on avait modifié et atténué la rédaction; or M. de Gramont avait lu à la tribune le texte primitif de cet acte.

Les ministres pacifiques, MM. Émile Ollivier et Chevandier de Valdrôme, jugeaient avec raison qu'après la renonciation du prince Léopold l'incident était terminé, et terminé à la satisfaction

(1) L'Empereur inclinait à la paix; mais il était depuis longtemps souffrant, et plus que jamais incertain; sa volonté était malade, dit Sainte-Beuve. L'entourage exploitait audacieusement cette situation d'un souverain tout-puissant en apparence, très-faible ou nul en réalité.

de la France ; mais le parti de la guerre l'emporta.

A peine le prince Léopold eut-il renoncé à la couronne d'Espagne, que M. de Gramont reprit l'affaire avec la Prusse et fit demander au roi Guillaume de s'engager à ne pas relever plus tard la candidature du prince Léopold. On voulait obtenir un désaveu complet, public, des menées qui venaient d'échouer. C'était la Prusse qui avait engagé la querelle à Madrid, et elle avait échoué devant l'intervention diplomatique de l'Angleterre; maintenant c'est nous qui commençons une nouvelle querelle avec la Prusse, qui changeons volontairement la question espagnole en une question allemande, au bénéfice de la politique de M. de Bismark et avec la certitude de trouver la guerre au bout de cette impasse.

Ce désir bien évident de vouloir la guerre, en provoquant une affaire prussienne, blessa profondément le cabinet de Londres, qui venait de résoudre à notre satisfaction l'affaire espagnole. L'Autriche blâma le gouvernement impérial, et l'Europe entière rendit la France responsable de la guerre que ses exigences imprévoyantes allaient faire éclater. L'opinion, qui jusqu'alors était avec nous, se prononçait dès lors contre nous.

Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, exprima à M. de Gramont, le 12 juillet, le mécontentement de son gouvernement et essaya de lui faire comprendre la gravité de la situation. « Je ne dissimulai pas à M. de Gramont, dit lord Lyons dans sa dépêche à lord Granville (1), ni ma surprise ni mon regret de voir le gouvernement français hésiter un instant à considérer la renonciation du prince comme une solution de l'affaire. Je lui rappelai en détail les assurances qu'il m'avait formellement autorisé à donner au gouvernement de la reine, à savoir que, si le prince retirait sa candidature, tout serait fini. Je fis observer en outre à M. de Gramont que la renonciation du prince avait totalement modifié la position de la France. Si la guerre survenait à présent, toute l'Europe dirait que c'était la faute de la France ; que la France s'est jetée dans une querelle sans cause sérieuse, simplement par orgueil et par ressentiment. Un des avantages de la première position de la France, c'était que la querelle avait pour objet un incident qui touchait très-peu aux passions de l'Allemagne et pas du tout à ses intérêts. A présent, la Prusse peut espérer rallier l'Allemagne pour résister à une attaque qui ne

(1) Le 12 juillet 1870.

pouvait être attribuée qu'au mauvais vouloir, à la jalousie de la France et à un désir passionné d'humilier ses voisins. En fait, dis-je, la France aura contre elle l'opinion du monde entier, et sa rivale aura tout l'avantage d'être manifestement contrainte à la guerre pour sa défense et pour repousser une agression ».

Les sages conseils de lord Lyons furent inutiles. Le parti de la guerre était résolu à ne rien écouter. « Aigri par le malheur, le public français a voulu s'en prendre à quelqu'un, et il a cherché parmi les ministres de l'Empire. Il devait chercher plus haut et suivre sur ce point la Constitution de 1852. C'est l'Empereur qui, flottant sans cesse de la paix à la guerre, regrettant la paix quand il s'en voyait tout près, parce qu'elle ne lui donnait pas les satisfactions qu'il espérait de la guerre; regrettant la guerre quand il la voyait s'avancer, parce qu'il avait l'instinct de son danger; c'est l'Empereur qui, dans cette journée du 12 juillet, lorsqu'il venait d'acquiescer à la paix, changeant tout à coup de résolution, soit qu'il fût troublé du mécontentement qu'avait et surtout qu'affectait cette coterie de la guerre qu'il prenait pour un parti, soit qu'il s'égarât lui-même à suivre les traditions mal comprises de sa famille ; c'est l'Em-

pereur qui a écrit à M. de Gramont la lettre suivante, dont il a autorisé la publication, sans doute pour disculper son ministre et pour maintenir sa responsabilité souveraine jusqu'à la chute de son règne.

« Mon cher duc, en réfléchissant à nos conver-« sations d'aujourd'hui et en relisant la dépêche du « prince Antoine, je crois qu'il faut se borner à « accentuer davantage la dépêche que vous avez dû « envoyer à Benedetti, en faisant ressortir les « points suivants :

« 1° Nous avons eu affaire à la Prusse et non à « l'Espagne ;

« 2° La dépêche du prince Antoine, adressée à « Prim, est un document non officiel pour nous, « que personne n'a été chargé en droit de nous « communiquer ;

« 3° Le prince Léopold a accepté la candidature « au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce ;

« 4° Il faut donc que Benedetti insiste, comme il « en a l'ordre, pour avoir une réponse catégorique « par laquelle le ro is'engagerait pour l'avenir à ne « pas permettre au prince Léopold (qui n'est pas « engagé) de suivre l'exemple de son frère (1) et de « partir un beau matin pour l'Espagne ;

(1) Le prince de Roumanie.

« 5° Tant que nous n'aurons pas une communi-
« cation officielle d'Ems, nous ne sommes pas
« censés avoir eu de réponse à nos justes de-
« mandes;

« 6° Tant que nous n'aurons pas cette réponse,
« nous continuerons nos armements;

« 7° Il est donc impossible de faire une commu-
« nication aux Chambres avant d'être mieux ren-
« seignés (1) ».

Ce même jour, le 12, le parti de la guerre fit à la Chambre des manifestations belliqueuses et soutint, d'accord avec la lettre de l'Empereur, qu'il fallait demander des garanties à la Prusse. La rue se mêla de la partie et fit aussi des manifestations spontanées ou payées. Quant au ministère, il refusa de communiquer à la Chambre les dépêches relatives à la renonciation du prince Léopold, parce qu'elles auraient fortifié le parti de la paix.

M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, était alors à Ems auprès du roi de Prusse, qui prenait les eaux. Il fit connaître au roi les nouvelles de-

(1) Extrait du Rapport présenté à l'Assemblée nationale par M. Saint-Marc Girardin sur les actes du gouvernement de la Défense nationale. Nous avons puisé abondamment dans cet excellent travail.

mandes de la France et il en obtint, le 13, une dernière réponse. Le roi de Prusse lui fit dire par un aide de camp qu'il l'autorisait à faire savoir à l'Empereur qu'il approuvait le désistement du prince Léopold, complétement et sans réserve, mais qu'il ne pouvait aller plus loin sans aggraver le mécontentement que cette renonciation allait causer en Allemagne, et qu'on n'obtiendrait rien de plus de lui. M. Benedetti, qui jugeait très-sainement la question, prévint son gouvernement de la gravité de la situation en envoyant la réponse du roi à M. de Gramont. Ses avis ne furent pas plus écoutés que ceux de lord Lyons.

Le 13, le parti de la guerre, au Corps législatif, manifesta plus bruyamment que la veille ses ardeurs belliqueuses. Il blâma le ministère sur la modération de sa conduite et lança de virulentes attaques contre la Prusse. Dans les couloirs, on déclarait que MM. Émile Ollivier et Chevandier de Valdrôme étaient des traîtres, des misérables, parce qu'ils se contentaient de la renonciation du prince Léopold.

A ce moment, l'Allemagne commençait à s'irriter de nos exigences, blâmait le roi de Prusse de sa modération et de sa condescendance. M. de Bismark, qui était resté jusqu'alors, au moins en

apparence, en dehors des négociations, intervint tout à coup et les dirigea. Le moment était opportun, en effet. M. de Bismark voulait une guerre allemande et non pas une guerre causée par l'incident Prim et Hohenzollern ; il allait mettre à profit nos exigences maladroites, qui soulevaient le sentiment national de l'Allemagne, et nous amener à déclarer la guerre.

M. de Bismark a-t-il de longue date préparé et conduit cette affaire encore ténébreuse? a-t-il soulevé la candidature Hohenzollern pour en faire sortir la guerre, ou a-t-il seulement profité de nos fautes et de notre aveuglement dans la seconde partie de cette affaire? Nul ne peut encore le dire avec certitude. Il faut se contenter actuellement de constater que la question espagnole s'était terminée à notre avantage, et que, si nous avions été prudents, si nous avions su nous contenter de ce succès, M. de Bismark subissait un échec et était obligé d'attendre ou de provoquer une nouvelle occasion de conflit.

Mais, en présence de la situation qu'on lui fait, M. de Bismark pousse résolûment à la guerre ; il la veut, parce que l'armée prussienne est prête, et, comme il le dit, parce que, tenant la victoire, il ne la laissera pas échapper ; il la veut, parce que

l'Allemagne est irritée contre la France et que nos fautes la livrent complétement à la politique prussienne. Il trouve un nouveau prétexte de guerre dans le cas où la querelle actuelle viendrait à s'arranger : il déclare à l'ambassadeur d'Angleterre que la Prusse ne peut rester humble et impassible sous l'affront infligé au roi et à la nation par la déclaration de M. de Gramont, et qu'il n'aura plus de communications avec notre ambassadeur tant que l'affront n'aura pas été réparé.

En même temps (le 13 au soir), M. de Bismark faisait publier par son journal officieux un article sur les négociations d'Ems : on y racontait la demande de garantie présentée au roi par l'ambassadeur de France et le refus du roi de satisfaire à cette exigence ; on y disait que M. Benedetti, à la promenade à Ems, avait accosté le roi de Prusse et l'avait requis de promettre qu'il ne permettrait jamais à un Hohenzollern d'être candidat au trône d'Espagne ; que le roi, offensé de cette audace, s'était tourné vers un de ses officiers et lui avait dit d'informer le comte Benedetti « qu'il n'y avait « pas de réponse et qu'il ne pouvait le recevoir de « nouveau ». Cette indiscrétion de notre ambassadeur et la réponse insultante du roi étaient

d'odieux mensonges, destinés, en soulevant l'indignation des Prussiens et des Français, à mettre le feu aux poudres. Cet article paraissait à la même heure dans la *Gazette de Cologne*, journal très-répandu ; on l'affichait dans les rues de Berlin, et sa substance était envoyée par le télégraphe aux ambassadeurs de la Prusse dans les cours de l'Allemagne du sud et dans les divers États de l'Europe.

Le 13 au soir, quand la guerre est devenue imminente, inévitable peut-être, grâce à son impéritie, le gouvernement français commence à s'inquiéter de la guerre ; les idées de paix reprennent le dessus et il s'opère un changement dans la politique du cabinet de Saint-Cloud. M. de Gramont adoucit ses exigences et envoie à M. Benedetti la dépêche suivante : « Faites un dernier effort auprès du roi; dites-lui que nous nous bornons à lui demander de défendre au prince de Hohenzollern de revenir sur sa renonciation; qu'il vous dise : Je le lui défendrai, et qu'il vous autorise à me l'écrire, ou qu'il charge son ministre ou son ambassadeur de me le faire savoir : cela nous suffira. »

M. de Gramont pria en même temps lord Granville d'insister auprès du roi de Prusse pour

obtenir cette concession, qui devait être la dernière, assurait-il.

Rien n'est plus misérable que ces vacillations, que les arrogances précédentes comparées à ce ton presque suppliant et à ces prières si souvent adressées à l'Angleterre de venir à notre secours et de nous tirer d'embarras. Pourquoi refuser le 12 ce qu'on demandera le 14 par l'intermédiaire de l'Angleterre? Le roi de Prusse n'avait-il pas déclaré, le 12, qu'il consentait entièrement et sans réserve au désistement du prince Léopold? On avait refusé d'accepter cette déclaration pour terminer le différend, et le 14, quand on invoquait la médiation de l'Angleterre, cette puissance ne consentait à demander au roi de Prusse de renouveler sa déclaration qu'à la condition que la France renoncerait à sa demande de garantie, c'est-à-dire qu'elle reviendrait à la situation que l'Angleterre lui avait déjà faite le 12. Ces nouvelles démarches furent inutiles. M. de Bismark rejeta l'offre de la médiation de l'Angleterre et les propositions d'arrangement. Ce même jour, le cabinet de Saint-Cloud hésitait à mobiliser l'armée; les ordres donnés sont retirés le soir, puis redonnés dans la nuit. Pendant la journée du 14, la nouvelle de l'insulte faite à notre ambassadeur

s'était répandue dans Paris et soulevait l'indignation des Chambres, des journaux et du public.. La manœuvre de M. de Bismark réussissait complétement et préparait les esprits à la déclaration de guerre du lendemain.

Il faut le répéter, le lendemain le ministère allait tomber lourdement dans le traquenard ouvert sous ses pieds, et donner à son redoutable adversaire la joie suprême de nous voir déclarer la guerre à la Prusse et de lui fournir le moyen de mettre à exécution ses desseins, l'abaissement de la France et la soumission de l'Allemagne.

Cependant l'Empereur était averti depuis longtemps par M. Benedetti que toute l'Allemagne s'unirait à la Prusse dans le cas où la guerre éclaterait, surtout si nous étions les premiers à la déclarer. « Jamais nous ne vous ferons la guerre, disait M. de Bismark au colonel Stoffel (1) ; il faudra que vous veniez nous tirer des coups de fusil chez nous, à bout portant ».

C'est qu'en effet M. de Bismark savait qu'une déclaration de guerre faite par la France à la Prusse soulèverait les haines de la *patrie allemande* contre l'*ennemi héréditaire*, contre cette France

(1) Envoyé militaire de la France à Berlin.

exécrée (1), et que cette incomparable maladresse, si nous la commettions, rallierait autour de la Prusse les forces de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe et du Hanovre, et leur ferait oublier leur antipathie contre la race prussienne et son hégémonie.

On comprendrait à la rigueur cette conduite, si la France avait eu une armée suffisante et des alliances; mais, sans armée et sans alliés, il était insensé de se conduire ainsi devant de tels adversaires, et c'est ce qui peut expliquer le retour momentané aux idées pacifiques qui semblent avoir triomphé un moment pendant ces tristes journées.

Mais le 15, le parti de la guerre avait repris son ascendant. A la Chambre, au Sénat, dans la presse, dans les cafés, partout on ne parlait plus que de l'insulte faite à notre ambassadeur et on demandait la guerre. Au Corps législatif, M. Émile Ollivier, vivement pressé par M. Thiers d'expli-

(1) Grâce aux violences de Louvois et à celles du premier empire en Allemagne, pendant la longue occupation militaire de 1806 à 1813. C'est cette haine profonde de toutes les nations allemandes contre la France qui a servi de lien à M. de Bismark pour les réunir contre nous. — On ne s'imaginait pas en France qu'il y avait en Allemagne des gens savants, professeurs, docteurs, qui, en 1870, voulaient prendre leur revanche de Tolbiac.

quer en quoi consistait cette insulte, déclara que le gouvernement considérait comme une insulte de la part du roi d'avoir refusé de recevoir notre ambassadeur, de lui avoir fait dire par un aide de camp qu'il n'avait aucune communication ultérieure à lui faire et d'avoir fait connaître cette résolution aux cabinets de l'Europe. La commission de la Chambre trouva que c'était une offense qu'on ne pouvait tolérer.

Enfin, le gouvernement annonça que la guerre venait d'être déclarée. Cette résolution fut approuvée par l'unanimité enthousiaste du Sénat et par une grande majorité au Corps législatif, malgré l'opposition énergique et prophétique de M. Thiers. Il faut dire que la Chambre croyait que l'on était en mesure de soutenir la guerre ; mais que sa crédulité, trop facile en vérité, avait été trompée à la fois par le ministre des Affaires étrangères et par le ministre de la Guerre.

Le premier insistait sur l'insulte, évitait de parler de la demande de garantie qui avait rallumé la querelle et laissait soupçonner que nous avions des alliés, ce qui n'était pas vrai, car il n'y avait eu jusqu'alors que des pourparlers avec l'Autriche et l'Italie (1). Le second avait affirmé qu'on était

(1) La maladresse du ministère et nos défaites précipitées

prêt à entrer en campagne, qu'on avait huit jours d'avance sur la Prusse, qu'on passerait le Rhin trois jours après la déclaration de guerre, que l'armée était prête et tellement pourvue de tout « que pendant un an elle n'aurait pas besoin d'un bouton de guêtre », enfin qu'elle était « archiprête ».

Et cependant on n'était pas prêt ; on n'avait que des quantités insuffisantes de chassepots, de canons, de munitions, de projectiles et de chevaux ; les places fortes manquaient de tout (1). Toutes les ressources avaient été absorbées depuis longtemps pour payer les frais de l'expédition du Mexique ; tous les fonds alloués pour l'entretien de notre état militaire avaient été détournés de leur destination et jetés dans ce gouffre, parce qu'on n'osait pas demander au pays le milliard qu'on avait si follement dépensé pour faire gagner quelques millions à M. de Morny.

Les hommes manquaient autant que le matériel de guerre. On avait à peine 270,000 soldats pour entrer en campagne et lutter contre 450,000 Alle-

allaient rendre bientôt impossibles la continuation de ces négociations et forcer l'Autriche, l'Italie et le Danemark à rester spectateurs d'une lutte à laquelle ils avaient eu évidemment le désir de prendre part.

(1) Voir le Rapport de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, sur les marchés, dans l'*Officiel* du 5 mai 1872.

mands (1). Mais l'entourage de l'Empereur et notre haut état-major, comme tous les favoris et les ignorants, étaient pleins d'infatuation; ils croyaient que la bravoure du soldat, le chassepot et les mitrailleuses suffiraient pour vaincre un ennemi qu'ils méprisaient et dont ils ne connaissaient ni le nombre, ni la valeur, ni l'organisation. On se berçait des souvenirs d'Iéna et on ne parlait que d'aller à Berlin; les cartes d'Allemagne étaient seules recherchées. Certains journaux débitaient au public les plus folles extravagances, entre autres qu'il suffirait d'un Français pour jeter cinq Prussiens dans le Rhin à coups de crosse. En descendant plus bas, on trouvait des gens avinés et des soldats débraillés qui hurlaient la *Marseillaise* sous prétexte d'affirmer leur patriotisme.

La marine n'était pas plus prête à entrer en campagne que l'armée de terre; elle n'était pas

(1) Après avoir nié longtemps le million d'hommes armés de l'Allemagne, l'opinion, toujours aveugle, est tombée dans une autre erreur: on a cru que nous avions été écrasés au début de la guerre par 7 ou 800,000 hommes. La vérité est que la Prusse n'a commencé les hostilités qu'avec 450,000 soldats. Un général habile pouvait gagner du temps, manœuvrer, laisser arriver les réserves et compléter ses effectifs. La guerre, appuyée sur les Vosges, la Moselle et sur nos grandes places, pouvait être tout autre que ce qu'elle a été.

en état de transporter un corps de troupes en Danemark, ce qui était indispensable si on voulait l'avoir pour allié.

La France venait de combler la mesure de ses fautes.

« Mais les torts de notre gouvernement ne créent point par contre-coup au gouvernement prussien les mérites de moralité internationale qu'il s'est attribués ; nos fautes ont fait son triomphe, nous ne le savons que trop ; elles ne font pas sa vertu, et nous demandons qu'il soit bien entendu que lorsque nous disons : le gouvernement français a eu tort, cela ne veut pas dire : le gouvernement prussien a eu raison (1) ».

(1) Nous avons emprunté à M. Saint-Marc Girardin, pour conclure notre chapitre, ces lignes si vraies et si éloquentes.

III

L'armée française et l'armée allemande

Avant de raconter l'histoire de cette guerre insensée, il faut entrer dans quelques détails sur l'organisation et l'effectif des deux armées que la folie des uns et l'ambition des autres vont mettre aux prises.

Sur le papier, les forces de la France sont de 1,142,000 hommes, dont 642,000 forment l'armée active et 500,000 appartiennent à la garde mobile, qui valait bien, disait-on, la landwehr. En apparence, nos forces sont égales à celles de l'Allemagne, mais sur le papier seulement.

En effet, la garde mobile n'existe pas; elle a à peine un commencement d'organisation dans quelques départements; le maréchal Le Bœuf, la regardant comme inutile, n'a pas jugé nécessaire de continuer l'œuvre du maréchal Niel. Reste

l'armée active. Sur les 642,000 hommes qui la composent, il faut retrancher tout d'abord les 50,000 hommes de troupes employés en Algérie (1), les 6,000 hommes formant le corps d'occupation de Rome, les 80,000 hommes composant les garnisons de l'intérieur, les 24,000 gendarmes et 50,000 non-valeurs (2) : soit un total de 200,000 soldats. Restent 442,000 hommes, sur lesquels il y en a 100,000 dans les dépôts, en y comprenant le contingent de 1869, qui ne sera incorporé cependant qu'au 1er août 1870. Restent 342,000 hommes, sur lesquels 72,000 au moins sont dans la réserve ou en congé, ou appartiennent à la deuxième partie du contingent, et ne pourront entrer en campagne au début des hostilités. Restent donc pour commencer la guerre 270,000 hommes (3), qui pourront être rejoints dans un mois environ par 100,000 autres ; mais ces 100,000 soldats ne sont pas venus à l'armée du Rhin, et c'est avec eux que l'on a formé l'armée de Mac-

(1) Une partie fut rappelée et placée sous les ordres du maréchal Mac-Mahon.

(2) Compagnies de discipline, compagnies de remonte, soldats hors rang, etc.

(3) On a commencé la guerre avec des régiments d'infanterie ne comptant que 12 ou 1,500 hommes, et des régiments de cavalerie de 400 ou 450 hommes.

Mahon et plus tard les premières divisions de l'armée de la Loire (1).

Le gouvernement français savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les effectifs de convention de son armée (2), qui jamais n'appelèrent l'attention des Chambres ni celle de la presse, et il connaissait par de nombreux rapports quel était l'état exact des forces réelles de l'Allemagne.

Déjà en 1859, la France, qui n'avait envoyé que le quart de ses effectifs en Italie, ne pouvait lever une seconde armée pour l'opposer, sur le Rhin, à la Prusse, quand cette dernière puissance se leva pour défendre l'Autriche ; ce qui obligea l'Empereur à faire la paix de Villafranca. En 1866, à l'époque de Sadowa, l'armée du Mexique absorbe si complétement toutes nos forces disponibles et toutes nos ressources, qu'on ne peut pas encore envoyer une armée sur le Rhin et que la Prusse reste libre d'agir à sa volonté (3). Malgré ces deux

(1) Les votes militaires, au plébiscite du 8 mai, constataient cette faiblesse de nos effectifs et l'avaient fait connaître, dit-on, à la Prusse d'une manière authentique ; mais la Prusse n'avait pas besoin de ces chiffres pour être bien informée.

(2) Cela résulte des déclarations du maréchal Le Bœuf à la commission d'enquête.

(3) L'Algérie, qui paralyse 50 ou 60,000 hommes de troupes, est l'une des causes de notre faiblesse militaire en Europe

avertissements, on n'avait rien changé en réalité à notre organisation militaire; on avait essayé de la modifier, comme nous allons le dire, et pour la troisième fois, en onze ans, la France allait faire la guerre dans des conditions déplorables d'infériorité en hommes et en matériel.

Ceci dit, il est impossible de comprendre comment l'Empire a osé déclarer la guerre.

Après Sadowa, il avait fallu de toute nécessité songer à réorganiser notre armée. Aussi l'Empereur (1) avait-il proposé un projet d'après lequel on devait avoir 750,000 soldats et 450,000 réservistes, rapidement mobilisables. Une opposition générale éclata contre ce projet, dans la presse, dans le pays et à la Chambre. La France avait complétement oublié que : « Toute nation qui perdrait de vue l'importance d'une armée de ligne perpétuellement sur pied et qui se confierait à des levées ou des armées nationales, éprouverait le sort des Gaules (2). »

Il est impossible de lire aujourd'hui, sans que le rouge vous monte au front, les sottises qui furent débitées à la tribune par les députés de l'op-

(1) Voir sa lettre au maréchal Randon, de septembre 1866.
(2) Napoléon Ier, *Précis des guerres de César*.

position pendant la discussion de la loi : l'armée était inutile ; en cas de guerre, on décréterait la levée en masse ; les volontaires de 1792 avaient sauvé la France (1) ; la Prusse n'avait certainement pas plus de 300,000 hommes à mettre en ligne ; sa landwehr n'avait aucune valeur ; on aurait toujours trois mois devant soi pour achever de se préparer, entre la déclaration de guerre et le commencement des hostilités ! Les arguments et le patriotisme du maréchal Niel furent étouffés sous cette avalanche d'inepties.

L'opposition générale faite au projet de loi et le désir de ne pas mécontenter l'électeur rural, qui a une horreur particulière pour le service militaire, amenèrent une transaction, d'où sortit la loi du 1er février 1868, qui créait une armée active de 640,000 hommes et une garde mobile de 500,000 hommes, et qui finalement nous donnait deux ans plus tard 270,000 combattants pour faire la guerre à la Prusse.

En étudiant l'armée, son organisation et son esprit, on constate qu'elle s'est peu à peu, mais considérablement affaiblie sous l'Empire.

(1) Voir, sur cette question, l'appendice no 1, *les Volontaires de 1792 et le Service obligatoire*, à la fin du tome II.

Les causes générales de cette décadence doivent être surtout attribuées à la direction venue d'en haut. L'idée césarienne, qui détruit volontiers tout intermédiaire entre le prince et la plèbe, s'était donné carrière dans l'armée plus que partout ailleurs; l'autorité et par suite la responsabilité des officiers furent fortement atteintes, au grand détriment du bon fonctionnement des institutions militaires. L'incompétence absolue du chef de l'État et de son entourage, qui dirigeait tout et sans contrôle, et le manque de véritables ministres de la guerre depuis la mort du maréchal de Saint-Arnaud, eurent les plus fâcheuses conséquences, en détraquant tout le mécanisme de l'armée. Plus tard, le maréchal Niel, esprit distingué et dévoué à ses devoirs, disparut au moment où il pouvait rendre des services. En l'absence de ministres dignes de ce nom, l'inspection générale, qui a été longtemps le grand moyen de conservation des principes dans l'armée, perdit toute valeur et devint une simple formalité se terminant toujours par des félicitations banales et d'inévitables témoignages de satisfaction. Le favoritisme trouva dans ce milieu tous les moyens de se donner libre carrière et produisit les généraux que nous allons bientôt voir à l'œuvre.

La ruine de la discipline et de l'esprit militaire, qui remonte à la révolution de 1848, s'acheva sous le régime impérial. L'absence de respect pour la loi et pour les chefs, l'affaiblissement du sentiment du devoir, qui se constatent malheureusement dans toute la nation, ne pouvaient manquer de se faire sentir dans l'armée, à tous les degrés de la hiérarchie.

La discipline, minée par les journaux de la démagogie, la bonne tenue habituelle dans le rang (1), l'allure martiale d'autrefois, ont notablement diminué chez le soldat. Les troupes marchent souvent en désordre ; les régiments sont précédés quelquefois d'une musique qui joue des polkas ou des airs de Thérésa, la chanson du *Sapeur*, par exemple. La tenue débraillée et les habitudes de désordre des régiments d'Afrique ont déteint peu à peu sur toute l'armée. L'exercice, les manœuvres, sont négligés; on ne fait plus ces beaux maniements d'armes qui faisaient dire un jour au bey de Tunis, s'adressant au bataillon de Saint-Cyr qu'il avait rencontré dans le parc de Versailles : « Je vous remercie, messieurs, de

(1) Les jours de revue, la tenue est encore belle ; mais cette tenue des jours solennels n'est pas la règle ordinaire.

m'avoir montré un bataillon qui n'a qu'une main et qu'une âme. » Les troupes sont désœuvrées et peuplent les cabarets, les brasseries et les cafés.

Il y a trop de mercenaires et de remplaçants dans l'armée (1). L'exonération a détruit l'idée qu'on devait le service militaire à son pays, par le fait même qu'on était citoyen et en état de porter les armes. Sur le contingent de 1869, il y a eu 42,000 demandes de remplacement. La solidité des régiments est ébranlée par le grand nombre d'hommes envoyés en congé ou placés dans la réserve, et qui ne reviennent au corps que mécontents d'être rappelés et avec un mauvais esprit. C'est qu'en effet toutes les classes de la société ont cessé d'avoir le patriotisme étroit, mais profond, de nos pères. Le pays se croit délivré de toute obligation militaire, du moment qu'il paye l'exonération ou le remplacement et l'impôt. Peu lui importe l'armée et qu'elle soit bonne ou mauvaise ; il aura besoin des ravages de l'invasion pour revenir à des idées plus saines. Il semblait vraiment qu'on ne pouvait être soldat que si on était

(1) On a dit à la tribune que 20,000 hommes non remplaçants entraient seulement chaque année dans l'armée, et que sur 32,000 sous-officiers, on comptait 25,000 vieux sergents réengagés en vue de la prime.

d'abord un pauvre diable sans argent, bon seulement à être tué. Un pareil système devait conduire à l'abîme.

Les bons sous-officiers étaient devenus assez rares; leur recrutement était difficile; à peu d'exceptions près, leur ignorance était grande, et cependant beaucoup devenaient officiers. C'est à peine si les élèves de Saint-Cyr remplissaient le tiers des emplois vacants de sous-lieutenants. De bons esprits croient avec raison, ce nous semble, qu'il faut créer des écoles de sous-officiers, et qu'en tout cas il ne faut nommer officiers que des hommes qui fassent preuve d'une instruction générale suffisante.

Vers la fin de l'Empire, les officiers étaient fatigués de leur métier; ils ne portaient l'uniforme qu'en maugréant; ils ne faisaient leur service, réduit au minimum surtout dans la garde, qu'en se plaignant. Presque tous, généraux et officiers, avaient pris l'habitude de ne plus faire sérieusement ce qu'ils avaient à faire; presque personne dans l'armée ne s'occupait d'études militaires un peu élevées; c'était s'exposer à être mal noté que de travailler avec application (1). Le besoin de s'a-

(1) On est heureux de constater que ce déplorable esprit

muser, qui s'était emparé de toute la nation, régnait dans l'armée comme ailleurs. A quoi bon, après tout, servir avec dévouement et apprendre les sciences militaires? La loi de 1832, qui rend les officiers propriétaires de leur grade, et la loi sur l'ancienneté assurent à tout officier qui a obtenu les épaulettes un peu de bonne heure le grade et la retraite de chef de bataillon; avec des protections et de la faveur, on est sûr d'arriver plus haut, et dans tous les cas le travail ne sert pas à l'avancement.

Dans de telles conditions il ne faut pas s'étonner si nos officiers sont généralement trop peu instruits, même ceux qui sortent des écoles militaires, et si la plupart de nos généraux sont dépourvus d'instruction tactique et stratégique, aussi bien en théorie qu'en pratique. La guerrre d'Afrique les a presque tous habitués à ne compter que sur la baïonnette du soldat et les a gâtés par des succès trop faciles. Il manque dans notre armée une école militaire supérieure où puissent se former des officiers de toutes les armes, qui deviendraient des généraux instruits et sachant leur métier. Il

a disparu aujourd'hui. Si tout le monde ne travaille pas, au moins n'est-il plus de bon ton de s'en vanter.

faut chercher et trouver le moyen de forcer les officiers à travailler toujours les sciences militaires si difficiles et si changeantes, et régler leur avancement sur leur savoir, tout en tenant compte, bien entendu, de leur caractère et de leurs qualités personnelles : car aujourd'hui il peut se faire qu'un officier ne travaillant pas, n'y étant ni encouragé ni forcé, vaille moins à la fin de sa carrière qu'à ses débuts.

A défaut d'un système où l'étude et l'intelligence auraient été la règle de l'avancement, les grades étaient donnés presque exclusivement à la faveur; nous le répétons, les officiers qui n'avaient pas de recommandations puissantes n'avançaient pas, ne pouvaient pas avancer.

Un esprit de routine obstinée dominait partout, au ministère, dans les comités; et cependant, on changeait constamment certaines choses, les uniformes, les coiffures, les plumets, et ce qui était plus grave, le nombre des bataillons, des escadrons et des compagnies, les programmes des écoles, certains règlements d'administration, etc. C'était le mouvement de l'écureuil dans sa cage. On parlait sans cesse de progrès, sans jamais en accomplir un vraiment sérieux et utile, et quand on avait remplacé une tunique par une jaquette,

ou un pompon par une aigrette ridicule, on croyait avoir fait quelque chose.

Pendant que les Prussiens donnaient à leur infanterie une organisation toute nouvelle et appropriée, soit pour les tirailleurs, soit pour les troupes de ligne, à l'action du fusil à tir rapide et des nouveaux canons à longue portée, le comité d'infanterie se contentait de modifier quelque peu, en 1862 et 1868, nos anciennes théories et les évolutions de ligne; il faisait, en 1868, une nouvelle *Instruction sur les tirailleurs*, et de son côté le maréchal Niel publiait à la même époque des *Observations sommaires pour les combats*. Quelque justes que fussent ces observations, elles étaient insuffisantes en présence des grandes transformations que les nouvelles armes devaient accomplir dans la tactique, et notre armée avait encore en réalité ses anciennes théories lorsque la guerre éclata. Nous arrivions donc devant l'ennemi, en 1870, avec nos vieilles formations de 1791, à peine modifiées, et avec nos déplorables habitudes d'Afrique, contraires à toute tactique savante. Aussi nos généraux furent pris au dépourvu; toujours attaqués par les Prussiens, ils ripostaient à l'artillerie allemande avec des pièces dont la portée était trop courte, et pendant

que l'ennemi cachait soigneusement son infanterie dans les bois, la nôtre était placée, comme autrefois, derrière nos batteries et à une petite distance, couchée à plat ventre pendant quatre ou cinq heures, et décimée par les obus. Des régiments ont ainsi perdu 500 hommes. Quand on faisait relever les soldats, ils étaient démoralisés, affolés ; et c'est après que notre artillerie était démontée et hors de service, qu'on lançait nos fantassins contre les batteries de l'ennemi et contre son infanterie, qui à ce moment sortait des bois. Dans les anciennes guerres, on plaçait l'infanterie debout et à petite distance de l'artillerie, parce que le tir du canon, à cette époque, étant de 5 à 600 mètres, il fallait des troupes de soutien pour défendre les pièces contre une attaque rapide qui n'avait qu'une faible distance à parcourir. Mais aujourd'hui, contre des canons qui portent au moins à 2,500 et 3,000 mètres, et contre une infanterie encore plus éloignée, placer comme autrefois les troupes derrière les pièces, avec un seul changement qui consiste à les mettre à plat ventre pendant le combat d'artillerie, c'est quelchose d'inouï et qu'auraient de la peine à croire nos généraux de Leipsick, eux qui restaient des journées entières debout et immobiles sous le

feu des 1,600 canons de l'ennemi (1). On avait aussi imaginé les tranchées-abris, qui rendirent quelques services.

Notre infanterie avait un excellent fusil, le chassepot (2), et sa bravoure traditionnelle ; mais ce n'était pas suffisant.

Les guerres d'Afrique, qui ont exercé une influence détestable sur notre armée, influence que de bons esprits signalaient dès 1842 ; les guerres d'Afrique avaient jeté parmi nos troupes des habitudes de désordre, de coups de main, un manque d'ensemble, qui ne firent que s'accroître au Mexique. La nécessité d'emporter tout avec soi dans une expédition en Algérie avait fait exagérer au delà du possible le poids que porte le fan-

(1) On parle de Rezonville et de Gravelotte comme des plus grandes batailles du siècle. Il ne faudrait pas oublier qu'en 1813, à la bataille de Leipzick, le combat a duré trois jours : le 16, le 18 et le 19 octobre ; que 525,000 hommes étaient en ligne : 350,000 coalisés et 175,000 Français ; que 2,200 canons étaient en batterie : 1,600 à l'ennemi et 600 à nous ; que 135,000 hommes furent tués, blessés, noyés ou brûlés, dont 85,000 coalisés et 50,000 Français. Cette effroyable tuerie a bien quelque droit à rester la plus grande du siècle.

(2) Le tir rapide du chassepot a permis au gaspillage des munitions d'arriver à des proportions bien dangereuses, car il n'est pas toujours possible de renouveler les munitions pendant l'action.

tassin et les bagages de l'officier (1). Le fantassin français, si leste, si bon marcheur autrefois, était devenu plus lourd que le fantassin allemand, auquel on a fait exécuter des marches remarquables pendant cette campagne (2). Déjà les Prussiens avaient remarqué la lenteur de nos marches en Italie, en 1859, et avaient observé que de Magenta à Solferino nous n'avions fait que 8 kilomètres par jour, et ils s'en souvenaient. Le temps des marches de la division Masséna en 1797, du corps

(1) En battant en retraite, le 18 août, nous avons abandonné, à Amanvillers, nos tentes, dans lesquelles les Prussiens, dit la *Gazette du soir de Mayence*, « remarquèrent avec un certain étonnement combien le soldat français prend ses aises en campagne. Tandis que nos guerriers endurcis bivouaquent en plein air, sur la terre froide, on trouva dans les tentes françaises des lits, des chaises, des tapis, des rideaux, des objets de toilette, des eaux et des huiles de senteur et des impedimenta de toutes sortes : ce qui explique pourquoi notre armée se meut beaucoup plus légèrement et plus vite que l'armée française. » Il ne manquait dans nos camps que des pianos, comme les Prussiens en avaient dans leurs bagages à Iéna.

L'armée française bivouaque constamment, et le plus loin possible des villages : elle a donc besoin de porter avec elle beaucoup de choses, et l'abus des impedimenta a été porté aussi loin que possible, grâce à l'inexécution des règlements. L'armée prussienne, au contraire, ne bivouaque que par exception ; elle a l'habitude excellente de cantonner, qui la dispense précisément de transporter les tentes et leur mobilier.

(2) Voir chapitre XII.

de Marmont en 1805 et des troupes de Napoléon pendant la première campagne de France en 1814, est-il donc décidément passé pour nos armées?

La cavalerie, de même que l'infanterie, était organisée comme au temps du premier Empire. Le comité de cavalerie, ne tenant aucun compte des fusils et des canons nouveaux, n'avait pas su voir qu'après la guerre de Bohême et celle des États-Unis, la tactique de la cavalerie était à refaire complétement chez nous, que les charges par grandes masses étaient devenues presque impossibles, que la brillante école des Murat, des Montbrun et des Caulaincourt était à peu près finie, et que la tradition de Steingel et de Lassalle devait être plus spécialement suivie et développée. Il n'avait pas tenu compte de la transformation que la cavalerie avait subie en Prusse (1), où elle est employée surtout à faire des reconnaissances au loin, à couvrir l'armée d'un rideau impénétrable à l'ennemi, et à observer, au contraire, tout ce

(1) Les Prussiens avaient pris pour base de l'organisation de leur cavalerie l'excellent livre du général de Brack (*Avant-postes de cavalerie légère*). Les deux généraux de Brack et Curély avaient, sous l'Empire, fait des merveilles avec leurs hussards, éclairant l'armée à 60 et 80 kilomètres. Nous avons le livre, les Prussiens ont la cavalerie.

qu'il fait. Le maréchal Niel, qui se préoccupait de toutes ces graves questions avec un intelligent patriotisme, avait voulu changer le règlement pour le service de la cavalerie; les généraux s'y opposèrent. Il publia en 1866 les *Observations sur le service de la cavalerie en campagne*, très-bon manuel rédigé d'après les principes du général de Brack; les généraux ne s'en servirent pas. Il en résulta que la cavalerie, sauf de rares exceptions, ne rendit aucun service pour couvrir nos armées et les avertir des mouvements de l'ennemi: aussi l'on fut attaqué à l'improviste à Wissembourg, à Reichshofen, à Forbach, à Borny; à Rezonville, la division de cavalerie chargée d'éclairer la route de Verdun fut surprise à l'abreuvoir; à Beaumont, les Prussiens nous surprirent encore et vinrent placer leurs canons à 400 mètres de notre camp, sans avoir été aperçus. A la fin de quelques journées, les généraux firent charger et détruire leur cavalerie pour l'honneur des armes; mais la bravoure héroïque ne suffit plus aujourd'hui. Pour constituer une cavalerie capable de remplir en temps de guerre la mission d'éclairer l'armée, il faut des régiments composés d'excellents éléments et parfaitement instruits, avec des chefs à la fois prudents et har-

dis, des officiers et des cavaliers intelligents et habiles, enfin des chevaux très-résistants, c'est-à-dire qu'il faut une organisation nouvelle. Ajoutons cependant qu'à l'armée de la Loire, on fit des reconnaissances sérieuses, on organisa l'espionnage, on fit à peu près ce que l'on devait faire, et l'on ne fut pas surpris, au moins aussi souvent qu'au début de la guerre.

Le comité d'artillerie, aussi routinier que les autres, niait la supériorité de l'artillerie prussienne, malgré l'évidence. Le canon d'acier se chargeant par la culasse avait cependant un tir un peu plus rapide, plus juste et d'une portée beaucoup plus longue que le nôtre; le poids de l'obus était plus considérable, et la fusée de l'obus meilleure. Tout fut nié; on ne voulut pas changer notre canon de 4, dont on vantait la légèreté et les succès à Solferino. Il fallut reconnaître, mais trop tard, qu'on s'était trompé. On fondait aussi de grandes espérances sur les mitrailleuses, qui, dans quelques cas exceptés où elles ont été terribles, ont été généralement moins utiles qu'on ne s'y attendait. Il faut encore dire que l'armée prussienne avait un bien plus grand nombre de canons que la nôtre, qu'elle allait employer son artillerie par grandes masses dès le début de l'ac-

tion, et que nous ne nous doutions pas de cette nouvelle tactique.

La Chambre se montrait si parcimonieuse pour les dépenses militaires, que le gouvernement n'osait pas lui demander l'argent nécessaire pour les fortifications nouvelles : il craignait toujours que ses demandes de fonds n'amenassent des explications sur les dépenses du Mexique. Faute d'argent, le génie n'avait pu rien faire pour mettre nos grandes places de la frontière d'Allemagne, Metz, Strasbourg et Béfort, en état de résister à un siége et pour les protéger contre un bombardement. Au début de la guerre, les forts de Metz étaient à peine commencés, et rien n'était fait à Strasbourg et à Béfort. En revanche, la même direction inintelligente qui a présidé à toute notre administration militaire avait augmenté les fortifications de Bouchain et de quelques autres places du Nord. Tout se fait au hasard, sans plan d'ensemble.

L'état-major, en tant que corps organisé pour la guerre, c'est-à-dire pour diriger les mouvements de troupes et recueillir les renseignements nécessaires au commandement, qui doit toujours savoir ce qui se passe chez l'ennemi, l'état-major était à peu près nul. En Prusse, l'état-major est

le principal ressort de l'armée, et il est organisé précisément pour lui rendre les services que nous venons d'indiquer. En France, les officiers d'état-major sont occupés dans des bureaux à faire des écritures et des correspondances, ou sont attachés à des généraux comme aides de camp; lorsque la guerre éclate, malgré leur instruction, qui est réelle (1), et leur bonne volonté, nos officiers d'état-major sont incapables de remplir leurs fonctions si difficiles, auxquelles ils n'ont pas été préparés par une longue pratique. Les bureaux et les salons les occupent trop. Une des causes principales de nos défaites a été la supériorité des états-majors de l'ennemi devant la faiblesse des nôtres (2). Il nous paraît nécessaire de constituer chez nous, comme en Prusse, un état-major général de l'armée, comprenant l'état-major actuel, modifié dans son recrutement

(1) Il nous manque cependant une école supérieure d'état-major pour les hautes études militaires. L'école d'état-major n'est pas assez forte.

(2) On m'a fait observer, tout en admettant une partie de ce que j'ai dit, que c'est le commandement surtout qui a fait défaut, et que les officiers d'état-major ne peuvent transmettre des ordres qu'ils ne reçoivent pas. Notre état-major, ajoute-t-on, eût été parfait, que quelques-uns des généraux qui devaient l'employer ne s'en seraient pas mieux servis, étant incapables de s'en servir.

et dans son organisation, et les états-majors de l'artillerie et du génie. C'est là que se formeront les généraux, c'est dans cette pépinière que l'on pourra les trouver.

L'intendance est devenue le bouc émissaire d'Israël, que l'armée a rendu responsable de tous ses revers. Il y a beaucoup de vrai dans les imprécations que l'on a lancées contre l'administration militaire. Si plusieurs intendants n'ont pas fait leur devoir avec l'énergie voulue, d'autres n'ont pu le faire par la faute des généraux. Comment veut-on, en effet, que l'administration envoie ses approvisionnements sur les points où doivent arriver les troupes, quand on refuse quelquefois, quand on néglige presque toujours de les lui faire connaître, ou bien quand, après les lui avoir indiqués, on les change sans la prévenir ou en la prévenant trop tard. D'ailleurs on connaît l'axiome : « Un bon général a toujours un bon intendant ; » et cela s'explique parce qu'on n'est un bon général qu'à la condition de connaître la science des marches et de l'appliquer aux mouvements des convois aussi bien qu'aux mouvements des troupes.

Ajoutons que là où l'intendance a perdu de son formalisme et de ses habitudes administratives

pour se livrer à la partie pratique de ses attributions, ou bien lorsqu'elle a été fortement pressée d'agir par le gouvernement (1), comme à l'armée de la Loire, elle a rendu des services réels.

Ce n'est pas tant l'intendance qui est mauvaise que le système général de notre administration militaire. Il n'y qu'en France où l'on croie qu'on fait vivre des armées nombreuses avec des convois réguliers et amenés de très-loin. Pendant la première République et le premier Empire, l'armée vivait sur le pays. L'armée prussienne a conservé cet usage, brutal à coup sûr; mais la guerre ne peut être que brutale dans toutes ses parties : il faut que la guerre vive de la guerre.

Arrivés sur un point, les Prussiens y cantonnent leurs troupes et obligent l'habitant à les nourrir. Le cantonnement s'opère par les soins des généraux, qui assignent à leurs divisions tels villages, dont ils se sont donné la peine de connaître la population et les ressources de tout genre, et la répartition des hommes chez l'habitant se fait par les soins de sous-officiers, fort

(1) M. Gambetta mit en non-activité par retrait d'emploi un intendant divisionnaire pour négligence obstinée dans l'exécution de ses devoirs. Cet exemple sévère, mais fort juste, produisit d'excellents résultats.

habiles à remplir leurs fonctions. Quand les troupes sont en trop grand nombre sur un point, on bivouaque, et l'administration militaire fait des distributions qu'elle tire des « colonnes de vivres » que chaque division conduit avec elle, qui en font partie intégrante et qui sont aux ordres du général (1).

L'Afrique nous a été funeste sur ce point comme sur tant d'autres. Nous nous sommes habitués en Algérie à vivre exclusivement sur nos convois et par les soins de l'intendance. Il le fallait bien, puisque le cantonnement y est impossible. D'ailleurs, le système de vivre sur ses convois est praticable en Afrique, parce qu'il ne faut nourrir que des colonnes peu nombreuses. Mais nos généraux ont pris en Algérie l'habitude de ne pas s'inquiéter de la question des subsistances, de s'occuper exclusivement d'eux, de se loger, se coucher et se nourrir le mieux possible, et l'habitude prise en Afrique a été conservée en Europe, au milieu des grandes armées. Le système était mauvais ; on l'avait jugé tel en Crimée et en Italie, mais on ne le changea pas, et il existait encore en 1870.

Il y a une réforme profonde à apporter dans

(1) Les vivres venaient d'Allemagne, ou étaient achetés en France, ou étaient réquisitionnés aux mairies.

l'organisation de notre administration militaire, qui doit, ainsi que les généraux, revenir aux vrais principes de l'art de faire vivre les grandes armées en campagne.

La confédération de l'Allemagne du Nord pouvait disposer de 937,000 hommes, de 1,700 canons, de 200,000 chevaux et de 13,000 voitures. Ces effectifs réels se décomposent ainsi : troupes de campagne ou armée active, 545,000 (1); troupes de remplacement ou de dépôts, 186,000; troupes de garnison ou landwehr, 206,000; gendarmes, 2,250, etc. Les trois États du sud de l'Allemagne, Bade, Wurtemberg et Bavière, liés à la Prusse par des traités qui plaçaient leurs troupes sous le commandement du roi de Prusse, pouvaient fournir 193,000 hommes, savoir : la Bavière, 70,000 hommes de troupes de campagne, divisés en deux corps d'armée, et 46,000 hommes de remplacement et de landwehr; — le Wurtemberg, une division active de 24,000 hommes et 11,000 hommes de troupes de remplacement; — Bade, une division active de 26,000 hommes et 15,000 hommes de remplacement. Le nombre de leurs canons était d'environ 300.

Le total des forces dont l'Allemagne pouvait

(1) Dont 472,000 combattants.

disposer était donc de 1,130,000 hommes (1) et d'environ 2,000 canons de campagne; ce qui lui a permis de faire la guerre en France avec environ 600,000 hommes, de maintenir les effectifs au complet pendant toute la durée de la guerre et d'avoir encore en Allemagne, à la fin de janvier 1871, de nombreux soldats pour garder nos prisonniers et pour envoyer des renforts aux armées en campagne, si la guerre avait continué (2).

Les troupes de la Confédération étaient répar-

(1) Le colonel Borbstaedt donne les chiffres suivants :

	ALLEMAGNE du Nord.	ALLEMAGNE du Sud.	TOTAL
Armée active.......	560,400	107,600	668,000
Troupes de dépôt...	190,000	36,500	226,500
Troupes de garnison.	204,000	37,800	241,800
	954,400	181,800	1,136,300

M. de Moltke, dans sa grande histoire de la guerre de 1870, donne des chiffres un peu différents :

	HOMMES	CHEVAUX	CANONS
Confédération du Nord.	932,064	209,403	1,692
Bavière	128,964	24,056	192
Wurtemberg,..........	46,980	8,876	66
Bade.........	50,081	8,038	72
	1,208,089	250,373	2,022

Il ajoute que, sur ce total de 1,200,000 hommes, 540,000 forment l'armée active, et que le reste, c'est-à dire plus de la moitié, se compose de non-combattants : troupes de garnison, de dépôt et de remplacement.

(2) Au début, les Allemands entrent en France avec 450,000 hommes; en octobre, ils sont 550,000; en janvier,

ties en douze corps d'armée prussiens et un corps saxon. Les Bavarois formaient, comme on l'a dit, deux corps d'armée ; les Badois et les Wurtembergeois, chacun une grosse division. Chaque corps d'armée prussien forme une armée complète, et qui peut agir séparément; il compte 32,000 hommes et 90 canons, répartis entre deux divisions fortes chacune de 13,000 hommes. Un corps d'armée comprend 25 bataillons de 1,000 hommes, 8 escadrons de 150 hommes, 1 bataillon de pionniers (génie) et un équipage de ponts. Le service des postes, des chemins de fer de campagne, des télégraphes de campagne et des ambulances ; le transport des blessés, des munitions d'artillerie et d'infanterie, et des vivres sont assurés dans chaque corps et fonctionnent avec une régularité remarquable.

Les divisions et les corps d'armée sont organisés d'une façon permanente; à chaque corps d'armée correspond un territoire déterminé qu'il occupe, et il recrute son effectif sur la population de ce territoire soumise sans exception au service militaire obligatoire. Les dépôts de matériel des

650,000. On peut croire qu'il est entré en France environ 850,000 ou 900,000 Allemands, dont 200,000 environ ont été tués ou blessés, ou sont morts de maladie.

corps sont à côté d'eux et constamment au complet, et la mobilisation est toujours préparée d'avance dans ses moindres détails. Cette organisation permet à la Prusse de mobiliser en dix jours ses douze corps d'armée. La landwehr est mobilisée comme l'armée, d'après le même système et par les mêmes moyens.

Les officiers, les soldats et les agents des compagnies sont exercés fréquemment à l'embarquement et au transport des troupes, des chevaux et du matériel sur les chemins de fer ; les gares sont pourvues des rampes et des ponts nécessaires à l'embarquement et au débarquement des chevaux, des canons et des voitures : aussi le transport des armées à la frontière, préparé et étudié de longue date, se fait facilement et vite.

On a vu à Berlin vingt-deux grands convois de troupes partir en un jour. En moins de trois semaines, la Prusse a pu mobiliser et jeter en France 400,000 hommes (1).

(1) En 1868, l'état-major prussien, en prévision d'une guerre avec la France, avait préparé un tableau méthodique pour le transport jour par jour de chaque régiment, de chaque escadron, de chaque batterie, jusqu'à la frontière de France. Tous les ordres pour chaque corps d'armée étaient prêts, la date seule était en blanc. Il n'y avait qu'à mettre les dates, et, ce travail fait, chaque corps connaissait le jour et l'heure de son embarquement et de son arrivée :

Chez nous, c'est au moment de la guerre qu'on forme les divisions et les corps d'armée, qu'on organise tout pour la campagne qui va s'ouvrir, comme si l'armée n'était instituée que pour le temps de paix.

Il est dur de faire l'éloge de l'ennemi, surtout quand cet ennemi s'est déshonoré par le vol, le pillage et l'incendie, et par de barbares exécutions; il faut cependant dire ce qui est vrai et constater que cette armée odieuse était organisée d'une façon supérieure à la nôtre. Le service obligatoire pour tous jette dans l'armée la nation tout entière, et on a raison quand on dit que la Prusse n'est pas un pays qui a une armée, mais une armée qui a un pays. Toutes les classes, riches ou pauvres, y sont représentées. Ainsi recrutée, une armée est vraiment nationale et capable de grandes choses.

Le soldat manque d'élan et ne vaut pas le nôtre

aussi, dès le dixième jour, les premiers régiments arrivèrent sur la frontière française; le dix-huitième jour, 380,000 hommes y étaient réunis, et le vingt-quatrième, 480,000 avec tout leur matériel. Ces énormes transports s'étaient effectués avec tout l'ordre possible, et il est certain que, pendant que nous commençons à peine à étudier ces questions, l'état-major prussien corrige et perfectionne les procédés employés en 1870.

comme bravoure individuelle; mais il est fort, dur à la fatigue, froid et tenace au feu, obéissant et soumis à une discipline de fer; l'officier a le droit de le battre et de le tuer ; il en use, mais rarement, parce que la troupe est bonne et disciplinée. Le soldat sait parfaitement lire, écrire et compter, ce qui est une conséquence de l'enseignement obligatoire; il a une bonne instruction élémentaire ; beaucoup ont même une instruction primaire supérieure, ainsi que les sous-officiers. Point n'est besoin d'insister sur les avantages qu'un général peut tirer d'une aussi grande somme d'instruction répandue dans tous les rangs de son armée. Il existe en Prusse quatre écoles pour les sous-officiers, sans parler des écoles régimentaires qu'ils sont obligés de fréquenter (1).

(1) L'organisation des sous-officiers est complétement différente de ce qui existe dans l'armée française. Il y a dans une compagnie (250 hommes) : un ou plusieurs enseignes-porte-épée (porte-épée fæhnrich), élèves sortis des écoles militaires, qui font leur stage au régiment et qui attendent une place dans le corps pour l'occuper, si toutefois le corps des officiers du régiment les accepte ; le porte-épée fæhnrich fait fonction d'officier ; — un feldwebel (sergent-major) ; — un viz-feldwebel, vieux sous-officier méritant, auquel ce grade fait une position un peu supérieure à celle de ses camarades ; — quatre sergents chargés spécialement de l'instruction dès recrues, auxquels on assure un emploi civil au bout de douze ans de service, afin de les garder au régiment et d'avoir les instructeurs nécessaires ;

Les officiers ont tous fait des études assez sérieuses dans les gymnases ou lycées, et savent de leur métier tout ce qu'ils doivent savoir. Ils accomplissent scrupuleusement leur devoir, parce que le sentiment du devoir est très-développé dans l'armée comme dans toute la nation, et parce qu'ils sont soumis, comme leurs hommes, à une discipline sévère. Les officiers d'état-major, formés à l'académie militaire de Berlin, et exercés à leurs vraies fonctions par le général de Moltke lui-même, composent un corps d'officiers remarquables, auxquels la Prusse doit ses succès (1). Il ne faut pas oublier de dire que tous savent le français, l'anglais et le russe.

Si la Prusse a un état-major et des généraux capables de bien faire la guerre, c'est qu'elle se donne la peine de les former et qu'elle attache à

— un avantageur-unter-officier (lisez un sous-officier-avantagé), et 20 unter-officier. Puis il y a 40 gefreiter, sorte de caporaux exempts de factions, et les avantageurs (soldats avantagés), lesquels, ainsi que l'avantageur-sous-officier, se composent de jeunes gens de famille, devant passer leurs examens d'officier dans la landwehr, et pour cela ayant quelques priviléges et jouissant de certaines faveurs, parfaitement naturelles dans ce pays féodal. On voit qu'il est avec le service obligatoire bien des accommodements, qui le rendent possible.

(1) Voir les rapports du colonel Stoffel, p. 111.

ce soin l'importance qu'il mérite. Il existe en Prusse de nombreuses écoles militaires sérieuses (1) pour former les jeunes officiers; il y a de plus pour l'état-major une académie militaire, dans laquelle les lieutenants qui y sont admis au concours étudient pendant trois ans les sciences militaires et tout ce qui s'y rattache. On peut dire en général que dans cette armée le travail est nécessaire et considéré. Les grades ne s'obtiennent qu'à l'ancienneté ; mais un officier n'a pas le droit de ne rien faire et de devenir incapable de bien remplir ses fonctions, parce qu'alors on le renvoie.

Il ne faut rien exagérer : aussi terminerai-je en disant que, malgré leur instruction, les officiers allemands manquent absolument de sentiments généreux et d'élévation d'esprit, qualités qui abondent dans nos rangs, et que beaucoup ont commis des vols et des actes de brutalité sauvage dont pas un de nos officiers ne se serait rendu coupable.

Les généraux d'armée et ceux qui commandent

(1) On n'y change pas sans cesse de système et de programmes; on n'y laisse pas le chef disposer de tout, suivant son caprice ; les examens y sont sévères ; tous ces établissements sont subordonnés à une commission supérieure et soumis à des inspections sérieuses.

les corps d'armée et les divisions ont beaucoup d'initiative; l'état-major général leur donne des instructions générales précises, et les laisse libres dans l'exécution. Les règlements sont ponctuellement exécutés, ce qui ne se fait pas chez nous. Depuis le chef de l'armée jusqu'au dernier soldat, tout le monde obéit.

Les deux grands ressorts de l'armée prussienne sont : 1° le grand état-major, dirigé par M. de Moltke, qui est en même temps le chef permanent de tous les officiers d'état-major employés dans l'armée, qui les recrute et les dresse personnellement à leurs vraies et difficiles fonctions de guerre; — 2° le ministère de la guerre, bien organisé, ayant des traditions et pas de routine, sachant changer, quand il le faut, une chose condamnée par l'évidence ou par l'expérience, et où sont centralisées entre des mains capables les seules choses qui doivent l'être.

L'infanterie et la cavalerie ont été depuis longtemps réorganisées, et leur tactique assujettie aux conditions nouvelles qu'exigent les nouvelles armes. L'artillerie a été transformée d'une manière si remarquable, qu'à l'Exposition de 1867 nous lui avions décerné plusieurs médailles ! La routine et les souvenirs du grand Frédéric, qui avaient perdu

la Prusse à Iéna, ont été mis de côté, et, sans parler continuellement de progrès, on a su en faire d'incontestables (1). On n'a pas sans cesse changé de ministres, de système et d'organisation; on a conservé les grandes institutions du baron de Stein et de Scharnhorst, et on les a perfectionnées peu à peu, en profitant de l'expérience des guerres de 1848 en Danemark et dans le grand-duché de Bade (2).

Certes, les Prussiens doivent leur succès à la bonne constitution de leur armée ; mais combien ont-ils été aidés par notre mauvaise organisation, par notre désordre et par l'incapacité notoire de nos gouvernants et de nos généraux ! Aucun de leurs généraux cependant n'était un homme de génie comparable à leur Frédéric ; mais ils ne laissèrent rien au hasard ; tout fut prévu avec sagacité, et tout était préparé pour assurer jusque dans les plus petits détails le fonctionnement régulier et continu de tous les services. On a vu par exemple, à Versailles, un troupeau de moutons

(1) L'organisation actuelle de l'armée prussienne date de 1861 ; elle est l'œuvre du roi Guillaume, du ministre de la guerre, M. de Roon, et de M. de Moltke.

(2) Où la Prusse avait été honteusement battue par les bandes révolutionnaires de Mieroslawski ; elle n'avait pu, cette même année, venir à bout du Danemark.

conduit chaque jour au pâturage sur les bords de la pièce d'eau des Suisses, par des cuirassiers : on assurait ainsi la nourriture d'un corps de troupes, en maintenant en bonne santé et avec leur poids, des moutons que nous aurions enfermés et laissés périr de maladie (1).

Ce qui frappe surtout dans l'étude de la guerre de 1870, c'est l'ordre parfait dans les prescriptions d'ensemble ou de détail, et leur stricte exécution. Les marches des colonnes sont étudiées et dirigées par des officiers qui possèdent à fond la science des marches, et exécutées par des hommes qui savent obéir. Un général ou un colonel doit aller à tel endroit et y être à tel moment; il y est au moment fixé : on a marché de jour ou de nuit, ou nuit et jour, peu importe.

Pour faire avancer leurs armées, les généraux prussiens se servent de toutes les voies de communication, routes et chemins, bons ou mauvais ; ils font marcher leurs troupes à travers champs ; ils multiplient les colonnes pour les avoir courtes et éviter les encombrements de soldats, d'artil-

(1) On a vu aussi, à Saint-Cyr-l'École, où logeait un colonel de cavalerie, tous les officiers commandant les détachements de ce régiment venir régler chaque matin leur montre sur celle de leur colonel.

lerie, de cavalerie et de voitures. Chez nous, on forme de longues colonnes, dans lesquelles tout s'entasse et où rien ne peut avancer. De là, les encombrements prodigieux et les lenteurs de nos marches, de Metz à Mars-la-Tour, de Châlons à Sedan, pendant lesquelles nous ne faisions que huit ou dix kilomètres par jour !

Les Prussiens avaient préparé depuis lontemps la guerre de France (1). Leurs officiers d'état-major avaient fait en secret de nombreuses reconnaissances militaires dans toute la France ; ils avaient en abondance des cartes excellentes de notre pays (2) et des plans de toutes nos villes. Le sous-officier de uhlans qui a occupé Sèvres, le 19 septembre 1870, avait un plan de cette ville qui lui servit à placer ses vedettes. On n'aurait certes pas trouvé un autre plan de Sèvres en France. Leurs officiers avaient exploré toute la partie du territoire où ils devaient faire campagne, déguisés en colporteurs de livres ou autrement ; ils avaient

(1) On disait dans leur armée que depuis plusieurs années ils avaient préparé quatre guerres : celles de Danemark, d'Autriche, de France et de Russie, avec les mêmes soins pour les reconnaissances, les cartes, les langues, etc.

(2) Notre carte de l'état-major, complétée, corrigée et indiquant le chiffre de la population de chaque localité.

fait des marques (1) aux carrefours des routes, dans les bois, sur les arbres, partout où un point de repère était utile pour indiquer la route à suivre : aussi connaissaient-ils leur chemin et les distances exactes. On cite la réponse d'un paysan de l'Ouest à un officier français qui lui demandait son chemin (2) : « Mon bon monsieur, les Prussiens ne demandaient jamais par où il fallait passer pour aller à tel endroit ; ils y allaient. »

L'espionnage en France a été pratiqué pendant de longues années par les Prussiens avec une audace qui n'a été dépassée que par notre légèreté et notre insouciance (3). On leur montrait avec une incomparable niaiserie tout ce qu'ils auraient eu quelque difficulté à voir en espionnant ; on se rappelle, pendant l'Exposition de 1867, la visite du général de Moltke dans les forts de Paris. Les

(1) Croix, flèches, losanges, carrés, ronds, virgules, etc.

(2) Notre armée de la Loire manqua d'abord complétement de cartes ; les premières qu'elle eut à sa disposition furent prises aux officiers allemands tués ou faits prisonniers. — L'armée de l'Est n'était pas mieux pourvue.

(3) Par exemple, l'État avait loué à des Allemands la ferme et les pâturages de Satory, près Versailles. Des officiers d'artillerie prussiens transformés en bergers purent suivre tout à leur aise, pendant plusieurs années, les expériences d'artillerie que nous faisions sur le plateau de Satory, en les cachant soigneusement à tout le monde.

officiers prussiens venaient en Lorraine et en Alsace chasser avec les propriétaires du pays, ravis de leur amabilité et de leur distinction ; pendant ce temps, leurs hôtes étudiaient les bois et leurs sentiers. La masse de commerçants, d'employés, d'ouvriers, de domestiques et de balayeurs allemands établis dans toutes nos villes, y revinrent comme officiers ou soldats de la landwehr et servirent de guides à leur bataillon. A Metz, à Strasbourg, à Paris, les espions français payés par l'ennemi étaient nombreux : aussi était-il informé de tout ce que nous faisions.

Mais c'est assez parler de l'armée allemande ; il suffit d'avoir indiqué à grands traits les qualités de ce formidable instrument de guerre, et il faut revenir à la France.

La mobilisation de notre armée, c'est-à-dire le passage de l'armée du pied de paix au pied de guerre, par le rappel au régiment des hommes en congé et des hommes de la réserve, ne peut s'effectuer qu'avec beaucoup de lenteur, par le fait d'une mauvaise organisation qu'on aurait dû changer depuis longtemps. Les armées allemandes envahissaient la France, pendant que la nôtre cherchait encore à se former, au milieu d'un désordre dont l'histoire ne connaît pas un autre exemple.

Nous avons dit qu'en Prusse les corps d'armée sont toujours organisés et qu'il suffit de dix jours pour les mobiliser, parce que ce travail gigantesque est préparé pendant la paix. En France, au moment de faire la guerre, il faut tout organiser, divisions et corps d'armée. Avec notre système antédiluvien des dépôts, il faut, lorsque la guerre éclate, pour compléter un régiment et mettre son effectif sur le pied de guerre, faire venir du dépôt les hommes qui doivent rejoindre les bataillons de guerre. Or tel régiment était en Alsace, qui avait son dépôt à Quimper, aux Pyrénées ou en Algérie. Il faut aussi rappeler les hommes en congé et les réservistes. Pour cela, il faut que ces hommes aillent d'abord de chez eux au dépôt pour s'équiper, et du dépôt ils vont au régiment. Si le dépôt est à Alger, l'homme rappelé va à Alger et revient en Alsace. Il n'y a que chez la nation la plus spirituelle du monde que l'on trouve de pareilles institutions militaires. En effet, que de dépenses inutiles en frais de route, que de temps perdu, que de soldats égarés, que de complications, que de causes d'encombrement sur les chemins de fer! On calcule que les hommes en congé ou de la réserve mettaient de vingt à vingt-deux jours pour aller de chez eux

au régiment en passant par le dépôt. Les gares, les routes étaient encombrées d'hommes isolés et de traînards qui rejoignaient leur corps, mal disposés, indisciplinés et commettant partout les plus graves désordres : on peut citer, à la fin d'août, une bande de quatre à cinq mille isolés qui voulut mettre au pillage la gare de Reims. Tous ces faits s'étaient déjà produits en 1859, au moment de notre entrée en campagne ; mais on n'avait pas tenu compte de cet avertissement. Enfin, et pour tout dire en un seul mot, c'est la France qui a déclaré la guerre, et c'est elle qui a été surprise en flagrant délit de formation : de sorte que nous combattrons d'abord avec nos cadres insuffisamment pourvus de soldats, et plus tard avec des soldats sans cadres.

La France disposait, pour les transports militaires (hommes, matériel, vivres), des lignes de chemins de fer, du matériel et du personnel de six grandes compagnies, qui mettaient chacune à la disposition du gouvernement vingt-mille véhicules et vingt-cinq ou trente mille hommes disciplinés, énergiques, intelligents et dévoués. Avec de pareilles ressources bien employées, nous aurions pu effectuer les transports militaires aussi bien qu'en Allemagne ; mais il aurait fallu que ce ser-

vice eût été organisé avant la guerre, et il ne l'était que très-imparfaitement quand elle éclata.

Le maréchal Niel s'était encore justement préoccupé de l'organisation des chemins de fer au point de vue des transports militaires; il avait chargé une commission de rédiger un règlement nouveau sur cette grave question. Le maréchal Le Bœuf ne s'en occupa plus; la commission ne travailla plus : rien n'était organisé en juillet 1870, et chacun fut chargé de se débrouiller comme il le pourrait. « Qu'on se débrouille ! » formule honteuse, coupable, qu'on emploie sans cesse dans ces temps de paresse, d'ignorance et de présomption, et qui conduira le pays à la ruine.

On peut s'étonner à bon droit de voir le maréchal Le Bœuf ne suivre sur aucun point la tradition de son prédécesseur; réformes ou créations, tout est abandonné. C'est là un des vices de notre administration et de notre caractère : partout et toujours le successeur change ou détruit ce qu'a fait son prédécesseur. Détestable système qu'il faut combattre et supprimer radicalement, si l'on veut avoir des institutions solides, durables et susceptibles de sages et prudentes améliorations.

Pour revenir aux transports militaires, ce qui

paralysa le dévouement de nos compagnies de chemins de fer et engendra le désordre le plus inextricable, c'est que tous, ministre, généraux, intendants, directeurs de l'artillerie et du génie, donnèrent des ordres indépendants les uns des autres, et le plus souvent contradictoires ; c'est que nulle autorité militaire supérieure n'existait dans les grandes gares pour diriger le service et y mettre l'unité nécessaire ; c'est que, si le désordre était grand au départ, il était encore plus grand à l'arrivée des trains. Chacun expédiait, et personne n'était chargé de recevoir ; tout s'amoncelait et s'entassait dans les gares d'arrivée. Les troupes débarquées sur un point ne savaient où se diriger ; on a vu des colonels demander aux chefs de gare s'ils connaissaient leur destination ! Ne sachant où expédier les vivres ou le matériel, on les laisse en gare; les intendants, trouvant commode de transformer les wagons en magasins, ne veulent pas les laisser décharger ; les voies et les gares s'encombrent, le service est entravé ; les vivres sont ici, les troupes sont ailleurs et meurent de faim. L'opération si simple de faire partir un train et de donner un ordre précis pour sa destination et son débarquement à l'arrivée ne fut presque jamais faite.

Le zèle des compagnies fut soumis à de rudes

épreuves. On commandait un train pour le transport d'un régiment de cavalerie ; quand les wagons destinés aux chevaux étaient préparés, il arrivait de l'infanterie : il fallait recommencer à préparer un nouveau train. Une autre fois, on commandait un train pour transporter de l'infanterie, et c'était de l'artillerie qui arrivait. On multiplierait à l'infini ces exemples honteux de l'incurie, de l'insouciance, de l'absence de sentiment du devoir et de patriotisme que notre administration militaire donna à chaque instant (1).

La compagnie de l'Est, qui avait eu la douleur de voir quel mauvais usage l'administration française faisait de ses ressources, eut la douleur plus grande encore de voir quel parti l'armée prussienne, préparée par de bons règlements, savait tirer de nos lignes et de notre matériel.

On avait cru à une invasion de l'Allemagne par la France, et pas le moins du monde à une invasion de la France par l'Allemagne. Aussi les grands magasins de l'armée avaient-ils été établis sur l'extrême frontière, à Forbach, à Sarreguemines, au lieu d'être formés en arrière, d'où l'on aurait

(1) Nous renvoyons le lecteur à l'excellent ouvrage de M. Jacqmin, intitulé : *les Chemins de fer pendant la guerre de* 1870-1871, 1 vol. in-8°.

pu les expédier en avant, si l'armée s'était avancée, ou les sauver si l'armée avait été obligée de reculer. Cette faute fut cause que, dès le 7 août, tous nos approvisionnements tombèrent au pouvoir de l'ennemi, dont les mouvements en avant furent facilités par cette capture.

Pour terminer ce déplorable tableau, il nous reste à analyser les dépêches publiées dans les papiers trouvés aux Tuileries et à montrer comment « l'armée était archiprête ». On voit dans ces douloureux documents qu'ici l'on manque de pain; là, de biscuit ou de salaisons, ou de sucre et de café; plus loin, on n'a pas de cantines, d'ambulances ni d'infirmiers; tel général réclame des vétérinaires, tel autre des revolvers. Certains corps n'ont pas de voitures du train, parce qu'il faut des mois entiers pour les sortir des docks immenses où elles sont emmagasinées et engerbées. Les chevaux sont en quantité insuffisante : il faut en acheter, mais ils ne sont pas dressés; alors, pour atteler l'artillerie, on prend les chevaux de la gendarmerie et ceux de la cavalerie! Les caisses des payeurs sont vides; l'argent fait défaut comme tout le reste. Le général Michel, arrivé à Béfort, ne trouve ni sa brigade ni son général de division; il ne sait pas où sont ses troupes, et

demande au ministre ce qu'il doit faire. Les cartes manquent partout. On réclame des munitions pour mitrailleuses, des cartouches (1), des tentes-abris, des couvertures, des gamelles, des bidons. Les mobiles, qu'on rassemble à la hâte, n'ont pas d'armes, et l'on ne sait qu'en faire. Un régiment d'infanterie de ligne, placé sur l'extrême frontière, du côté de Sierck, reçut de son dépôt cinq cents hommes, dont plus de la moitié n'avaient ni fusils, ni équipement, ni uniforme; le colonel les arma à grand'peine, pendant les huit jours qui s'écoulèrent entre leur arrivée au corps et le commencement des hostilités.

Rien n'a été préparé pendant la paix, tout est à créer et à organiser au moment d'entrer en campagne. Ce travail colossal, impossible à exécuter, se fait imparfaitement et ne produit qu'un désordre et une confusion indescriptibles. En revanche, nous trouvons çà et là, dans ce gâchis, des officiers et des généraux avec leur cuisinière, leur femme, leurs enfants et même leur nourrice, des reporters anglais qui sont là pour informer leur public de ce chaos et avertir l'en-

(1) Un convoi de quatre millions de cartouches fut perdu, au milieu de l'encombrement qui existait, dans la gare de Metz; on le retrouva vers la fin du mois d'août.

nemi. Il n'y a pas d'exemple d'une pareille confusion, dont l'auteur responsable est « le ministre qui, n'ayant rien préparé, a, dans son inexpérience et sa présomption, fait sur le temps et les transports les erreurs les plus désastreuses (1) ».

(1) Baratier, *l'Intendance militaire pendant la guerre de 1870-71*, p. 23.

IV

Reichshofen et Forbach

Pendant que notre armée se formait lentement et en désordre sur la frontière de l'Est, les armées allemandes, rapidement mobilisées et transportées en chemin de fer, nous menaçaient de l'invasion.

L'Empereur, après avoir déclaré l'Impératrice régente, le 23 juillet, avait commis la faute grave d'aller à Metz, de quitter Paris et de laisser les Irréconciliables maîtres de la situation et du pouvoir en cas d'échec. Sa présence à Metz ne pouvait d'ailleurs être d'aucune utilité : souffrant depuis longtemps déjà, il ne lui était pas possible de supporter les fatigues de la guerre. L'indécision, qui était la base de son caractère, avait augmenté encore dans les dernières années et le rendait absolument impropre à l'exercice du

commandement. Comme militaire, il manquait de compétence et d'autorité ; il était hors d'état d'imposer un ordre à ses maréchaux, d'étouffer leurs dissensions et de réduire à l'impuissance leurs mutuelles cabales. L'Empereur avait choisi pour major-général le maréchal Le Bœuf, homme incapable de remplir ces difficiles fonctions, qui exigent des connaissances et une aptitude spéciales. Le quartier général fut établi à Metz, d'où l'on transmettait les ordres et les contre-ordres aux différents chefs de corps.

Il paraît que le plan des généraux français était de faire passer le Rhin, à Maxau, à une armée placée sous les ordres du maréchal Mac-Mahon, et de la jeter sur Wurtzbourg, pour séparer de la Prusse l'Allemagne du Sud et la forcer à la neutralité (1), ou battre ses troupes pendant leur mobilisation, et entraîner par ce succès l'Autriche et l'Italie dans notre alliance. Pendant ce temps, on marchait sur Mayence et Coblentz, pour refouler les forces prussiennes qui se massaient de

(1) Jusqu'au dernier moment, le gouvernement français espéra en la neutralité de la Bavière et du Wurtemberg. Ce dernier État, après la déclaration de guerre, prévint M. de Bismark qu'il allait marcher immédiatement, et en même temps il amusait notre ambassadeur et lui déclarait qu'il n'avait pas encore pris son parti.

ce côté, et la flotte devait jeter un corps de débarquement sur les côtes de la Baltique. On comptait sur l'appui du Danemark pour faire réussir cette diversion.

Le succès de cette conception exigeait une grande rapidité dans nos premiers mouvements. Or la lenteur et le désordre de la mobilisation de notre armée empêchèrent l'Empereur de commencer les hostilités en temps utile et permirent à l'ennemi de concentrer sans danger ses masses sur notre frontière.

Devant l'invasion, l'Empereur fut obligé de renoncer à l'offensive et de laisser aux Allemands l'avantage qu'a toujours celui qui sait prendre l'initiative des opérations : on se tint donc sur la défensive. Mais se tenir sur la défensive suppose que l'on concentre les forces dont on dispose, qu'on a adopté un plan de défense, qu'on défendra les lignes et les positions dont on peut se servir, les Vosges, la Sarre, la Moselle, par exemple. Au lieu d'agir ainsi, on partagea l'armée en huit corps, dont les divisions furent éparpillées sur toute la frontière, entre Thionville et Béfort, à des distances telles, qu'elles ne pouvaient pas se soutenir les unes les autres.

Étrange combinaison, qui émiettait nos troupes,

déjà trop peu nombreuses, devant les armées prussiennes fortement concentrées !

Aucune disposition, aucun plan ne fut adopté, ni pour l'attaque, ni pour la retraite, ni pour se soutenir réciproquement en cas d'attaque de l'ennemi. En général, personne ne s'éclaire, personne ne se garde (1); personne ne sait où est l'ennemi, ce qu'il fait, quelles sont ses forces; il n'y a ni reconnaissances faites au loin et à fond, ni espionnage. On ne voulait pas même croire aux renseignements qu'on avait par hasard, lorsqu'ils déplaisaient. Le sous-préfet de Wissembourg, qui annonçait avec persistance l'approche de l'armée du prince royal, fut assez sévèrement blâmé de donner sans cesse de fausses nouvelles. En revanche, on consultait les journaux anglais pour savoir ce que faisaient les Prussiens et décider nos mouvements. Nos troupes vont et viennent de ci et de là, sans raison, sans plan, mais sans relâche. Chaque ordre est suivi d'un contre-

(1) Les guerres d'Afrique nous avaient donné l'habitude malheureuse de ne pas écarter assez loin les reconnaissances de cavalerie, qui, sans cette précaution, auraient été enlevées. On conserva les habitudes prises en Algérie : on envoya à petites distances des régiments de cavalerie tout entiers, qui ne voyaient rien. Quatre cavaliers auraient beaucoup mieux fait, en allant plus loin.

ordre; chaque jour voit naître un plan nouveau.

Nous avons dit que l'armée était divisée en huit corps (1); au 1er août, ils étaient ainsi placés et commandés. Le premier corps, aux ordres du maréchal Mac-Mahon, était à Strasbourg et comptait 38,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses. Le deuxième corps, commandé par le général Frossard, était à Saint-Avold et à Forbach, et comptait 28,000 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le troisième corps, commandé par le maréchal Bazaine, était à Boulay et comptait 42,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses (2). Le quatrième corps, commandé par le général de Ladmirault, était à Thionville et comptait 33,500 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le cinquième corps, aux ordres du général de Failly, était à Sarreguemines et à Bitche, et comptait 29,000 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses.

(1) La force des corps n'est pas égale : le 1er, le 3e et le 6e ont 4 divisions d'infanterie et une de cavalerie, formée de 6 régiments; les 2e, 4e, 5e et 7e corps n'ont que 3 divisions d'infanterie et une de cavalerie, formée de 4 régiments. La garde est formée de 2 divisions d'infanterie et d'une de cavalerie à 6 régiments.

(2) Le 3e corps fut successivement commandé par le maréchal Bazaine, le général Decaen et le maréchal Le Bœuf.

Le sixième corps, commandé par le maréchal Canrobert, était à Châlons et comptait 40,000 hommes, 114 canons et 6 mitrailleuses. Le septième corps, commandé par le général Félix Douay, était à Béfort et ne comptait que 27,000 hommes, avec 72 canons et 18 mitrailleuses. La garde, forte de 23,000 hommes, avec 60 canons et 12 mitrailleuses, était à Metz, sous les ordres du général Bourbaki. La réserve de cavalerie, placée à Lunéville, comptait 3 divisions (7,000 hommes), 30 canons et 6 mitrailleuses. La réserve d'artillerie se composait de 96 canons et de 3,500 hommes. Le total de nos forces était de 272,000 hommes, 780 canons et 144 mitrailleuses.

Pendant ce temps, comme nous l'avons dit plus haut, le gouvernement songeait, mais trop tard, à se procurer des alliances. Il croyait que le Danemark se déclarerait pour nous, et il se proposait d'y envoyer le prince Napoléon et le général Trochu, à la tête d'un corps de débarquement destiné à faire avec les Danois une diversion du côté de la Baltique; mais les vaisseaux n'étaient pas prêts (1), et les troupes manquaient. On comp-

(1) Le rôle de la marine, pendant toute la guerre, fut à peu près nul. On s'attendait à une expédition, à un débar-

tait, d'après certains engagements antérieurs, sur l'appui de l'Autriche et de l'Italie; mais ces puissances, prises au dépourvu, n'étaient pas prêtes et redoutaient avec raison de se jeter dans une aventure. On avait espéré jusqu'au dernier moment, malgré l'évidence, que la Bavière et le Wurtemberg resteraient neutres (1). Tous ces rêves s'évanouirent. La Russie s'alliait secrètement avec la Prusse, afin d'obtenir carte blanche en Orient et le moyen de faire réviser le traité de Paris; en échange, elle devait forcer l'Autriche à rester neutre, en la menaçant de la guerre si elle se déclarait pour nous. Quant à l'Angleterre, irritée d'un projet d'annexion de la Belgique à la France, maladroitement négocié quelques années auparavant entre l'Empereur et M. de Bismark, projet que M. de Bismark fit connaître aussitôt après la déclaration de guerre, l'Angleterre se prononça contre nous avec une

quement en Allemagne, au bombardement de quelques villes maritimes; on ne fit rien de sérieux, et à la fin de la guerre, une frégate prussienne, l'*Augusta*, capturait nos bâtiments de commerce à l'embouchure de la Gironde. En revanche, les marins et nos officiers de marine se battirent bravement dans nos armées de terre.

(1) Le 19 juillet, la Bavière déclara qu'en vertu des traités elle marcherait avec la Prusse.

haine qui étonna beaucoup notre légèreté française.

L'opinion publique, ignorante et mal renseignée par la presse, s'impatientait, dans les derniers jours de juillet, de ne pas voir les hostilités engagées et notre armée entrer en Allemagne ; elle trouvait étrange la proclamation de l'Empereur, qui annonçait une guerre longue et difficile. La presse et le public ne se doutaient pas des difficultés insurmontables qu'imposait notre mauvais système de mobilisation, ni de la nécessité où l'on était réduit tout à coup, et avant d'avoir combattu, à se tenir sur la défensive, ni des terribles surprises que l'ennemi allait nous infliger.

En effet, l'armée allemande, organisée comme on le sait, bien commandée, abondamment pourvue de tout, rapidement transportée en chemin de fer, s'avançait divisée en trois grosses masses, qui allaient nous surprendre partout, en tombant à l'improviste sur nos corps isolés. Leurs mouvements nous étaient complétement inconnus, grâce à la cavalerie qui les précédait et formait un impénétrable rideau devant elles.

Les trois armées allemandes étaient placées sous le commandement supérieur du roi de

Prusse, ayant pour chef d'état-major général le trop habile général de Moltke.

Le plan d'attaque de la France, tel qu'il a été exécuté, avait été rédigé dans l'hiver de 1868-69; tout avait été préparé, dans les moindres détails, pour les transports et les marches de chaque corps. Le jour où la mobilisation fut ordonnée, il n'y eut qu'à mettre les dates sur les tableaux de marche et de transport, puis à commencer la mise à exécution. Les armées prussiennes devaient être arrivées le 3 août aux points qui leur étaient assignés sur notre frontière ; elles exécutèrent si ponctuellement les ordres donnés, que, le 4, le prince royal commençait l'offensive. Personne ne comprendra jamais qu'avec 200,000 hommes, nous ayons permis aux Prussiens d'opérer ces marches, ces concentrations, au lieu de nous jeter sur leurs divisions isolées, de couper leurs chemins de fer, en un mot, d'opposer quelque obstacle à la réalisation de leurs projets, qu'ils ont accomplis comme s'ils eusssent fait de grandes manœuvres pendant la paix.

La première armée allemande, commandée par Steinmetz, formait la droite de l'ennemi ; partie de Coblentz, elle remontait la Moselle et s'avançait sur Sarrelouis. C'est elle qui nous attaquera

à Forbach. Elle était forte de 61,000 hommes et comptait deux corps d'armée : le 7e (Zastrow), le 8e (Gœben), deux divisions de cavalerie et 180 canons. — La deuxième armée, commandée par le prince Frédéric-Charles, formait le centre; partie de Mayence, elle s'avançait sur Sarreguemines par Kaiserslautern. Elle était forte d'environ 206,000 hommes et comptait six corps d'armée : la garde (prince Auguste de Wurtemberg), le 3e corps (Alvensleben II), le 4e (Alvensleben I), le 9e (Manstein), le 10e (Voigts-Rhetz), le 12e corps, formé par les Saxons (prince royal de Saxe), deux divisions de cavalerie et 534 canons. Le prince Frédéric-Charles ne prendra pas part aux premières opérations. — La troisième armée, commandée par le prince royal de Prusse, formait la gauche de l'ennemi; partie de Spire, elle s'avançait par Landau sur Wissembourg. Elle était forte d'environ 180,000 hommes et comptait deux corps d'armée prussiens (le 5e, Kirschbach; le 11e, Bose); deux corps d'armée bavarois (le 1er, Von der Thann; le 2e, Hartmann), la division wurtembergeoise (Obernitz), la division badoise (Beyer), deux divisions de cavalerie et 480 canons. C'est elle qui va nous attaquer à Wissembourg et à Reichshofen.

L'ensemble des forces allemandes est donc de 447,000 hommes et de 1194 pièces. Il restait en Allemagne : le 1er corps (Manteuffel), le 2e (Fransecky), le 6e (Tumpling), et quatre divisions de landwehr, formant une première réserve de 188,000 hommes et de 384 pièces, à laquelle il faut ajouter une seconde réserve de 160,000 hommes, formée de landwehr de garnison, et une troisième réserve de 226,000 hommes, composée de troupes de dépôt.

Dès les premiers jours du mois d'août, la Prusse, rassurée du côté de la mer, jeta en France toute sa première réserve et augmenta l'effectif de ses trois armées. La première fut alors composée de trois corps (1er, 7e et 8e) et de deux divisions de cavalerie, et son effectif porté à environ 100,000 hommes et 264 canons. La seconde armée fut composée de la garde prussienne, de cinq corps prussiens (2e, 3e, 4e, 9e et 10e), du corps saxon (le 12e), et de deux divisions de cavalerie (1) ; son effectif fut porté à environ 220,000

(1) La garde compte aussi une division de cavalerie ; le corps saxon a également une division de cavalerie : ce qui porte à 4 divisions de cavalerie (sans compter la cavalerie attachée aux cinq corps d'armée prussiens) l'effectif de la cavalerie de la seconde armée.

hommes et 624 pièces de canon. La troisième armée fut composée de trois corps prussiens (5e, 6e, 11e), du 1er et du 2e corps bavarois, des divisions wurtembergeoise et badoise, et de deux divisions de cavalerie; son effectif fut porté à environ 200,000 hommes et 552 canons.

Au moment où les Prussiens allaient prendre l'offensive, l'Empereur attaqua Sarrebruck (2 août). Le 2e corps (général Frossard) ne rencontra qu'un bataillon et trois escadrons de uhlans, avec 4 canons, qui se replièrent après un combat de deux heures. Cette affaire insignifiante aurait pu avoir des suites sérieuses, si l'on avait pris Sarrebruck et ensuite Neuenkirchen, nœud de chemins de fer si important à occuper pour couper les communications entre Steinmetz et Frédéric-Charles, que l'on aurait dû y livrer bataille afin d'en devenir les maîtres. Mais cette stratégie élémentaire était au-dessus de l'intelligence du quartier général; on se contenta de parler du prince impérial, qui avait ramassé une balle et reçu le baptême du feu; on n'occupa même pas Sarrebruck, et l'on continua à rester dans l'inaction, sans se donner la peine de s'éclairer et de chercher à savoir ce que faisait et où était l'ennemi.

Au moment où l'on s'y attendait le moins, le

prince royal de Prusse nous tira de cette somnolence et nous rappela à la réalité.

La division Douay (Charles-Abel), du corps de Mac-Mahon, était arrivée de Haguenau à Wissembourg, le 3 août au soir; elle avait été envoyée sur la Lauter pour surveiller l'ennemi et « protéger nos populations de la frontière contre les tentatives peu sérieuses de l'ennemi, mais nuisibles aux habitants (1) », avec ordre toutefois de se retirer devant des forces évidemment supérieures. Personne ne se doutait de l'attaque si prochaine du prince royal; on ne voulait pas même croire que l'armée prussienne fût prête à agir.

Le général Douay, ainsi jeté en pointe d'avant-garde, se croyait suivi de plus près qu'il ne l'était réellement par les 3e et 4e divisions du corps du maréchal Mac-Mahon, qui devaient être à Haguenau. Il comptait aussi être appuyé, non-seulement par la division Ducrot, qui était à Reichshofen, mais aussi par le 5e corps (de Failly), qu'il supposait être encore entre Niederbronn et Bitche; il ignorait que le quartier général, pour appuyer l'affaire de Sarrebruck, avait donné l'ordre au

(1) Expressions de la dépêche envoyée du ministère de l'intérieur au maréchal Mac-Mahon et transmise au général Ducrot.

général de Failly de se porter sur Sarreguemines. Rien n'est coordonné ; tout se fait au hasard ; on oublie ou l'on néglige de prévenir, de s'informer.

L'effectif de la division Douay se composait de 7500 hommes d'infanterie, de trois batteries, dont une de mitrailleuses, et d'une compagnie du génie. Deux régiments de cavalerie avaient été placés sous les ordres du général Douay depuis le 3 ; mais on avait détaché trois bataillons pour occuper le col du Pigeonnier, et deux autres bataillons étaient à Seltz, n'ayant pas rejoint la division : de sorte que, le 4, la division Douay n'avait pour combattre que 8 bataillons d'infanterie (4800 hommes) et ses trois batteries, la cavalerie n'ayant pas pu être employée.

Le général Douay devait croire que ceux qui l'envoyaient à Wissembourg étaient exactement renseignés sur les mouvements et la situation de l'ennemi. Il fit faire, le matin du 4, la reconnaissance réglementaire ; mais elle n'alla pas assez loin, ne fouilla pas les bois et ne vit rien. Le commandant de la reconnaissance eut le tort de ne pas laisser de grand'garde en se repliant. Une heure après la rentrée de la reconnaissance, l'ennemi, qui s'était mis en mouvement derrière elle, envoyait ses obus sur Wissembourg et faisait sor-

tir ses colonnes des bois où elles étaient cachées. Le général Douay, attaqué à l'improviste par les têtes de colonne de trois corps allemands (1), résista énergiquement avec ses 5000 soldats sur les hauteurs du Geisberg et autour de Wissembourg et d'Altenstadt. Le général Douay ayant été tué, le général Pellé continua à combattre, et, après une lutte acharnée de six heures, il battit en retraite sur Climbach, où était la division Ducrot. Nous avions perdu une pièce de canon, 1,200 hommes et un millier de prisonniers faits sur le champ de bataille et à Wissembourg, qui fut vigoureusement défendu par un bataillon du 74e. Cette victoire ouvrait l'Alsace au prince de Prusse (2).

A la nouvelle de notre défaite à Wissembourg, le quartier général se décida à concentrer ses forces et à créer deux armées : l'une fut donnée au maréchal Mac-Mahon, et composée des 1er, 5e et 7e corps; l'autre fut placée sous les ordres du maréchal Bazaine, et composée des 2e, 3e et 4e corps ; mais l'Empereur restait le chef supérieur des deux maréchaux et conservait le commandement de la garde. Cet essai de concentration se

(1) 5e et 11e corps prussiens, et 2e corps bavarois. Le prince royal engagea environ 40,000 hommes.

(2) L'armée allemande eut 1,550 hommes hors de combat.

faisait trop tard, et le quartier général ne sut pas plus donner des ordres précis aux deux armées, qu'il n'avait su en donner aux corps séparés; la confusion des ordres et des contre-ordres, et l'absence d'un plan général continuèrent à laisser les Prussiens absolument maîtres de faire ce qu'ils voulurent.

Le 5, l'Empereur, avons-nous dit, donna au maréchal Mac-Mahon le commandement supérieur des 1er, 5e et 7e corps : en conséquence, les généraux de Failly et Douay reçurent l'ordre de rallier le maréchal, campé sur la Sauer, devant Wœrth ; mais cette concentration se fit avec une telle lenteur, que, le 6, une seule division du 7e corps avait rejoint Mac-Mahon, et qu'une division du 5e corps arriva seulement le soir, après la défaite du maréchal. Mac-Mahon, mal renseigné, ne comptait pas être attaqué le 6 août, et, le matin de ce jour fatal, il ne paraît pas que nous ayons eu connaissance de la présence de toute l'armée du prince royal devant la nôtre. Quoi qu'il en soit, il est bien regrettable que le maréchal n'ait pas jugé à propos de reculer sur Saverne, de prendre position dans les Vosges, d'y rallier les corps de Failly et de Douay : il eût évité un désastre. Au lieu d'agir ainsi, le maréchal engagea la bataille

de Reichshofen (1) avec environ 40,000 hommes contre 90,000 Allemands. Le combat fut acharné : nos troupes d'Afrique se battirent avec une indomptable énergie, qui rappelait nos meilleurs jours ; mais elles furent écrasées par les obus allemands. Puis, vers midi, l'armée prussienne tout entière s'avança contre la nôtre et commença à tourner notre droite. Pour la dégager, on lança la brigade Michel (2), qui reçut l'ordre de charger l'ennemi : « elle se jeta avec une sauvage impétuosité et avec un héroïque esprit de sacrifice (3) » au milieu du feu de l'artillerie et de la mousqueterie, et sabra ce qu'elle rencontra devant elle ; mais, en traversant le village de Morsbronn pour gagner la campagne, l'immortelle brigade fut presque détruite par l'infanterie allemande embusquée dans les maisons.

Cependant la bataille continuait toujours : fort de son nombre, le prince royal envoyait sans cesse de nouvelles troupes au feu, et il fallut bien se décider à battre en retraite. Pour retarder le mouvement en avant de l'ennemi, la division de cui-

(1) Appelée aussi et plus exactement bataille de Wœrth et de Frœschwiller.

(2) 8e et 9e cuirassiers, et 2 escadrons du 6e lanciers.

(3) *Unsere Zeit*, mars 1872.

rassiers du général Bonnemain (1) fut jetée contre les Allemands, vers quatre heures, avec mission de sauver l'honneur des armes et l'armée. Ces braves cavaliers chargèrent par escadron : ils firent peu de mal à l'infanterie allemande, abritée dans des houblonnières et des clos de vignes ; ils perdirent beaucoup de monde, mais ils ralentirent la marche de l'ennemi pendant une heure et sauvèrent l'armée.

Quand le maréchal quitta le champ de bataille, son armée était décimée, désorganisée par cette lutte sanglante ; elle se retirait sur Saverne, par Bouxwiller et Niederbronn, dans un désordre complet. Heureusement une division du 5e corps arriva à Niederbronn vers cinq heures et protégea notre retraite.

Le maréchal avait perdu 4,000 hommes tués ou blessés, 6,000 prisonniers, 41 canons ou mitrailleuses, ses convois de vivres et ses bagages ; de leur côté, les Allemands eurent 10,500 hommes hors de combat.

Vivement poursuivis d'abord par la cavalerie allemande, les 15,000 hommes débandés que Mac-Mahon ramenait avec lui ne purent détruire ni les

(1) 1er, 2e, 3e et 4e régiments.

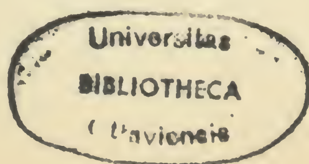
chemins de fer ni les tunnels des Vosges, qu'on abandonnait intacts aux Prussiens, dès lors maîtres de leurs communications dans leur marche en avant. Involontairement on se reporte, en racontant ces désastres, aux souvenirs glorieux de la défense de l'Alsace par Turenne.

Le 7, le maréchal et les généraux de Failly et Douay reçurent l'ordre de se retirer à Châlons, où, d'après la volonté de l'Empereur, toute l'armée devait se réunir.

L'Alsace était perdue ; Strasbourg et Béfort, qui n'étaient pas en état de défense, allaient être assiégés sans espoir d'être secourus, et l'ennemi était libre de couvrir de ses partis de cavalerie deux ou trois départements, d'y étouffer par de cruelles exécutions le soulèvement militaire de la population et de frapper ainsi de terreur le reste de la France.

La retraite de Mac-Mahon s'accomplit par Saverne, Lunéville et Neufchâteau (1); là, ses troupes s'embarquèrent en chemin de fer pour gagner Châlons, où elles arrivèrent, le 16 août, complétement démoralisées par la défaite et par les privations qu'elles avaient supportées pendant dix

(1) 2,000 hommes de son aile droite se retirèrent à Strasbourg.



jours. Le corps du général de Failly, très-compromis entre Sarreguemines et Bitche, avait échappé à l'ennemi et se rendit à Châlons par la Petite-Pierre, Lunéville, Neufchâteau et Chaumont, suivant Mac-Mahon à quelque distance. A Chaumont, il prit la voie ferrée, et il arriva à Châlons le 20, à peu près en même temps que le 7e corps, qui venait de Béfort (1).

Le prince royal ne poursuivit pas longtemps Mac-Mahon; il ne dépassa pas la Moselle et resta à portée de l'armée de Frédéric-Charles.

Pendant que l'aile gauche des Prussiens gagnait la bataille de Reichshofen, leur aile droite battait le même jour le général Frossard à Forbach. La veille, l'Empereur, avons-nous dit, avait placé les 2e, 3e et 4e corps sous les ordres du maréchal Bazaine, qui se trouvait ainsi avoir une véritable armée sous son commandement. Mais, par une aberration inexplicable, à peine Bazaine était-il nommé chef supérieur des 2e, 3e et 4e corps, que le quartier général arrêta la concentration des trois corps sans le consulter, et régla leur emplacement sur une étendue de 60 kilomètres, en les plaçant hors de portée de se soutenir les uns

(1) Le 7e corps alla de Béfort à Paris et fut ramené aussitôt de Paris à Châlons.

les autres, devant une armée de 70,000 hommes.

Le 2e corps (Frossard) avait reçu l'ordre, après l'affaire de Sarrebruck, de se replier sur Forbach, bien qu'il soit difficile de comprendre pourquoi on allait laisser Steinmetz libre de passer la Sarre sans combat. Quoi qu'il en soit, le général Frossard vint prendre position à l'est de Forbach, sur les hauteurs de Spickeren.

Le 6 août, une bataille s'y engagea par hasard, et nous ne sûmes pas profiter de l'occasion que la fortune nous offrait. Steinmetz servait de pivot aux trois armées allemandes, qui devaient accomplir une grande conversion à droite. L'armée du prince royal était l'aile marchante, et Steinmetz devait attendre pour agir qu'elle eût accompli sa conversion.

Le général Frossard ayant fait retirer ses troupes de quelques positions qui dominaient la Sarre, deux lieutenants de Steinmetz, Kamecke et Rheinbaben, crurent que les Français battaient en retraite et les firent attaquer par une division. Ils s'étaient trompés. Une bataille sérieuse s'engagea (1), à laquelle prirent part successivement toutes les divisions de l'armée de Steinmetz et plu-

(1) C'est la bataille de Forbach ou de Spickeren.

sieurs régiments du prince Frédéric-Charles, qui accoururent au canon. Quatre fois le 2e corps reprit l'offensive et fut repoussé ; ne recevant aucun secours, le général Frossard battit en retraite à neuf heures du soir, après avoir perdu 2,000 hommes tués ou blessés, et 2,000 prisonniers (1).

Nous avons dit que les Prussiens étaient accourus de toutes parts au canon : c'est pour eux une règle et un devoir. Il n'en fut pas de même dans notre armée. Pendant que le 2e corps était aux prises avec Steinmetz, le 3e corps, commandé par le maréchal Bazaine, était à Saint-Avold, et plusieurs de ses divisions n'avaient que 7 ou 12 kilomètres à franchir pour arriver au Spickeren et nous donner la victoire. Non-seulement elles n'arrivèrent pas au canon, mais, malgré les demandes de secours adressées par le général Frossard au maréchal Bazaine, le 2e corps ne fut pas secouru. Bazaine avait ordonné cependant à trois de ses divisions de se porter au secours du 2e corps ; mais ces divisions furent averties trop tard, mirent trop de lenteur à marcher ou s'arrêtèrent en chemin ; bref, elles arrivèrent à Forbach après le combat. Les distances à parcourir n'étaient pas telles que

(1) Les Prussiens eurent 4,000 hommes hors de combat.

des généraux énergiques et dévoués à leur devoir n'eussent pu les franchir en temps utile et arriver assez tôt pour faire payer cher à Steinmetz la faute que ses lieutenants avaient commise (1). Nous pouvions donc éviter la défaite de Forbach aussi bien que celle de Reichshofen.

Après sa défaite, le 2e corps évacua Forbach, abandonnant les immenses approvisionnements rassemblés dans la gare de cette ville (2), et se replia sur Sarreguemines. Il y reçut un premier ordre d'aller à Châlons, puis un second qui lui prescrivait de revenir à Metz, où il arriva en effet le 10.

Les deux ailes de l'armée allemande étaient victorieuses le même jour, et l'armée française désorganisée et en retraite ; la France était enva-

(1) C'est tellement évident, que le roi de Prusse enleva à Steinmetz son commandement, malgré la victoire qu'il avait remportée, parce qu'il l'avait gagnée au hasard et seulement par la faute de ses adversaires. Steinmetz ne fut toutefois disgracié qu'après le combat de Borny, qu'il livra dans les mêmes conditions.

(2) On abandonna encore à Forbach un équipage de ponts, faute d'attelages pour l'emmener. Le quartier général avait bien envoyé de Metz l'équipage; mais, s'étant servi du chemin de fer, il avait oublié ou négligé d'envoyer en même temps les chevaux. — Les grands magasins de Sarreguemines tombèrent aussi au pouvoir de l'ennemi après le départ du 2e corps.

hie et Paris déjà menacé. Devant un pareil péril, il semble que le quartier général aurait dû sortir de son indécision et agir avec énergie; tout au contraire, il ne sut plus quel parti prendre. En effet, on décide, le 7 au matin, que toute l'armée ira à Châlons; le 7 au soir, on convient qu'on livrera une grande bataille le lendemain à Saint-Avold; le 8, on renonce à livrer bataille pour se replier sur Metz, où l'on appelle le maréchal Canrobert; on adopte ensuite le projet de défendre la ligne de la Moselle, entre Toul, Metz et Thionville; le 12, l'Empereur cède le commandement au maréchal Bazaine; et le 13, quand le maréchal Canrobert est arrivé, on revient à l'idée de quitter Metz et de battre en retraite sur Châlons. Il faut convenir que les Prussiens ont eu beau jeu.

Après leurs victoires de Wœrth et de Spickeren, les trois armées allemandes se réunirent librement à l'ouest des Vosges et s'avancèrent : Steinmetz sur Metz, par Faulquemont; le prince Frédéric-Charles sur Metz également, par Gros-Tenquin; le prince royal, qui formait l'aile marchante, se dirigea sur Nancy par Sarre-Union, pour suivre Mac-Mahon, Douay et de Failly, qui se repliaient, comme on l'a dit, sur Châlons. En même temps,

le prince royal détachait les Badois et le général Werder, et les chargeait d'assiéger Strasbourg; dès le 8 août, la cavalerie ennemie paraissait devant cette ville.

Ne trouvant personne devant eux, les Prussiens continuèrent leurs mouvements sans difficulté : ils occupèrent Lunéville, où d'immenses approvisionnements tombèrent entre leurs mains; ils entrèrent à Nancy (12 août), de là allèrent occuper Frouard (1) et Pont-à-Mousson, et poussèrent jusqu'à Commercy sur la Meuse, en laissant provisoirement Toul de côté. Par ces marches habiles, mais accomplies en toute liberté, on ne saurait trop le répéter, l'ennemi tournait Metz, menaçait Paris, coupait les forces françaises en deux morceaux, l'un à Metz, l'autre à Châlons, et prenait ses mesures pour les empêcher de se rejoindre.

A la même époque, le 11 août, le roi de Prusse adressa une proclamation à la nation française. « Je fais la guerre, « disait-il, » aux soldats français, et non pas aux habitants, dont les personnes et les biens seront en sûreté tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger... » Il ne s'agit

(1) Où ils coupèrent le chemin de fer, le 13.

pas d'isoler, comme on l'a dit, l'Empereur et lés Bonaparte de la nation, mais de séparer la nation de l'armée ; pour réussir, le roi de Prusse faisait appel à l'égoïsme, à l'intérêt personnel, et malheureusement son appel trouva trop d'écho dans le pays.

V

La guerre autour de Metz

A la nouvelle de nos revers, le ministère avait convoqué les Chambres pour le 9 août. Aussitôt réuni, le Corps législatif renversa le ministère Ollivier, et l'Impératrice-régente constitua (10 août) un nouveau cabinet, dont les principaux membres furent le baron Jérôme David, homme énergique et l'un des chefs du parti de la guerre, et le général comte de Palikao, habile administrateur. Rien n'était prêt, même à ce moment : troupes, matériel, projectiles (1), fortifications de Paris, approvisionnements de vivres pour la capitale, tout était à faire ; et, il faut le dire, le nouveau ministère se mit à l'œuvre avec autant d'énergie que d'intelligence. Palikao créa l'armée de Châlons avec une rapidité remarquable ; il

(1) Les obus de 24 n'étaient pas encore commandés, le 23 août, aux usines qui devaient les fabriquer ; les ministres ne le surent que par hasard.

commença à former la garde mobile, rappela sous les drapeaux tous les hommes de 25 à 35 ans non mariés qui avaient été soldats, et ordonna leur versement dans les dépôts.

Hélas! il était trop tard. Les nouveaux ministres, malgré leur patriotisme actif, ne pouvaient pas changer la situation fatale que les fautes de toutes sortes des ministres précédents avaient faite à la France. Tout ce qu'ils pouvaient faire, en utilisant vigoureusement les ressources du pays, c'était de prolonger la lutte, d'essayer de ressaisir la victoire, de succomber avec honneur ; et c'est aussi ce que fit plus tard le Quatre-Septembre, avec moins de chances pour réussir. Pendant ce temps, on rappelait de Rome (6 août) notre corps d'occupation. A peine était-il parti, que les Italiens, profitant de nos embarras, s'apprêtèrent à violer les conventions signées avec la France. Aussitôt après Sedan, le 7 septembre, l'ambassadeur d'Italie réclamera auprès du gouvernement de la Défense nationale « quelque chose pour Rome » ; le lendemain, il demandera nettement l'abandon de la convention de septembre, et il l'obtiendra le 10. En conséquence, une armée de 60,000 hommes s'empara de Rome, le 20 septembre, puis Victor-Emmanuel annexa les pro-

vinces romaines au royaume d'Italie et déclara que Rome en était la capitale. Étrange destinée! nos victoires avaient commencé l'unité italienne, nos revers la complétaient : Solferino avait donné Milan à l'Italie ; Sadowa, Venise ; Sedan lui donnait Rome.

Devant le mécontentement général du pays et de la Chambre, l'Empereur se décida à abandonner le commandement; il le remit, le 12 août, au maréchal Bazaine, personnage déjà très-compromis par sa conduite au Mexique (1), et que le gouvernement avait eu le tort incompréhensible de replacer à la tête d'un corps d'armée. Suivant l'habitude, l'opinion, à qui il faut un fétiche, attribua au maréchal Bazaine toutes les qualités et toutes les vertus : c'était le sauveur attendu, le réparateur des fautes commises par l'Empereur. De toutes parts on protestait contre la présence de Napoléon à l'armée; le maréchal Bazaine déclarait même que l'Empereur compromettait les opérations militaires et qu'il ne pouvait plus en accepter la responsabilité; le ministre de la

(1) Voy. les lettres du général Félix Douay, écrites à son frère en 1866 et 1867 et publiées dans les *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, tome II. Ces lettres constituent l'acte d'accusation le plus grave.

Guerre, Palikao, promettait à quelques députés de l'opposition qu'en cas de conflit entre l'Empereur et Bazaine, il se prononcerait pour le maréchal, investi du commandement suprême. L'Empereur était ainsi annulé par son propre gouvernement. L'abandon du commandement, qu'il n'était pas capable d'exercer, était pour Napoléon une abdication militaire devant l'armée battue, coupée et désorganisée par sa faute, et lui faisait la situation la plus étrange pour un chef d'État. Il n'ose pas revenir à Paris, qu'il n'aurait pas dû quitter; il reste au milieu de l'armée, entouré d'un respect officiel et apparent, en réalité étant une gêne, jusqu'au moment où Bazaine le fera partir pour Verdun (16 août), afin de se débarrasser de lui : départ aussi funeste que celui de Paris, car il livrait Metz aux aventures, comme Paris était livré à la révolution.

Quand Bazaine en prit le commandement, l'armée de Metz comptait 170,000 hommes et se composait du 2e corps (Frossard), du 3e corps (Decaen, puis maréchal Le Bœuf), du 4e corps (Ladmirault), du 6e corps (maréchal Canrobert), de la brigade Lapasset (1), de la garde (Bourbaki) et de deux

(1) Cette brigade du 5e corps avait rallié le 2e corps dans sa retraite à Sarreguemines.

divisions de cavalerie de réserve. Le maréchal Le Bœuf cessa d'être major-général et fut remplacé par le général Jarras, que toute l'armée regardait comme une médiocrité et qui déplaisait tellement au maréchal Bazaine, que celui-ci évita autant que possible les relations avec son chef d'état-major, au grand détriment des opérations.

Le maréchal Bazaine, il n'est que juste de le reconnaître, prenait le commandement dans les conditions les plus mauvaises, alors que tout était à peu près perdu et qu'il aurait fallu une intelligence militaire de premier ordre pour rétablir nos affaires. Ajoutons que, malgré son titre de général en chef, le maréchal n'était pas libre de ses mouvements : l'Empereur continuait à exercer une grande influence sur le commandement et exprimait des désirs au lieu de donner des ordres ; mais, comme le disait le maréchal, c'était la même pensée sous des mots différents.

Il eût fallu, dans les circonstances critiques où l'on se trouvait, après Reichshofen et Forbach, prendre un parti décisif et se replier, sans perdre de temps, sur Châlons et Paris. En restant trop longtemps à Metz, on s'exposait à ce qui est arrivé, être coupé, battu et pris. Le quartier général hésitait, ne sachant quelle résolution prendre ;

l'Empereur, qui réglait les mouvements d'après les journaux anglais, croyait que l'ennemi marchait sur Nancy, et il voulait rester à Metz, contrairement à l'avis de ceux qui, jugeant exactement la situation, voulaient se replier sur Verdun et Châlons. On perdit ainsi sept jours, tantôt adoptant le projet de se retirer sur Châlons, tantôt y renonçant pour rester à Metz. Le 13, une dépêche de l'Impératrice fit savoir que le mouvement des Prussiens sur Nancy était une feinte, et qu'en réalité le prince Frédéric-Charles se portait sur Verdun. Alors on se décida à quitter Metz et à aller à Châlons par Verdun (1). L'Empereur et ses bagages sortirent de Metz dès le 13 ; mais l'armée perdit encore cette journée et ne se mit en marche que le lendemain, au milieu d'encombrements prodigieux. Les deux journées du 13 et du 14 bien employées, notre marche sur Verdun avait toutes les chances de réussir, et « si Bazaine arrivait à Verdun, dit le colonel Borbstædt, la cam-

(1) Trois routes conduisent de Metz à Verdun : la première passe par Gravelotte, Rezonville, Vionville et Mars-la-Tour ; la seconde se détache de la première à Gravelotte et passe par Doncourt et Étain ; la troisième passe par Saint-Privat et Briey, et rejoint la précédente à Étain. A Briey, elle se bifurque et une route conduit à Longuyon et Montmédy.

pagne prenait une autre tournure, moins défavorable à la cause française. »

Pendant ce temps, les Prussiens s'apprêtaient à s'opposer à notre retraite et à nous couper la route de Verdun. Le prince Frédéric-Charles marcha avec la deuxième armée sur Pont-à-Mousson; il laissa les deux ailes de l'armée allemande en arrière, Steinmetz à Metz, le prince royal à Nancy, et avec le centre des forces prussiennes, il poussa une pointe rapide et énergique sur Pont-à-Mousson et Novéant, pour y traverser la Moselle, arriver avant nous à Mars-la-Tour, sur la route de Verdun, et nous barrer le passage.

Il va sans dire qu'on lui laissa accomplir cette marche de flanc sur Pont-à-Mousson sans l'inquiéter; qu'il ne trouva personne à Pont-à-Mousson pour lui disputer le passage de la Moselle et ralentir son mouvement; qu'on ne détruisit pas les ponts de Novéant et de Pont-à-Mousson, alors qu'on en détruisait follement tant d'autres.

Combat de Borny ou *de Pange*, 14 août.—L'armée française était massée sur la rive droite de la Moselle; une partie avait commencé à passer sur la rive gauche, lorsque la brigade du général de Goltz, appartenant à l'armée de Steinmetz (1), at-

(1) Comme à Spickeren, la bataille fut engagée par un

taqua à l'improviste et avec vigueur nos arrière-gardes à Colombey et à Mey (1). Quatre divisions prussiennes furent successivement engagées. Bazaine arrêta son mouvement sur Verdun et lança sept divisions contre les quatre de Steinmetz ; il se défendit et ne sut pas prendre l'offensive et profiter de l'occasion qu'on lui donnait de gagner une victoire importante.

« Il est hors de doute, en effet, dit le colonel Borbstædt, que si les Français s'étaient décidés à une offensive sérieuse à Colombey, les forces supérieures dont ils disposaient eussent écrasé la brigade de Goltz et les renforts qui arrivaient successivement ».

Quoique Steinmetz ait été repoussé avec une perte de 5,000 hommes (2), il obtint un résultat considérable : il nous avait fait perdre un jour dans notre marche sur Verdun, au profit du prince

lieutenant de Steinmetz ; puis on arrive à son secours, brigade par brigade, le combat se livre sans ensemble, et l'armée prussienne ne doit son salut qu'à l'impéritie de nos généraux.

(1) Steinmetz était arrivé à 8 kilomètres de Metz sans que personne s'en fût douté. Notre cavalerie envoyée en reconnaissance n'avait rien vu.

(2) Nos pertes furent de 3,600 hommes tués, blessés ou disparus.

Frédéric-Charles, qui dès lors était sûr d'arriver en même temps que nous à Mars-la-Tour. Notre retraite, suspendue le 14, ne recommença en effet que le lendemain, toujours avec la même lenteur et au milieu des mêmes encombrements et du même désordre (1). Mais nos généraux et nos états-majors paraissent ignorer l'art des marches, c'est-à-dire la partie essentielle de leur métier (2).

Pendant ce temps, l'armée prussienne nous gagnait de vitesse : aussi, le 15, quand nos têtes de colonnes arrivèrent à Mars-la-Tour, elles y trouvèrent l'ennemi.

Bataille de Rezonville ou *de Gravelotte*, *de Vionville* ou *de Mars-la-Tour*, 16 août. —Le 16, au matin, l'Empereur avait quitté l'armée et s'était retiré à Étain, à la grande satisfaction du maréchal Bazaine, si heureux d'être délivré de la présence de l'Empereur, que beaucoup ont cru que la

(1) Quelques régiments firent 2 kilomètres en une demi-journée de marche, d'autres 4 kilomètres en 24 heures.

(2) On me fait remarquer qu'il est impossible à l'état-major de donner des ordres de marche raisonnables, quand le général en chef prescrit d'une façon impérative qu'une armée de 170,000 hommes suivra tout entière une seule route entre Metz et Gravelotte. Le général Ladmirault prit sur lui de suivre la route de Briey; sans cette circonstance, il ne serait peut-être pas arrivé sur le champ de bataille, le 16 août, avec une partie de son corps d'armée.

marche sur Verdun n'avait été pour le maréchal qu'un moyen de faire partir l'Empereur et de se débarrasser de lui. Ce qui paraît positif dans l'histoire, jusqu'à présent si obscure, du maréchal Bazaine, c'est qu'aussitôt l'Empereur parti, le maréchal donna l'ordre d'arrêter la marche; mais c'était peut-être pour laisser aux 3e et 4e corps, qui étaient à quelque distance, le temps d'arriver. Quoi qu'il en soit, on s'arrêta, et quelque temps après le général d'Alvensleben II, avec le 3e corps, surprenait une division de cavalerie qui formait notre avant-garde, nous attaquait audacieusement sur notre flanc gauche et barrait la route à Mars-la-Tour, afin d'empêcher à tout prix la retraite de Bazaine sur Verdun. On ne comprend pas, si nos soldats ont encore le nerf de ceux d'autrefois, que le 3e corps n'ait pas été écrasé au bout de quelques heures de combat. Il résista, fut secouru d'abord par le 10e corps (Voigts-Rhetz), puis par le 8e, qui arriva après trois heures du soir avec le prince Frédéric-Charles, et enfin par quelques régiments du 9e. Dans la soirée, les Prussiens avaient 85,000 hommes en ligne (1), et nous avions eu

(1) 20 régiments d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 22 régiments de cavalerie, 252 canons, 1 bataillon de pionniers et le train.

toute la journée la supériorité du nombre, sans avoir su encore en profiter. La conversion à gauche que l'armée française avait eu à faire pour repousser l'attaque imprévue d'Alvensleben, s'était opérée lentement, incomplétement, et plusieurs divisions ne prirent pas part à la bataille. Le maréchal Bazaine, qui aurait dû écraser les 3e et 10e corps, se contenta de résister au lieu de prendre l'offensive et de la pousser à fond. Mais il craignait d'être coupé de Metz par sa gauche; peut-être aussi ne voulait-il pas sortir de Metz.

La bataille de Rezonville n'a donc été qu'une bataille indécise; les Prussiens restèrent maîtres de Vionville et de Mars-la-Tour, où ils nous fermaient la route de Verdun.

« Si les Allemands, dit un général prussien (1), ont réussi à prendre possession de la route de Metz à Verdun avec des forces inférieures, cela tient uniquement à ce que l'armée française fut très-mal commandée... Cependant la bataille du 16 n'avait pas eu pour les Allemands un résultat décisif. » L'opinion du général prussien est d'accord sur ce point avec celle des officiers distingués qui ont écrit l'histoire de

(1) Le général de Kameke.

l'armée de Metz. Tous sont unanimes à dire que si Bazaine avait renouvelé ses efforts le 17, il aurait pu continuer sa retraite sur Verdun, sinon par la route de Mars-la-Tour, du moins par celle de Briey. Le colonel Borbstædt déclare aussi que si le maréchal avait filé par Briey le 17, les Prussiens n'auraient pu l'empêcher de passer, tandis que son inaction pendant la journée du 17 leur a permis de concentrer devant lui des forces supérieures et de lui fermer complétement, le 18, la route de Châlons.

La perte des Français fut de 16,954 hommes (1); celle des Prussiens, de 16,500 hommes.

Le soir même de la bataille, l'armée, qui se croyait victorieuse, fut consternée en recevant l'ordre de revenir sous Metz; le prince Frédéric-Charles fut lui-même fort étonné de notre retraite. Le prétexte ou la cause de notre retour à Metz fut la nécessité d'y aller chercher des munitions. Beaucoup nient cette nécessité et disent que les munitions ne manquaient pas, et que d'ailleurs on pouvait les faire venir de Metz et recommencer le combat le 17. Toutefois on battit en retraite, on

(1) C'est le chiffre officiel, mais il comprend les disparus; or beaucoup de disparus rejoignirent leur corps le lendemain.

abandonna les ambulances et les blessés à Rezonville, et l'on brûla un immense convoi de vivres qui, disait-on, allait gêner notre marche en arrière.

Cette reculade avait pour résultat de changer une bataille indécise en une défaite. L'armée française, comme une armée vaincue, était tournée et coupée de sa ligne de retraite sur Paris. Il nous restait encore, pour nous échapper, la route de Briey, par Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes, et tous les efforts de l'ennemi allaient tendre à nous la fermer en s'emparant de ces villages; le maréchal ne les occupera même pas. En effet, l'armée se replia et alla prendre position, le 17, sur une ligne de hauteurs s'étendant d'Amanvillers, au nord, à Rozérieulles, au sud. Notre droite, formée par le 4e corps (Ladmirault), était à Amanvillers; le 6e corps (Canrobert) était en avant à Vernéville, dans un trou entouré de hauteurs boisées, où le maréchal Canrobert ne voulut pas rester. Saint-Privat, la clef de la bataille qui va se livrer le lendemain, n'est pas occupé. Le maréchal Bazaine n'a donc pas l'intention de marcher sur Verdun; il veut donc rester à Metz (1), puisqu'il néglige d'occuper Saint-Privat.

(1) Ce qui semble le prouver, c'est que, dans la matinée

Le maréchal Canrobert ayant quitté, avec la permission de Bazaine, les positions qu'on lui avait assignées à Vernéville, alla occuper Sainte-Marie-aux-Chênes et Saint-Privat. C'est donc par le fait de Canrobert, et non par celui de Bazaine, que Saint-Privat, dont la possession était indispensable pour aller à Briey, fut occupé par l'armée française, dont la droite fut dès lors à Saint-Privat.

Libre de ses mouvements, comme toujours, l'ennemi réunit toutes ses forces et se prépara à nous livrer une bataille décisive, qui allait être d'autant plus dangereuse pour l'armée vaincue, que l'on allait combattre dans l'ordre inverse, Bazaine face à Paris, Frédéric-Charles face au Rhin, et que le vaincu n'aurait plus de ligne de retraite.

Bataille de Saint-Privat, d'Amanvillers ou *de Gravelotte*, 18 août.—Le 18 août, le maréchal Bazaine fut attaqué par les deux armées du prince Frédéric-Charles et de Steinmetz, dont il avait laissé la

du 18 août, les sous-chefs d'états-majors généraux des corps d'armée allèrent reconnaître, sous la direction d'un officier du grand état-major général, en arrière des positions défendues le 18 au matin par l'armée, les emplacements que les corps devaient occuper autour de Metz et qu'ils ont en effet occupés après la bataille du 18.

jonction s'opérer. L'ennemi comptait huit corps d'armée (1), 4 divisions de cavalerie, 240,000 combattants et 822 canons; le maréchal lui opposa environ 140,000 hommes, établis sur de fortes positions et soutenus par 500 canons ou mitrailleuses. Le principal effort du prince Frédéric-Charles se fit sur notre droite, à Sainte-Marie-aux-Chênes et à Saint-Privat, pour nous déborder, nous fermer la route de Briey et nous rejeter sur Metz. Quatre-vingt mille hommes attaquèrent le maréchal Canrobert, qui, avec le 6e corps, défendait ces positions, clefs du champ de bataille (2). Vers quatre heures, les Prussiens enlevèrent

(1) Les 2e, 3e, 7e, 8e, 9e, 10e, 12e (Saxons) et la garde.

(2) Le 6e corps comptait, le 18, environ 18,000 hommes, et 54 pièces de 4 et mitrailleuses. Jamais le 6e corps ne fut au complet à Metz; il avait reçu plusieurs fois l'ordre de venir à Metz, puis de retourner à Châlons. Le résultat de ces allées et venues fut que le maréchal Canrobert laissa à Châlons toute sa cavalerie, le génie, son artillerie de réserve, l'artillerie de la division Bisson (la 2e) et trois régiments d'infanterie appartenant à cette division, qui ne se composait donc que d'un seul régiment. Le 6e corps ne comptait que 13 régiments d'infanterie et 1 bataillon de chasseurs; son effectif était d'environ 23,000 hommes, sur lesquels il perdit 11,000 hommes le 16 et le 18 août. — Si le maréchal Bazaine avait compris le moins du monde l'importance de la position de Saint-Privat, il n'y aurait pas laissé le 6e corps dans les conditions où il se trouvait; il l'aurait renforcé et soutenu.

Sainte-Marie-aux-Chênes ; la résistance se concentra alors à Saint-Privat. Le maréchal repoussa d'abord l'attaque de la garde prussienne et lui fit perdre 8,000 hommes; mais ne recevant, malgré sa demande, aucun secours et finissant par manquer de munitions (1), il succomba à sept heures, sous un dernier effort des Prussiens, qui lui arrachèrent Saint-Privat, que l'on défendait encore au milieu de l'incendie du village. L'héroïque défense de Saint-Privat rappelle nos plus beaux jours et aurait dû avoir de meilleurs résultats. En effet, la garde impériale, qui resta inactive pendant toute la bataille, aurait pu venir renforcer Canrobert et ses braves soldats; il aurait pu aussi recevoir le secours des 96 pièces de l'artillerie de réserve, qui eussent peut-être décidé la victoire en notre faveur. Nous le répétons, le maréchal Canrobert tenait la clef du champ de bataille, et il ne fut pas secouru ; la garde, mise en mouvement trop tard, n'arriva qu'après sa défaite (2).

(1) Le général Ladmirault (4e corps) partagea deux fois ses munitions avec Canrobert. La division de Cissey, du 4e corps, fit aussi un mouvement pour soutenir le 6e corps.

(2) Le maréchal Bazaine ne paraît s'être préoccupé que de garantir sa gauche et d'éviter ainsi d'être tourné de ce côté, craignant d'être coupé de Metz. Mais les Prussiens, loin de songer à le couper de Metz, n'avaient qu'une idée,

Après la retraite de Canrobert, les Prussiens tombèrent sur le 4e corps (Ladmirault), qui était à sa gauche, le prirent de flanc et le forcèrent aussi à la retraite. Le 3e corps (Le Bœuf) et le 2e corps (Frossard) seuls demeurèrent maîtres de leurs positions et repoussèrent toutes les attaques de l'ennemi.

Le maréchal Bazaine ne parut pas sur le champ de bataille ; il resta à sa résidence de Plappeville, et quand il se décida à la quitter, ce fut pour venir se placer sur l'un des bastions du fort Saint-Quentin. Pendant toute la bataille, il ne donna pas d'ordres et se contenta de répondre invariablement, quand on lui en demandait : « C'est bien : votre général a de bonnes positions ; qu'il les défende ».

La bataille de Gravelotte coûta environ 13,000 hommes à l'armée française et 20,500 aux Prussiens.

On ne peut s'empêcher de protester ici contre les mensonges que le gouvernement débita dans ses journaux et à la tribune du Corps législatif, relativement à la bataille de Gravelotte ; on se rappelle les trois corps prussiens jetés dans les

celle de l'empêcher d'en sortir. Par la combinaison la plus étrange, les deux armées poursuivaient le même but !

carrières de Jaumont par le maréchal Canrobert (1).

Après la défaite de Saint-Privat, le maréchal Bazaine se retira dans le camp retranché de Metz, dont il ne devait plus sortir qu'après la capitulation. Metz est une place forte très-importante par sa situation et par ses fortifications, qui autrefois la rendaient presque imprenable. Pour la préserver d'un bombardement, que rend possible l'artillerie actuelle, on avait commencé, quelque temps avant la guerre, à élever autour de la place, sur les hauteurs qui la dominent, les cinq forts de Plappeville, de Saint-Quentin, de Saint-Privat, de Queuleu et de Saint-Julien, qui non-seulement devaient protéger la ville, mais former autour d'elle un camp retranché. Après Gravelotte, ces forts à peine commencés étaient loin d'être en état de défendre Metz, et ils ne furent terminés que pendant le blocus. L'occupation de ces positions par nos troupes empêchait les Prussiens de faire le siége ou de bombarder Metz : il fallait

(1) Le gouvernement impérial, les hommes du 4 Septembre et la presse ont indignement trompé, jusqu'à la fin de la guerre, une population généralement ignorante et crédule, et qui devint affolée par leurs fausses nouvelles et par leurs mensonges effrontés.

donc se contenter de bloquer la place et de la réduire par la famine. Dès le 19, le prince Frédéric-Charles commença l'investissement de Bazaine dans son camp retranché ; il l'y enferma étroitement pour le forcer à capituler quand il n'aurait plus de vivres.

Le maréchal se tint dans une inaction absolue ; il se laissa bloquer, ne fit rien pour empêcher les Prussiens de construire tout autour de son camp les batteries, les tranchées, les lignes, les travaux de toutes sortes qu'ils jugèrent à propos de faire pour l'investir, et quand il n'eut plus de vivres, il capitula. Les deux armées, assiégeante et assiégée, auraient été d'accord, qu'elles n'auraient pas agi autrement (1).

De son côté, le commandant de la place de Metz, le général Coffinières, ne prit aucune des mesures élémentaires prescrites par les règlements ou par le simple bon sens. On pouvait amener à Metz les blés, vivres, bestiaux et fourrages

(1) Du 17 août au 23 septembre, les Prussiens construisirent le chemin de fer de Remilly (sur le chemin de Sarrebruck) à Pont-à-Mousson, pour établir leurs communications, que Metz interrompait. Ce chemin, de 37 kilomètres de développement, exigea la construction de deux ponts et de deux viaducs. Il fut établi par les divisions de chemins de fer de campagne, par le génie et par des soldats.

qui abondaient dans les villages des environs. On n'en fit rien, et toutes les ressources qui auraient prolongé la résistance de Metz pendant plusieurs semaines tombèrent aux mains des Prussiens. Au lieu de faire sortir de la ville les bouches inutiles, on laissa entrer des milliers de paysans qui venaient se réfugier dans la place! Ces gens-là n'avaient donc rien lu? ils ne connaissaient donc pas la défense de Metz par le duc de Guise?

Dès le 19 également, le quartier général prussien décida que l'armée du prince Frédéric-Charles et celle de Steinmetz (1) resteraient devant Metz, que le prince royal de Prusse marcherait en avant sur Châlons et Paris; et l'on forma, le 21, pour l'appuyer, la quatrième armée, ou armée de la Meuse, qui fut donnée au prince royal de Saxe et composée du 4e corps prussien, du 12e corps (Saxons), de la garde prussienne et de deux divisions de cavalerie (5e et 6e).

Pendant ce temps, Bazaine envoyait, le 19, une dépêche à l'Empereur et au maréchal Mac-Mahon

(1) 1er, 2e, 3e, 7e, 8e, 9e, 10e corps; 1re et 3e divisions de cavalerie et 1 division de réserve. — Quelque temps après, l'armée de Steinmetz, auquel on venait de retirer son commandement, passa tout entière sous les ordres du prince Frédéric-Charles.

pour les prévenir qu'il allait sortir de Metz et se porter sur Montmédy. C'est cette fatale dépêche, confirmée le 23, qui décida le mouvement de Mac-Mahon de Châlons sur Sedan, dont on parlera plus loin et qui se termina par la catastrophe de Sedan.

En attendant, le maréchal Bazaine réorganisait ses corps d'armée, son artillerie, ses parcs. Il aurait dû et pu encore à ce moment faire de grands approvisionnements de vivres avec le blé, le bétail et les fourrages qui se trouvaient alors aux environs de Metz, et remplir les magasins de la place qui étaient vides ; il n'en fit rien.

Le 23 août (1), le maréchal Bazaine reçut une dépêche de Mac-Mahon ; celui-ci informait Bazaine qu'il avait reçu sa dépêche du 19 et qu'il allait marcher sur Montmédy. En conséquence, le 26 août, Bazaine fit une tentative de sortie par le nord ; mais une pluie torrentielle qui vint à tomber suffit pour arrêter son mouvement (2). On ne pouvait en rester là, et il fallait bien encore un effort pour essayer de se joindre à cette armée de

(1) Le maréchal Bazaine affirme n'avoir reçu cette dépêche que le 30.

(2) Les troupiers disaient que le maréchal était rentré au camp parce qu'il avait oublié son parapluie.

secours qui arrivait et allait se perdre pour avoir répondu à l'appel au moins imprudent du maréchal Bazaine (1).

Combat de Noisseville ou *de Servigny*, 31 août et 1er septembre. — Dès le 30, le maréchal se prépara à combattre, mais prit ses dispositions avec lenteur. L'ennemi eut le temps d'être prévenu par ses espions. Notre attaque eut lieu le 31, *à quatre heures du soir :* aussi le général de Manteuffel, que nous allions combattre, et qui dès le matin avait vu les préparatifs de la bataille et nos soldats sous les armes depuis six heures, avait-il eu le loisir de se préparer. Après une vive canonnade, le général Changarnier (2) fit battre la charge, et nos troupes enlevèrent avec vigueur une partie des positions de l'ennemi, le village de Noisseville et une partie du village de Servigny entre autres; mais la nuit mit fin au combat, qui, commencé plus tôt et avec plus de monde, nous eût permis très-probablement de percer les lignes de

(1) En effet, il aurait fallu réfléchir avant d'envoyer la dépêche du 19 et s'assurer qu'on était en état d'aller à Montmédy; ou bien, après l'avoir écrite, il fallait faire une sortie à fond.

(2) Le brave général Changarnier, malgré son âge et ses justes griefs, était venu offrir son épée à l'Empereur et était resté à Metz.

l'ennemi et de sortir. Pendant la nuit, les Prussiens reprirent une partie de leurs positions ; Servigny et Noisseville retombèrent en leur pouvoir, et le prince Frédéric-Charles envoya des renforts considérables au général de Manteuffel. Le lendemain, 1er septembre, le combat ayant recommencé, nos généraux reculèrent, parce que les ordres qu'ils avaient reçus leur prescrivaient de reculer si l'ennemi avait été secouru. A onze heures, nos troupes étaient en retraite et profondément découragées : le soldat sentait bien que de pareils combats n'étaient pas sérieux. Vingt-cinq mille hommes seulement avaient été engagés : nos pertes étaient de 3,500 hommes ; celles des Prussiens, de 3,000. Tous les officiers de l'armée de Metz sont d'avis qu'on aurait pu sortir si on l'avait sérieusement voulu, et à Versailles les Prussiens disaient aussi que « Bazane », comme ils l'appelaient, n'avait jamais fait une véritable sortie à fond.

On cherche vainement à comprendre le sens et le but de cette façon de faire la guerre ; le général prussien auteur de la *Guerre sous Metz,* et que nous avons déjà cité, n'y comprend rien non plus et se montre lui-même très-sévère pour le maréchal. Il est probable que l'explication se trouve dans la

réputation exagérée que l'on avait faite au maréchal, qui n'était en réalité qu'un général médiocre, indécis, timide (1) et incapable de conduire une grande armée dans une guerre européenne, et surtout de tirer d'affaire une armée déjà compromise comme l'était la nôtre lorsqu'il en prit le commandement (2).

Le rôle étrange que jouera dorénavant le maréchal Bazaine éveille aussi les soupçons sur les causes de sa conduite jusqu'à ce moment. Y a-t-il eu déjà dans son esprit des calculs égoïstes qui l'auraient décidé à rester isolé dans Metz, avec une armée plus ou moins intacte, pour, à un moment donné, exploiter la position au profit de son intérêt personnel ? Nul ne peut répondre.

Dès le 21 août, la question des vivres commençait à appeler l'attention des chefs de l'armée ; on était obligé de réduire les rations de

(1) Timide comme général : car, comme soldat, le maréchal est d'une grande bravoure.

(2) Il faut dire que le maréchal se préoccupait des munitions et des obus qui étaient rares. Il n'a de munitions d'artillerie que pour un combat, dit-il (p. 91 de son livre) ; l'armée est découragée, peu solide (p. 89); ses soldats lâchent pied le 1er septembre (p. 105) ; il se plaint de la lenteur de ses généraux (p. 101). Bref, tout le monde a eu tort, excepté lui.

pain et de sel, et, le 23, il n'y avait déjà plus de foin pour la cavalerie.

Mais il faut laisser un moment l'histoire du blocus de Metz pour parler de l'armée de Sedan, de la chute de l'Empire et de l'investissement de Paris.

VI

Sedan.

L'Empereur avait quitté l'armée de Metz le 16 août et était arrivé le 17 à Châlons, où se formait l'armée du maréchal Mac-Mahon, qui eut bientôt sous ses ordres 140,000 hommes répartis en quatre corps : le 1er (Ducrot), le 5e (de Failly, puis Wimpfen), le 7e (Douay) et le 12e (Lebrun (1).

Pendant ce temps, le prince royal de Prusse, à

(1) Le 1er corps comptait 40,000 hommes, 4 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie de 7 régiments, 96 canons et 24 mitrailleuses. — Le 5e corps n'avait que 25,000 hommes (la brigade Lapasset étant à Metz), 3 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie de 4 régiments, 72 canons et 18 mitrailleuses. — Le 7e corps était fort de 30,000 hommes; il avait 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, qui ne comptait qu'une brigade de 3 régiments, l'autre brigade, de 2 régiments, étant restée à Lyon pour contenir la canaille de cette ville; son artillerie comptait 72 canons et 18 mitrailleuses. — Le 12e corps, fort de 45,000 hommes, se composait de 3 divisions d'infanterie, dont une d'infanterie de marine, et de 2 divisions de cavalerie, dont une était celle du 6e corps, qui était restée à Châlons.— L'armée de Châlons

la tête de l'armée victorieuse à Reichshofen, s'avançait par Nancy et Vitry-le-François sur Châlons et menaçait Paris. Le plus simple bon sens voulait que l'armée de Mac-Mahon se repliât sur Paris, pour y compléter son organisation et défendre la ville, en s'appuyant sur les forts et les hauteurs qui l'entourent et en font un formidable camp retranché. Mais le gouvernement de Paris en avait décidé autrement. Le conseil aulique qui s'était formé à Paris et se composait de l'Impératrice, de Palikao, des membres du conseil privé et des Présidents du Sénat (Rouher) et du Corps législatif (Schneider), prétendit diriger les opérations et se laissa tromper par les dépêches du maréchal Bazaine. Bazaine avait annoncé, le 16, qu'il était victorieux ; le 18, qu'il avait maintenu ses positions : trop occupé, disait-il, pour envoyer des rapports, il n'avait que le temps d'expédier des dépêches. On croyait donc à Paris que sa situation n'était pas aussi mauvaise qu'elle l'était réellement depuis sa défaite du 18, et qu'il

comptait en outre 2 divisions de cavalerie de réserve : la division Margueritte (5 régiments) et la division Bonnemain (4 régiments). — Les corps d'armée de Châlons avaient été remis au complet avec des hommes de la réserve et de la seconde partie du contingent, avec des recrues de la classe de 69 et avec quelques régiments de marche.

allait sortir de Metz. Quelques jours après, en effet, on recevait une dépêche de Bazaine, datée du 19, par laquelle il annonçait qu'il allait sortir de Metz. Dans cette conviction de la prochaine sortie de Bazaine, le général Palikao prit la résolution d'envoyer Mac-Mahon sur la Meuse pour donner la main à l'armée de Metz et l'aider à opérer sa retraite.

Le comte de Palikao voulait que Mac-Mahon se portât rapidement de Châlons sur Verdun, que l'on gagnât de vitesse le prince de Prusse et qu'on livrât bataille au prince de Saxe, qui devait s'opposer à notre marche. Ce projet était fort aventureux; mais, exécuté avec vigueur et rapidité, peut-être pouvait-il réussir, surtout si Bazaine agissait énergiquement de son côté, comme on pensait qu'il le ferait.

L'Impératrice et le ministre de la guerre insistaient pour l'adoption de ce plan, disant que sa réussite aurait pour résultat de former une grande armée à opposer aux masses prussiennes, et surtout d'éviter les conséquences qu'aurait la rentrée de l'Empereur à Paris, si Bazaine abandonné était battu. On montrait la Révolution saisissant ce prétexte et renversant l'Empire.

A Châlons, l'Empereur, le maréchal Mac-

Mahon, le prince Napoléon et le général Trochu (1) étaient opposés à l'idée de marcher au secours de Bazaine, et voulaient revenir à Paris et le défendre. C'était le parti le plus sage pour le salut de la France et pour celui de l'Empire, et l'on ne se rend pas compte de l'opposition que fit le gouvernement de la régence. Le 21, la marche sur Paris fut décidée à Châlons; l'armée partit pour Reims, et le maréchal Mac-Mahon en reçut le commandement. Le général Trochu, autre fétiche dont la population de Paris commençait à s'engouer à cause de son opposition à l'Empire, fut nommé gouverneur de Paris et y fut envoyé aussitôt. Il devait annoncer le retour de l'Empereur et de l'armée, et l'on comptait sur sa popularité naissante pour arrêter un mouvement révolutionnaire, comme sur son énergie pour le réprimer au besoin.

Le 22, Mac-Mahon allait donner de nouveaux ordres pour faire marcher les troupes de Reims sur Paris, lorsqu'il reçut à quatre heures la dépêche de Bazaine, du 19 août, annonçant que

(1) Le général Trochu avait été envoyé par Palikao à Châlons pour prendre le commandement d'un corps d'armée et au besoin pour remplacer Mac-Mahon, s'il arrivait malheur au maréchal.

l'armée de Metz allait sortir et se rabattre sur Châlons par Montmédy. Le maréchal changea d'avis, renonça à se porter sur Paris et donna l'ordre de se diriger sur Stenay, pour marcher à la rencontre de Bazaine.

L'Empereur partit avec l'armée pour Stenay. Par la volonté du gouvernement de la régence, il n'avait pas de commandement; il se trouvait réduit à la situation d'empereur honoraire et subissait pour la seconde fois une sorte d'abdication que ses ministres lui imposaient. On ne comprend pas plus l'aveuglement de ceux-ci que la résignation du souverain.

L'armée avait quitté et incendié le camp de Châlons le 21 août; elle s'était portée sur Reims se dirigeant sur Paris. Quand il fut décidé qu'elle irait à Stenay, elle quitta Reims le 23, et marcha avec une extrême lenteur (1) sur Rethel,

(1) Cette lenteur, 8, 10 ou 12 kilomètres par jour, est causée : par les ordres et contre-ordres perpétuels qui faisaient parcourir aux troupes de 20 à 25 kilomètres quand en réalité elles ne gagnaient que 8 ou 10 kilomètres dans la direction indiquée; par le manque de pain; par le mauvais état des routes, que la pluie avait défoncées; par la composition des régiments formés de troupes de nouvelle levée et incomplétement organisés; par l'encombrement des bagages et des convois, qui devaient marcher au milieu des troupes et sous leur protection, parce que l'armée étant

Tourteron et Chêne-le-Populeux, dans l'Argonne, où elle arriva seulement le 27.

C'est à Chêne-le-Populeux que l'Empereur et Mac-Mahon acquirent la certitude que Bazaine n'était pas sorti de Metz. Le maréchal Mac-Mahon, jugeant nettement la situation et le péril de la marche sur Montmédy, voulait se replier sur Mézières et revenir à Paris; il commença même ce mouvement et en prévint le ministre : il lui rappelait que Metz était bloqué par 200,000 hommes, que le prince de Saxe menaçait son flanc droit, que le prince royal s'avançait et allait lui couper la retraite, et il ajoutait que l'on n'avait pas de nouvelles de Bazaine. Palikao insista auprès de l'Empereur et de Mac-Mahon, continuant à les menacer de la Révolution à Paris s'ils abandonnaient Bazaine; le maréchal et l'Empereur cédèrent malheureusement et décidèrent que l'on irait à Stenay. Il est facile de comprendre combien notre marche, déjà si lente, fut encore ralentie par ces hésitations et par ces changements de direction. En réalité l'on ne marchait pas, on louvoyait au lieu

menacée par derrière et sur son flanc droit, les convois ne pouvaient la suivre sans risquer d'être enlevés. — Pendant ce temps, les Prussiens faisaient 32 et 40 kilomètres par jour pour nous atteindre.

d'aller droit au but, et l'on perdit ainsi les quatre jours d'avance que l'on avait sur le prince de Prusse, qui parvint enfin à nous atteindre et à se réunir au prince de Saxe.

Pendant ce temps, le prince de Prusse s'emparait de Vitry-le-François et y apprenait, le 25, la marche de Mac-Mahon sur la Meuse. Le prince de Saxe, de son côté, arrivait à Clermont-en-Argonne. Aussitôt le général de Moltke arrêta la marche de ces deux armées sur Paris, changea leur direction et les lança à la poursuite de Mac-Mahon. La rapidité et la précision des mouvements de l'ennemi contrastent douloureusement avec ce qui se passait dans notre armée, où il n'y avait qu'indécision, lenteur et désordre.

Le prince de Prusse, arrivé à Châlons, changea de direction et marcha sur la Meuse par Vouziers et Chêne-le-Populeux. De son côté, le prince de Saxe, de Clermont-en-Argonne se dirigea sur Dun, par Varennes, pour disputer le passage de la Meuse à Mac-Mahon. Dès le 27, sa cavalerie attaquait, à Busancy, le général de Failly; elle l'attaquait encore le 28 à Busancy et le 29 à Bois-les-Dames. Ces trois combats et l'occupation de Stenay par l'ennemi empêchèrent Mac-

Mahon de passer la Meuse à cet endroit, d'où l'on arrivait directement sur Montmédy, et le forcèrent à descendre la Meuse jusqu'à Mouzon et Remilly. En même temps on apprenait la prochaine arrivée du prince de Prusse sur nos derrières : nous allions donc être attaqués par 250,000 hommes, et nous courions le risque presque certain de voir les Prussiens nous couper toute ligne de retraite. Dans de pareilles conditions, la marche sur Montmédy devenait évidemment impossible ; le maréchal voulut encore (le 29) se replier sur Mézières, pour de là revenir à Paris par la rive droite de l'Oise. De nouveaux ordres du cabinet de Paris l'obligèrent à continuer sa marche sur Montmédy, où, disait-on, il fallait aller soutenir Bazaine, sans nul doute aux prises avec le prince Frédéric-Charles, et qu'on ne pouvait laisser écraser. Mais Bazaine ne courait aucun danger ; il n'était pas sorti de Metz, et, pour venir à son secours, on allait faire sombrer la fortune de la France dans un épouvantable désastre.

Mac-Mahon se résigna à aller à Montmédy ; le 12e corps passa la Meuse, le 29, à Mouzon, pendant que le 1er corps la traversait à Remilly, le 30 vers midi. Les 5e et 7e corps, qui étaient en arrière, suivaient le mouvement et

devaient passer la Meuse le 30 dans la soirée.

Mais le 30, les têtes de colonne du prince de Prusse (1) se joignirent à l'armée du prince de Saxe, qui, ayant reçu l'ordre d'attaquer l'armée de Mac-Mahon, se jeta aussitôt sur le 5e corps (de Failly) et le surprit à Beaumont, vers midi. Il n'y avait pour garder les approches du campement ni grand'gardes ni sentinelles ; les paysans qui vinrent donner l'alarme furent mal reçus. Bref, les Prussiens sortirent des bois et vinrent mettre leurs pièces en batterie à 400 mètres de notre camp, hésitant à tirer sur une troupe aussi pleine de sécurité et si complétement surprise. On ne peut s'expliquer comment le général de Failly, qui était aux prises avec l'ennemi depuis trois jours, et le général qui commandait la division si honteusement surprise, ont pu négliger de prendre les mesures que prescrivent les règlements militaires et le plus vulgaire bon sens, au point de laisser arriver à 4 ou 500 mètres de leur campement 80,000 hommes et une nombreuse artillerie sans en être prévenus. Sauf un régiment, le 68e, personne n'était sous les armes et prêt à combattre ; par hasard, le colonel

(1) Les deux corps bavarois.

du 68e avait donné l'ordre à son régiment de se tenir prêt à passer sa revue. Surpris par les obus, notre campement tomba dans un désordre indescriptible. Le 68e se porta aussitôt contre l'ennemi, lui tint tête et perdit 1169 hommes en moins de trois quarts d'heure. Cette résistance énergique permit à quelques milliers de soldats, de toutes armes et de tous régiments, de se grouper autour des débris du 68e, et, sous le commandement du colonel de Béhagle (du 11e de ligne), de résister à l'ennemi assez de temps pour assurer la retraite. Pendant ce temps, le reste du 5e corps, qui avait commencé sa marche sur Mouzon, prenait position entre Yonk et la Meuse, au nord de Beaumont, et s'y battait énergiquement contre les Saxons; mais il fut obligé par l'artillerie prussienne de battre en retraite, vivement poursuivi par l'ennemi. Le 5e corps passa la Meuse à Mouzon, protégé par l'artillerie du 12e corps et par le 5e régiment de cuirassiers, qui se fit hacher.

En même temps le général Douay (7e corps), pressé par deux corps prussiens et par une division de cavalerie, se dirigeait sur Remilly; une de ses divisions eut un engagement assez sérieux à Varniforêt; mais le 7e corps arriva intact à

Remilly et à Sedan, où il passa la Meuse, et rallia l'armée dans la nuit du 30 au 31.

Pendant que le 5e corps se faisait battre à Beaumont-Mouzon, que le 7e arrivait à Sedan, non sans danger, que le 12e était à Mouzon, deux divisions d'infanterie du 1er corps (1) et la division de cavalerie de réserve du général Margueritte, ayant à leur tête l'Empereur et le général Ducrot, se portaient de Remilly sur Carignan, où l'on coucha le 30. Le brave et intelligent général Margueritte poussa des partis jusqu'à Montmédy et sur les routes qui de Montmédy conduisent à Metz, pour avoir des nouvelles de Bazaine ; il s'assura que le maréchal était bloqué dans Metz et qu'il n'avait pas rompu le cercle. Mac-Mahon était exact au rendez-vous donné à Montmédy, et Bazaine y manquait par sa faute, puisqu'il n'avait rien fait de sérieux pour y arriver. Dès lors il était inutile d'aller plus loin : l'Empereur et Ducrot revinrent sur Sedan, et toute l'armée s'y trouva réunie le 31 au soir, menacée d'y être enveloppée et prisonnière le lendemain.

Déjà les Bavarois avaient attaqué, le 31, le général Lebrun (12e corps), à Bazeilles ; ils

(1) Les deux autres étaient établies à Douzy.

avaient été repoussés, mais ce succès ne pouvait exercer aucune influence sur la situation générale : il fallait en profiter pour, dès le 31, battre en retraite sur Mézières et sortir d'une impasse où nous allions être cernés immanquablement, si nous persistions à y rester.

Malheureusement on y resta : on ne se rendit pas compte du mouvement enveloppant que les Prussiens préparaient, et dont on avait cependant de nombreux indices; on persista à croire jusqu'au dernier moment que l'on conserverait la ligne de retraite sur Mézières, et l'on se décida, plutôt qu'on ne se prépara, à donner la bataille. Notre armée comptait environ 130,000 hommes, 320 canons et 70 mitrailleuses ; elle était insuffisamment pourvue de vivres (1) et de munitions, tandis que l'ennemi, dont nous jouions si complétement le jeu, disposait de 250,000 combattants et de 700 bouches à feu. En effet, toute l'armée du prince de Prusse était arrivée et s'était jointe à l'armée de la Meuse ; une partie de ses

(1) Avant la bataille de Sedan, les généraux avaient laissé prendre tous leurs convois. A Sedan, le chef de gare effaré avait fait filer sur Givet 500,000 rations de toute nature qui étaient en gare de Sedan. Aussi, après la bataille, on n'eut rien à donner à manger à nos malheureux soldats.

troupes se préparait à passer la Meuse, à Donchery, à l'ouest de Sedan, pour couper notre retraite sur Mézières ou sur la Belgique, et nous enfermer dans Sedan.

Pendant que les armées prussiennes exécutaient avec un ordre et une régularité absolus un plan d'opérations savamment préparé, et commençaient leur manœuvre enveloppante du lendemain, notre armée continuait à être dans un désordre dont les détails sont navrants. On ne trouve nulle part la trace d'un plan d'ensemble pour la bataille qui va s'engager; les généraux commandant les corps d'armée paraissent avoir agi chacun d'après son inspiration; aucune disposition n'est prise pour assurer la retraite; on n'est pas informé des manœuvres et des projets de l'ennemi, qui, lui, sait tout ce que nous faisons; aucune décision n'a été prise à l'avance pour désigner le successeur du maréchal Mac-Mahon, si celui-ci vient à être tué ou blessé. Aussi, Mac-Mahon blessé au début de l'action, le commandement passera-t-il d'abord au général Ducrot, puis au général de Wimpfen (1), qui le

(1) Le général de Wimpfen était arrivé la veille à l'armée, venant d'Algérie, pour remplacer le général de Failly au commandement du 5e corps.

demandera à l'Empereur et l'obtiendra *comme plus ancien* et en vertu d'un ordre du ministre. Trois fois on changera donc de général en chef et de dispositif pendant la bataille même; jusqu'à la fin, l'armée ira tantôt sur Carignan et Montmédy, tantôt sur Mézières. Ces ordres contradictoires, ces marches et contre-marches jetèrent une confusion complète dans l'armée, enlevèrent aux soldats toute confiance dans leurs chefs, et, après la bataille, firent naître dans leur esprit l'idée de trahison.

L'armée française était placée à l'est de Sedan, ayant sa gauche à Illy et sa droite à Bazeilles, où le général Lebrun soutint un nouveau et rude combat contre les Bavarois de Von der Thann. On paraît avoir eu d'abord l'intention d'écraser les Bavarois à Bazeilles, de les repousser sur Carignan et de s'ouvrir la route de Montmédy. Lorsque le maréchal Mac-Mahon, blessé d'un éclat d'obus, eut été remplacé par le général Ducrot (vers sept heures), celui-ci renonça au projet de s'ouvrir la route de Carignan : craignant avec raison d'être tourné par les Prussiens à l'ouest de Sedan et de voir sa retraite coupée, soit sur Mézières, soit sur la Belgique, il voulut, pendant qu'il en était encore temps, quitter ce champ

de bataille si malheureusement choisi, battre en retraite par Illy sur Mézières et échapper ainsi à un désastre inévitable (1). Il ordonna donc la retraite et deux divisions commencèrent le mouvement. Mais, vers neuf heures, le général de Wimpfen, commandant le 5e corps, obtint de l'Empereur que le commandement de l'armée lui fût remis; et aussitôt, malgré les prières du général Ducrot (1), il arrêta le mouvement de retraite et reprit les premières dispositions, c'est-à-dire le projet de déboucher sur Montmédy. Dès lors nous étions perdus. En effet, les Bavarois parvinrent à enlever Bazeilles à l'infanterie de marine et au général Lebrun, qui le défendirent avec une bravoure admirable; puis ils brûlèrent ce village et en massacrèrent la population avec une férocité que

(1) La route de Sedan à Mézières était encore libre à ce moment; et ce qui le prouve, c'est que beaucoup de voitures du train et des parcs, parties de Sedan vers sept heures, arrivèrent sans encombre à Mézières.

(1) C'est aussi vers neuf heures que quelques régiments de cavalerie, continuant la retraite, prirent la route de Belgique, longèrent la frontière et arrivèrent à Avesnes. On ne parlerait pas de ce fait si, à propos de cette retraite opérée en toute liberté, on n'avait pas inventé la fable des *perceurs*, c'est-à-dire des braves qui s'étaient fait jour en passant sur le ventre de l'ennemi pendant que les autres capitulaient honteusement.

l'histoire doit flétrir (1). A gauche, les 5e et 11e corps prussiens et deux divisions de cavalerie avaient traversé la Meuse à Donchery, sans être inquiétés, et s'étaient portés sur Floing et Illy pour s'y joindre à la droite de l'armée prussienne : nous étions donc complétement enveloppés. Une artillerie nombreuse (690 pièces), agissant par masses com-

(1) Les Allemands ont nié inutilement cette barbarie. Ils ont fait la guerre en barbares, ils doivent en subir les conséquences. Ils ont remis en vigueur tous les vieux usages des guerres du moyen âge qu'on croyait abolis : ils ont massacré les prisonniers, entre autres 49 mobiles du 4e bataillon de la Marne à Passavant, le 25 août 1870; ils ont rétabli le système des otages; ils ont inventé le système des otages placés sur les locomotives des chemins de fer; ils ont autorisé et organisé le pillage et l'incendie; ils ont exploité commercialement le réseau de l'Est, en transportant à leur profit voyageurs et marchandises jusqu'en mars 1871, contrairement à tout droit et à toute justice, et ont ainsi volé 44 millions de francs à la Compagnie de l'Est; ils ont frappé les pays envahis de réquisitions et de contributions énormes; ils ont accompli partout de sauvages exécutions; ils ont annexé des territoires sans le consentement des habitants et sans prendre une part proportionnelle de la dette de la France; ils ont exigé une indemnité de guerre exorbitante et sans précédents, non pour s'indemniser, mais pour s'enrichir; ils ont déménagé, emballé et expédié des mobiliers en Allemagne pour augmenter leur bien-être; ils ont sans cesse violé le droit des gens et ont fait faire à l'Europe un déplorable retour en arrière vers la barbarie. Telle est la vérité, et les dénégations ou les rectifications les plus hypocrites ne parviendront pas à la voiler.

pactes, nous attaquait de tous côtés et resserrait sans cesse ce cercle de feux meurtriers. Malgré la plus énergique résistance, notre infanterie était rompue, et notre artillerie, admirable de courage, quoique inférieure en nombre et en portée, résistait avec un sang-froid héroïque ; mais, foudroyée et démontée, vers deux heures elle était hors d'état de continuer à lutter. Dès lors nous étions perdus.

On fit appel à la cavalerie pour essayer de rompre le cercle qui enveloppait l'armée et pour sauver, comme à Reichshofen, l'honneur des armes. Le général Margueritte marcha avec sa division (1) et fut tué en allant reconnaître le point sur lequel il allait charger. Il fut remplacé par le général de Galiffet, qui, à trois reprises, essaya d'aborder l'ennemi et de prendre de flanc les batteries allemandes qui décimaient notre armée ; trois fois il fut repoussé et revint écrasé par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie de 17 bataillons, qu'il essaya vainement d'enfoncer. L'ennemi a rendu lui-même un éclatant hommage à la bravoure incomparable de nos cavaliers ; mais cette bravoure fut malheureusement inutile.

(1) 1er, 2e, 4e chasseurs d'Afrique, 1er hussards et 6e chasseurs.

Entourée, écrasée par le feu de 700 canons établis sur les hauteurs qui l'environnaient de tous côtés, l'armée plia et fut peu à peu rejetée sur Sedan. Il était alors trois heures et demie : à ce moment, le général de Wimpfen proposa à l'Empereur (1) de se mettre à la tête des troupes et de faire un suprême effort pour percer les lignes de l'ennemi et s'ouvrir le chemin de Carignan. L'Empereur refusa de répondre à cet appel désespéré ; il fit hisser le drapeau blanc sur la citadelle de Sedan et invita le général de Wimpfen à entrer en négociation avec l'ennemi, pour épargner, disait-il, la vie de ses soldats. Au lieu d'obéir à cet ordre, Wimpfen rassembla quelques milliers d'hommes, tomba sur les Bavarois à Balan, mais il fut repoussé. A ce moment, la petite ville de Sedan offrait un aspect déchirant : 70,000 hommes commençaient à s'y entasser pêle-mêle avec les canons, les voitures, les chevaux, les blessés et les fuyards ; les obus y faisaient de nombreuses victimes dans les rues. C'est alors que l'Empereur écrivit au roi de Prusse une lettre ainsi conçue :

(1) L'Empereur était resté sur le champ de bataille depuis cinq heures du matin, au milieu des obus ; il rentra à Sedan à onze heures et demie, et dès lors il ne sortit plus de la ville.

« Monsieur mon frère, n'ayant pu mourir au
« milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à re-
« mettre mon épée entre les mains de Votre
« Majesté. Je suis, de Votre Majesté, le bon
« frère.

« NAPOLEON. »

En même temps, le général de Wimpfen reçut l'ordre de négocier avec le général de Moltke les détails de la capitulation. A la réception de cet ordre, Wimpfen donna sa démission. L'Empereur voulut le remplacer par le général Ducrot, qui refusa, ainsi que le général Douay, disant avec raison que, puisque le général de Wimpfen avait voulu prendre le commandement le matin, il devait le garder jusqu'à la fin.

Wimpfen, en effet, signa la capitulation au château de Bellevue, le 2 septembre, à onze heures et demie du matin. L'Empereur, le maréchal Mac-Mahon, 2,826 officiers et 70,000 hommes étaient prisonniers de guerre; les armes, 600 canons de place et de campagne, les drapeaux, un immense matériel de guerre, 12,000 chevaux, étaient livrés à la Prusse. Ne craignons pas de le répéter, ce désastre eût pu être évité, si le maréchal Mac-Mahon, cédant aux respectueuses observations des

généraux Douay et Ducrot, eût ordonné la retraite sur Mézières le 31 août.

Ce qui est encore plus condamnable que la capitulation, rendue nécessaire par le massacre inévitable de 70,000 soldats hors d'état de se défendre, c'est l'ineptie qui avait mis une brave armée dans de telles conditions. Quoi qu'il en soit, la capitulation de Sedan fut un exemple détestable : après Sedan, on eut la capitulation de Metz et celle de Paris, où des armées entières mirent bas les armes. Rien de pareil n'était connu dans notre histoire, et personne, avant cette guerre détestable, n'aurait cru que de telles choses fussent possibles.

Sedan nous a coûté 15,000 hommes tués ou blessés (1), 21,000 hommes pris pendant la bataille et 70,000 faits prisonniers en vertu de la capitulation. Trois mille soldats parvinrent à se réfugier en Belgique ; 10,000 fuyards, qui s'étaient sauvés de Sedan avant la bataille, filèrent sur Mézières, d'où le général Vinoy les envoya à Avesnes ; quelques-uns arrivèrent même à Paris, criant à la trahison et y rapportant contre leurs chefs incapables ces sentiments de méfiance, de

(1) La perte des Allemands est d'environ 10,000 hommes.

mépris et de haine qui eurent une si pernicieuse influence sur l'esprit de l'armée et de la population de Paris.

Nos prisonniers, renfermés dans les boues de la presqu'île d'Iges, eurent beaucoup à souffrir de la pluie, du froid et surtout de la faim. Les paysans français se montrèrent d'une rapacité honteuse: un officier de cuirassiers paya plusieurs fois à ces misérables la livre de pain *dix francs!* En même temps que nos soldats mouraient de faim dans la boue, dix mille chevaux abandonnés parcouraient le pays en bandes énormes; semblables à des ouragans, ces cohues sauvages renversaient tout sur leur passage ou s'arrêtaient pour combattre entre elles, précipitant les vaincus dans la Meuse.

L'Empereur s'était rendu au quartier général du roi de Prusse et avait eu d'abord un entretien avec M. de Bismark. Il refusa de faire la paix, disant qu'étant prisonnier, il ne pouvait traiter (1);

(1) Voici comment M. de Bismark apprécie le refus de l'Empereur de faire la paix : « Nous espérions qu'à Sedan il aurait consenti à traiter. C'était son devoir. Il a préféré réserver son intérêt personnel de souverain. La France expie cruellement cet égoïsme. Nous en avons aussi beaucoup souffert... » (J. Favre, *Gouvernement de la défense nationale*, 2, 391. — Entrevue de MM. J. Favre et de Bismark à Versailles, le 25 janvier 1871.)

il déclara qu'il n'avait pas voulu personnellement la guerre, mais qu'il y avait été contraint par l'opinion publique.

Chez les Mongols, les rois se conduisent autrement. Lorsque le khan de Kouldja, Oghlan, vaincu par la Russie, vint trouver le général russe, le 4 juillet 1871, il lui dit : « Je m'étais confié dans la justice de ma cause et dans l'assistance de Dieu. Vaincu, je me soumets à la volonté du Tout-Puissant. S'il y a eu crime, punissez-en le souverain, mais pardonnez à ses sujets innocents ».

Après une entrevue avec le roi de Prusse, l'Empereur fut envoyé au château de Wilhelmshœhe, dans la Hesse, où il arriva le 5 septembre.

Un seul corps échappa au désastre : ce fut le 13ᵉ, commandé par le général Vinoy. Ce corps avait été envoyé à Mézières pour appuyer les opérations de Mac-Mahon; mais une seule de ses trois divisions était arrivée à Mézières le 31 août. Le général Vinoy reçut de l'Empereur et de Mac-Mahon l'ordre d'y rester. Après Sedan, le général Vinoy prit son parti : dans la nuit du 1ᵉʳ au 2 septembre, il battit en retraite avec 10,000 hommes (division Blanchard) et 70 pièces de canon, mais avec peu

de cartouches, et se dirigea sur Laon, en envoyant aux deux divisions qui s'avançaient l'ordre de rétrograder sur cette ville.

La retraite fut rapidement et bien conduite : on passa par Saulce-aux-Bois, Chaumont-Porcien et Seraincourt; vivêment poursuivi par le 6e corps prussien et surtout par la cavalerie, la division Blanchard marcha nuit et jour, malgré le mauvais temps, le peu de solidité de ces jeunes soldats et leur extrême fatigue. On évita constamment l'ennemi, qui, malgré ses efforts, ne put nous atteindre nulle part ; enfin, on arriva le 3 au soir à Montcornet, après une étape de seize heures ; l'ennemi n'avait pu nous suivre, et dès lors nous étions hors de son atteinte. Le général Vinoy put arriver librement à Laon et de là à Paris avec ses deux autres divisions qu'il rallia. Le corps entier était revenu à Paris le 9 septembre. Grâce à l'habileté de sa retraite, le général Vinoy avait sauvé un corps de troupes que les Prussiens avaient un intérêt majeur à détruire : car à ce moment c'était le seul corps organisé qui se trouvât à Paris, et pour mieux dire, la seule force sérieuse qui existât encore en France.

VII

Révolution du 4 Septembre.

Tout le monde fut consterné et indigné en apprenant la catastrophe de Sedan (1). Notre vieille gloire militaire, notre prestige étaient anéantis par une série de fautes sans précédents peut-être dans l'histoire.

Depuis Wissembourg, l'Empire s'écroulait peu à peu à chaque nouveau désastre; Sedan compléta cet effondrement et fit éclater la révolution du 4 Septembre. Dès les premiers revers, tous les partis, l'opposition républicaine et les révolutionnaires, s'étaient préparés à renverser l'Empire et à recueillir sa succession. Le complot démagogique et socialiste, dirigé par le comité de la rue de la Sourdière, où se trouvaient Blanqui, Delescluze et quelques députés de l'extrême gauche,

(1) La nouvelle officielle en arriva à Paris le 3, vers cinq heures.

éclata le premier. Le 9 août, jour de la réunion des Chambres, les révolutionnaires se préparaient à envahir le Corps législatif et à renverser le gouvernement ; mais le maréchal Baraguey-d'Hilliers empêcha, par son attitude énergique, le coup de main de s'accomplir et sauva la Chambre. Deux jours après, à la suite de dissentiments avec le général Palikao, le maréchal donna sa démission. Le 14, Blanqui et son lieutenant Eudes prirent les armes à la Villette et assassinèrent quelques malheureux soldats : ils comptaient entraîner les masses populaires de ces quartiers turbulents et mal famés, mais leur tentative fut immédiatement réprimée. Le 18, le général Trochu, nouveau gouverneur de Paris, publia une proclamation dans laquelle, oubliant le principe éternel : *Timor Domini, initium sapientiæ*, il exposait sa ridicule théorie de la force morale et laissait le champ libre aux démagogues, parfaitement décidés à ne reconnaître d'autre force que celle des coups de fusil. Disons-le en passant, c'est cette théorie qui perdra plus tard le gouvernement du général Trochu.

Le 3 septembre, aussitôt que l'on connut les premières nouvelles de Sedan, le comité de la rue de la Sourdière décida un grand mouvement pour

le lendemain et résolut de s'emparer du pouvoir. L'opposition, à la Chambre, travaillait de son mieux à la réussite du complot : elle avait exigé et obtenu le départ de toutes les troupes de Paris et l'armement de « toute la population virile », c'est-à-dire des bandes révolutionnaires. Le ministère avait imprudemment envoyé Mac-Mahon au secours de Bazaine, Vinoy au secours de Mac-Mahon, et avait ainsi livré Paris à la Révolution.

Pendant que le comité de la rue de la Sourdière se préparait à agir, le gouvernement et la Chambre étaient en désarroi ; la Régence ne prenait aucune mesure bien décidée ; elle proposait de remettre les pouvoirs au Corps législatif ; Palikao aurait le titre de lieutenant général et nommerait les ministres. Mais l'opposition exigeait l'abdication de l'Impératrice, la déchéance de l'Empire et la formation d'un gouvernement provisoire. De son côté, M. Thiers proposait de déclarer le trône vacant, de former une commission de gouvernement dans la Chambre, de signer un armistice et de convoquer une nouvelle assemblée : la révolution se ferait ainsi dans le Palais-Bourbon au lieu de se faire dans la rue. On perdit le temps à discuter, sans parvenir à se mettre d'acccord, et l'on discutait encore, en vrais Byzantins, quand la

foule envahit la Chambre et renversa le gouvernement.

En effet, des masses composées d'ouvriers, de badauds et de curieux, cortége ordinaire et obligé des conspirateurs, s'avançaient sans armes et criant : « La déchéance ! » puis derrière eux venaient les bataillons en armes de Belleville, la Villette et Ménilmontant, protégés par cette foule épaisse de bourgeois imbéciles qui se croient obligés, tous les quinze ou vingt ans, de servir d'avant-garde et de bouclier à leurs ennemis bien connus, mais qui ne peuvent résister au plaisir de donner une leçon au pouvoir ou de le renverser. La foule s'amoncelait sur la place de la Concorde, mais les troupes de police lui barraient le passage ; les députés de l'opposition obtinrent du général Caussade, qui était chargé de la défense du Corps législatif, de faire retirer les troupes de police, qui défendaient la place de la Concorde, et la garde de Paris, qui occupait la place de Bourgogne. A peine ces troupes furent-elles parties, que la Chambre fut envahie.

Au milieu du tumulte, M. Gambetta proclama la république, et déclara qu'un gouvernement provisoire allait être établi à l'Hôtel-de-Ville.

Quand les députés de l'opposition y arrivèrent, ils trouvèrent déjà installés Delescluze, Félix Pyat, Blanqui, Millière, etc., qui organisaient leur gouvernement, et ils ne purent les évincer que grâce à la grande popularité de M. Jules Favre et par une manœuvre assez habile, qui consista à former le nouveau gouvernement avec les députés de Paris, moyen simple de mettre dehors tous les démagogues, sauf Rochefort. Si l'opposition n'avait pas pris le pouvoir à l'Hôtel-de-Ville, il est certain que Blanqui y installait la Commune dès le 4 septembre, et la France risquait de périr dans cette crise. Mais, mise de côté le 4 septembre, la Commune ne renoncera pas à ses coupables desseins ; elle essayera, au 31 octobre, d'usurper l'autorité, et deviendra maîtresse le 18 mars (1).

Le nouveau gouvernement prit le nom de gouvernement de la Défense nationale. Il se composait des neuf députés de Paris et de MM. Ernest Picard et Jules Simon, qui avaient été nommés à Paris, mais avaient opté pour les départements. Le président du gouvernement était le général

(1) La révolution démagogique éclatait en même temps à Lyon et à Marseille, où elle proclamait la république et arborait le drapeau rouge.

Trochu, dont on ne comprend pas la présence au milieu de ce groupe de républicains et de révolutionnaires (1). Les ministres, dont plusieurs étaient membres du gouvernement, furent : Jules Favre, aux affaires étrangères; Gambetta, à l'intérieur; le général Le Flô, à la guerre; Ernest Picard, aux finances; Dorian, aux travaux publics; Magnin, à l'agriculture et au commerce; Jules Simon, à l'instruction publique; l'amiral Fouri-

(1) Le général Trochu avait été nommé gouverneur de Paris par l'Empereur. Il avait ramené de Châlons les 18,000 gardes mobiles de Paris, troupe indisciplinée qui ne pouvait servir que la cause révolutionnaire, et il avait eu l'imprudence de leur dire que leur *droit* était de revenir à Paris. Palikao, justement irrité de ce langage, avait reproché au nouveau gouverneur de prêcher à l'armée la sédition et la désobéissance en lui parlant de ses droits. Toujours prêt à écrire des proclamations ou à faire des discours, le général Trochu avait fait ensuite la proclamation dans laquelle il exposait la théorie de la force morale. Il s'était ainsi compromis auprès des gens sérieux; le gouvernement le tint dès lors en suspicion et dans l'isolement, et rendit à peu près nulles ses fonctions de gouverneur de Paris. Le général Trochu, mis de côté, devint d'abord indifférent, puis il s'irrita, et enfin il entra dans le gouvernement du 4 Septembre, où il se flatta de jouer un rôle utile à son pays. Il était cependant étrange, ainsi que l'a dit M. Jules Brame dans sa déposition devant la commission d'enquête, que le même homme qui s'était levé gouverneur de Paris, ayant prêté serment à l'Empire, se couchât chef d'un autre gouvernement, sans avoir été relevé de sa parole.

chon, à la marine; Crémieux, à la justice. MM. Rochefort, Garnier-Pagès, Pelletan, Glais-Bizoin et Emmanuel Arago ne reçurent aucun portefeuille.

Il est certain que cette révolution, faite en face de l'étranger, aggravait la situation du pays: elle acheva de désorganiser l'administration; elle fit éclater l'anarchie dans tout le Midi et donna une mauvaise situation diplomatique à la France au milieu de l'Europe conservatrice. Mais « il serait souverainement injuste d'en rendre responsables d'autres que ceux qui, sans préparatifs suffisants, ont déclaré une guerre à jamais néfaste, et qui, perdant tout sang-froid dès les premiers revers, ont par des proclamations affolées jeté dans un désarroi moral absolu le pays qu'ils avaient bercé d'abord de vaines espérances (1). »

Qui pourrait affirmer, en effet, que l'Empire, signant la paix après Sedan, abandonnant à la Prusse l'Alsace et 3 milliards (2), aurait pu continuer à exister, étant données la faiblesse et la désorganisation antérieures à la guerre? La vérité est que

(1) Rapport à l'Assemblée nationale sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, par M. de Sugny.

(2) Telles sont certainement les moindres exigences de la Prusse après Sedan.

la situation déplorable faite à la France par le 4 Septembre est le résultat inévitable des fautes de l'Empire, de l'opposition, des révolutionnaires, de la presse et du pays, qui ont tous à se reprocher une part plus ou moins grande dans cette catastrophe.

Le nouveau gouvernement fit, dès les premiers moments, des concessions aux révolutionnaires les plus avancés, pour avoir leur appui et se maintenir au pouvoir ; il commit l'acte détestable de mettre en liberté Mégy et Eudes, condamnés pour avoir assassiné, le premier un sergent de ville, le second un pompier dans une des émeutes dont on a parlé précédemment. Pendant toute sa durée, le gouvernement de la Défense nationale fut dominé par le parti révolutionnaire, que son origine illégale et ses relations ne lui permettaient pas de combattre résolûment. Il annonça de prochaines élections, qui permettraient à la France de manifester sa volonté ; mais il se garda bien de convoquer les électeurs, décidé à prolonger autant que possible une dictature que ses fautes devaient rendre aussi funeste que l'empire. De tous ses torts, celui-ci est incontestablement le plus grave (1).

(1) Un décret du 8 septembre convoquait les électeurs pour le 16 octobre ; un second décret, du 17 septembre,

Divisée en partis nombreux et désorganisée par l'invasion et la Révolution, la France était obligée de subir ceux qui se mettaient à sa tête ; ne connaissant pas encore leur incapacité, elle les eut acclamés par un choix légal, si le gouvernement avait consulté les électeurs dans ces moments d'indignation contre les Bonaparte, auteurs de trois invasions et de désastres inouïs.

Étant donné qu'on avait renversé, devant l'ennemi, le gouvernement existant, la dictature d'une assemblée nationale était la seule qui devait et

avança les élections au 2 octobre; un troisième décret, en date du 24 septembre, les ajourna indéfiniment. M. Ernest Picard, la meilleure tête politique du 4 Septembre, et M. J. Favre voulaient les élections; MM. Gambetta et J. Simon y furent toujours opposés; le général Trochu, qui les demandait au début, les repoussa plus tard. La capitulation de Metz remit les élections sur le tapis (11 et 12 novembre). MM. J. Favre et E. Picard revinrent à la charge : le premier disait, avec raison, que la prise de Metz avait empiré la situation et faisait prévoir le sort de Paris; en cas d'échec à Paris, le péril sera énorme, ajoutait-il, puisque la France sans représentants sera à la merci du vainqueur. M. Picard appuyait la proposition de M. J. Favre, en disant qu'il n'y avait que deux issues à prévoir : la paix ou la capitulation forcée, et qu'il était évident qu'on s'acheminait vers la seconde. Mais on avait attendu trop tard, et il était devenu impossible ou bien difficile de faire les élections sans armistice. En accumulant les fautes politiques et militaires, le 4 Septembre conduisait la France à une épouvantable catastrophe. *(Rapport de M. Chaper.)*

pouvait disposer des forces vives du pays, pour les opposer énergiquement à l'ennemi et faire fléchir toutes les résistances devant la suprême nécessité du salut public.

Pendant ce temps, le prince royal de Prusse reprenait sa marche sur Paris, qui se préparait activement à arrêter l'ennemi en l'obligeant, ce à quoi il ne s'attendait pas, à faire le blocus de cette grande forteresse pendant cinq mois.

Quoi qu'on puisse dire sur les folles dépenses et les malheurs que la continuation de la guerre a entraînés, quoi qu'on puisse penser sur les hommes du 4 Septembre, il faut approuver leur résolution de continuer la guerre et de ne pas signer la paix sur la honte de Sedan. Ces cinq mois de luttes malheureuses, mais énergiques, ont compromis, j'en conviens, les finances du pays : en revanche, ces luttes ont sauvé l'honneur de la France ; elles ont ramené sur elle l'estime de l'étranger et les sympathies mêmes de l'Angleterre ; elles ont constaté la force et la virilité de notre pays, qui seul en Europe était capable de faire une pareille résistance ; elles ont fait payer plus cher à l'ennemi les résultats de sa victoire ; elles ont empêché la défaite de la France de ressembler à l'ignoble débâcle de la Prusse

après Iéna, et elles nous permettent de dire encore une fois que tout a été perdu fors l'honneur.

VIII

Blocus de Paris.

Une heure après la signature de la capitulation de Sedan (2 septembre), les armées du prince royal de Prusse et du prince royal de Saxe recevaient l'ordre de marcher sur Paris, et, le 3, elles commencèrent leur mouvement. Le prince de Saxe était à droite et s'avançait par les trois routes de Creil, de Compiègne et de Soissons; le prince de Prusse était à gauche et marchait par Attigny, Reims, Épernay, Montmirail, Coulommiers et Créteil, où il y eut un engagement le 17 septembre; il passa la Seine près de Villeneuve-Saint-Georges sur plusieurs ponts de bateaux. Le prince de Prusse devait occuper la rive gauche de la Seine, le prince de Saxe la rive droite, et les deux armées se joindre à Argenteuil (1).

(1) Au 19 septembre, les Prussiens avaient devant Paris

La solidité des armées allemandes, l'arrivée continuelle et rapide des réserves et de la landwehr, et l'anarchie dans laquelle la France était plongée, permettaient au général de Moltke d'assiéger Strasbourg et quelques autres places moins importantes, et en même temps d'investir Metz et l'armée du maréchal Bazaine, de bloquer Paris et de garder solidement ses communications avec l'Allemagne (1) : effort gigantesque, auquel à ce moment nous n'avions à opposer que la résistance de Paris.

Quand les Prussiens investirent Paris, la défense était encore très-incomplète; cependant on avait su mettre à profit le temps qu'ils avaient employé à la campagne de Sedan, et de grands

les 4e, 5e, 6e et 11e corps prussiens, la garde, le 12e corps (Saxons), le 2e corps bavarois, la division wurtembergeoise, les 2e, 4e, 5e et 6e divisions de cavalerie : en tout 180,000 hommes et 622 canons. On voit immédiatement quelles eussent été nos chances, si l'armée de Sedan se fût repliée sur Paris. Plus tard, l'armée d'investissement reçut des troupes de remplacement et le 1er corps bavarois.

(1) A la fin d'octobre, les troupes d'étapes et de garnison chargées de garder les communications comptaient 85 bataillons (à 1,200 hommes), 33 escadrons et 9 batteries. Le soin de couvrir les communications fut confié aux gouverneurs généraux de l'Alsace, de la Lorraine, de Reims et de Versailles. Les voies ferrées servaient aux transports de l'armée prussienne depuis Berlin jusqu'à Lagny.

travaux avaient été exécutés, sous la direction du général de Chabaud-la-Tour, par le génie militaire et le génie auxiliaire (1), pour fermer les portes de Paris, mettre en état le fossé et le glacis, et construire de nombreuses redoutes (2), — et par l'artillerie, sous la direction du général Guiod, pour mettre le rempart en état de défense, faire les embrasures, les plates-formes, les abris blindés, les traverses, les pare-éclats, les magasins, et mettre en batterie sur les remparts de la ville et des forts 2,700 pièces de siége, de place et de marine, approvisionnées à 400 coups par pièce. L'amiral Rigault de Genouilly avait fait venir des arsenaux de la marine des pièces à longue portée (7,500 m.) et 2,000 canonniers marins, pointeurs exercés et vigoureux soldats, qui furent l'âme de la défense.

Des approvisionnements considérables furent rassemblés, « d'une manière vraiment surpre-

(1) Ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, e leurs agents.

(2) En même temps les révolutionnaires, qui s'occupaient de toute autre chose que de la guerre contre la Prusse, préparèrent aussi leurs fortifications pour le jour où ils livreraient bataille à l'ordre social. Ils organisèrent la commission des barricades, « usine ténébreuse » dont les travailleurs et les meneurs se tenaient prêts à servir au premier signal les intérêts de la démagogie.

nante », dit un officier prussien, par les soins de M. Clément Duvernois et de l'administration de la guerre, dirigée par l'intendant Perrier, qui avait acheté en France et en Angleterre pour 150 millions de vivres de toutes sortes (1). Quand l'administration civile, après soixante-cinq jours de blocus, n'eut plus rien à donner à manger à la population de Paris, l'administration militaire lui fournit des vivres et la nourrit pendant soixante et onze jours (2). M. Clément Duvernois avait réuni à Paris de grandes quantités de blé (3), de farine, de riz, d'avoine, de fourrages, 40,000

(1) Il s'agissait en effet de nourrir au moins 2,200,000 hommes, en comprenant l'armée et les réfugiés de la banlieue (200,000).

(2) L'administration militaire distribua 363 millions de rations de toute espèce : pain, biscuit, riz, viandes fraîches, conservées ou salées, morue, fromage, légumes conservés, vin, eau-de-vie, café, sucre, sel. — Au moment de l'armistice, les forts étaient encore pleins de vivres, qu'on abandonna en partie aux Prussiens, faute de moyens de transport.

(3) M. Clément Duvernois avait fait un approvisionnement extraordinaire de blé pour deux mois ; avec les approvisionnements ordinaires de la boulangerie, du commerce et des particuliers, on avait du pain pour quatre mois. Le gouvernement du 4 Septembre n'a jamais su au juste pour combien de temps il avait de vivres, ce qui a exercé une fâcheuse influence sur les opérations des armées de province.

bœufs, 250,000 moutons, 6,000 porcs. Paris renfermait 100,000 chevaux, dont 67,000 devaient être mangés (1).

La garnison se composait du 13e corps (Vinoy) et du 14e corps (Ducrot), ce dernier en voie de formation (2); de 100,000 mobiles de province, qui furent organisés en régiments et devinrent d'assez bons soldats (3); de 18 bataillons de la mobile de Paris, dont la plupart ne valurent jamais rien (4); de 2,000 canonniers marins; de 8,000 fusiliers marins; de 11,000 gendarmes, gardes de Paris, sergents de ville, pompiers, douaniers et gardes forestiers; d'une division de cavalerie et

(1) Voy. Sarrepont, *Histoire de la défense de Paris*, 1 vol. in-8°, p. 188 et suivantes.

(2) Ces deux corps ont été créés par Palikao.

(3) Ces 100,000 mobiles avaient été appelés à Paris et organisés par M. Chevreau, dernier ministre de l'Intérieur de l'Empire.

(4) Le plus grand nombre de ces bataillons était très-indiscipliné; les hommes refusaient d'obéir, quelques-uns se livraient à des actes de pillage et de dévastation. Pour rétablir la discipline dans la mobile de Paris, M. Gambetta fit décider, le 19 septembre, qu'on procéderait à de nouvelles élections, « afin d'enlever les prétextes aux malveillants », et l'on étendit cette mesure absurde à tous les bataillons de mobiles de province qui étaient à Paris. Le 20 septembre, malgré l'opposition du général Le Flô, on procéda aux nouvelles élections et l'on désorganisa les cadres de ces régiments, qui commençaient à peine à se former.

de la gendarmerie à cheval ; de 124 batteries avec 800 bouches à feu. Le total de l'armée était d'environ 200,000 hommes, dont, au 19 septembre, plus des trois quarts n'étaient pas organisés et ne pouvaient être engagés contre l'armée prussienne avant un mois (1). La défense disposait encore d'une flotille de 20 canonnières blindées.

A ces forces on se plaît quelquefois à ajouter 360,000 gardes nationaux : si bien qu'en présence de ce total de 560,000 hommes vaincus par 200,000 Prussiens, le cri de trahison se fait entendre aussitôt. La garde nationale et les volontaires sont au nombre de ces choses chimériques auxquelles la naïveté publique, trompée par les déclamations des avocats et des journalistes, attribue une importance et une utilité qu'elles n'ont pas. C'est, dit-on, la nation armée et invincible, c'est le patriotisme indomptable, c'est la liberté victorieuse, et par-dessus tout, ce sont des baïonnettes intelligentes ! En réalité, la garde nationale est une foule inutile, quand elle n'est pas dangereuse. Le petit nombre est plein de bonne volonté,

(1) Il faut avoir soin de dire que l'habile intendant militaire, M. Blondeau, se distingua par son activité à habiller, équiper et armer les troupes régulières, les mobiles et la garde nationale.

et le reste ne vaut rien ou peu de chose. Instrument révolutionnaire avant tout, la garde nationale est absolument impropre à faire la guerre : je dis la guerre sérieuse, dure, avec toutes ses obligations, ses fatigues et la discipline sévère qu'elle exige. Il y avait à Paris, sous l'Empire, 60 bataillons de garde nationale (40,000 hommes), inexpérimentés, mais bien composés et comprenant l'élite de la population. On pouvait augmenter cette force, l'instruire et lui faire faire d'abord un service de garde; plus tard on aurait pu en tirer quelques bataillons de guerre, braves et assez disciplinés pour se rendre utiles devant l'ennemi. Mais le 4 Septembre voulut armer toute la population. De 60 bataillons la garde nationale fut portée à 266 ; tout le monde y entra : étrangers, 25,000 repris de justice (1), 40,000 sectaires membres de sociétés secrètes, capables de tout excepté d'aller au feu, vagabonds, drôles de toute sorte. Le plus grand nombre ne sut que boire et jouer au bouchon. L'organisation de la garde nationale, confiée aux mairies (2), fut faite de la manière la plus déplo-

(1) Quelques-uns disent 40,000.

(2) Dont plusieurs étaient entre les mains du parti révolutionnaire ou de ses complices.

rable : non-seulement on inscrivit tout le monde, mais on équipa, et, ce qui était plus dangereux, on arma tout le monde sans examen, et les « gredins » eurent chacun plus d'un fusil. Les élections aux grades d'officiers produisirent dans beaucoup de bataillons les choix les plus indignes. La Commune organisait dès lors ses bandes et y plaçait ses affidés.

Compter ces 360,000 hommes comme une force réelle, vouloir faire avec eux la « sortie torrentielle » sont des apophthegmes à l'usage des journaux et des clubs rouges, mais seulement à leur usage. En réalité, au mois de décembre, il y eut 80 bataillons de marche (40,000 hommes) formés, organisés et en état de faire, sinon un vrai service de guerre, du moins quelque chose de sérieux. En tout, le général Trochu n'avait pas plus de 250,000 hommes.

Les corps francs, comme la garde nationale, se composaient de quelques corps bien recrutés et très-dévoués, mais surtout de maraudeurs. Les femmes voulurent aussi former des corps francs, et il fut question un moment de créer le corps des « zouaves de rempart ». Ce ne fut toutefois que pendant la Commune que les corps francs féminins s'organisèrent.

Pendant le blocus, l'artillerie (1) et l'industrie privée, très-habilement employée par M. Dorian, fondirent 230 canons de 7 et fabriquèrent affuts, caissons, 230,000 obus, fusées à obus, boîtes à mitraille, poudre, cartouches et gargousses, wagons blindés, fusils à tabatière, chassepots, etc. Des ateliers pour la réparation des armes furent établis. Ces grands travaux furent dirigés par des commissions composées d'officiers d'artillerie et d'ingénieurs, et exécutés dans plusieurs grandes usines (2), dans les ateliers des compagnies de chemins de fer transformés en fabriques d'engins militaires, dans les ateliers créés au Louvre, dans les fonderies de l'industrie. Les matières nécessaires, le bronze, la fonte et le salpêtre, ne manquaient pas ; seul, l'acier faisait défaut : on s'en procura en fondant des outils. Plus on constate les ressources et l'activité du Paris industriel, plus on est affligé de le voir tombé dans les mains débiles et ineptes qui le dirigeaient depuis le 4 septembre.

Les forts de Paris, construits il y a trente ans, à une époque où l'artillerie ne portait pas à plus de 1,600 mètres, ne peuvent plus actuellement

(1) Ancien atelier de Meudon.

(2) Celles de M. Cail entre autres.

défendre la ville contre un bombardement. La véritable ligne de défense de Paris se trouve aujourd'hui sur les hauteurs d'Orgemont, au nord; sur les plateaux de la Jonchère, de la Bergerie, de Garches et de Saint-Cucufa, à l'ouest; sur les hauteurs de Châtillon, de Fontenay-aux-Roses, de l'Hay, de Chevilly et de Thiais, au sud, et sur celles de Cœuilly, d'Avron, à l'est, et de Montmorency, au nord-est. Il aurait fallu pouvoir occuper et défendre toute cette ligne; mais le général Trochu avait trop peu de soldats pour le faire, et, sauf Châtillon, qu'il essaya de conserver, il fut obligé de laisser les Prussiens s'emparer de toutes les positions dominantes (1); ils les occupèrent dès le premier jour, avec une connaissance des localités qui atteste de longues études antérieures. En possession de ces points, qu'ils couvriront plus tard de batteries habilement placées, les Prussiens étaient les maîtres de la situation; ils n'eurent qu'à investir étroitement la place, comme ils avaient fait à Metz, repousser les attaques que l'on dirigea contre eux et attendre que Paris capitulât.

(1) Si l'armée de Châlons fût revenue à Paris, on aurait pu défendre ces hauteurs et rendre le blocus ou le siége impossibles, et la guerre prenait une tout autre tournure.

Le général Trochu, à qui allait échoir l'honneur de défendre Paris, n'était pas l'homme qu'il aurait fallu pour remplir une tâche pareille. Esprit critique avant tout, orateur éloquent et écrivain distingué, mais abusant de sa parole facile et agréable, comme de sa plume élégante, plein d'infatuation, le général Trochu manquait de cette énergie opiniâtre, brutale quelquefois, qui caractérisait le maréchal Pélissier et qui eût été indispensable pour défendre Paris, comme elle avait été nécessaire pour prendre Sébastopol. Le président du nouveau gouvernement n'avait aucune suite dans les idées : ainsi, le 19 septembre, il croit que Paris va être enlevé ; le 9 et le 13 octobre, il affirme que Paris est invincible ; le 27, il déclare que ce n'est pas la France qui sauvera Paris, mais Paris qui sauvera la France ; puis, le 12 novembre, il changeait d'avis et disait que la résistance de Paris sans armée de secours était une héroïque folie, qu'il fallait faire pour sauver l'honneur (1). Les opérations du général Trochu furent toujours indécises, molles et décousues. Une attaque est-elle ordonnée, les positions sont-elles enlevées, aussitôt elles sont abandonnées et

(1) Voir le rapport de M. Chaper sur les délibérations du gouvernement de la Défense nationale.

l'on bat en retraite. Le moral du soldat s'affaiblissait ainsi, en voyant l'inutilité des sacrifices qu'on lui demandait. A l'exception de la bataille de la Marne, les sorties se font sans énergie, parce que l'opinion du général était qu'il fallait se contenter de « chicaner l'ennemi ». Il était partisan de la guerre et s'opposait à toute idée de paix, tout en étant convaincu que la guerre en province et la résistance de Paris devaient être inutiles.

Le projet d'aller à Rouen excepté (1), le général Trochu n'eut jamais d'idée bien arrêtée, et pendant qu'il préparait la mise à exécution de ce plan, les Prussiens eurent le temps de se fortifier autour de Paris d'une façon presque inexpugnable. Ces travaux de fortification accomplis, et la sortie de vive force devenue impossible, il n'y avait plus qu'une manière d'attaquer les Prussiens : c'était de choisir quelques points, Châtillon et Buzenval par exemple, d'assiéger ces positions pour les reprendre, de procéder par des travaux de contre-attaque et de rompre la ligne d'investissement en se servant de la pelle et de la pioche avant de lancer les troupes à l'assaut (2). Seul, le général Tri-

(1) Encore ce projet est-il du général Ducrot.

(2) Au 31 décembre, le gouvernement de la Défense nationale reconnaissait que l'ennemi s'était couvert d'ouvrages

pier fit devant les forts du sud de grands travaux de contre-attaque, qui les garantirent contre toute tentative de l'assiégeant et qui pouvaient servir, si on avait voulu les continuer, à la reprise de Châtillon.

Si la défense de Paris, au point de vue des sorties, a été médiocre, elle a été, en tant que « défense éloignée », très-remarquable et de beaucoup supérieure à l'attaque : car, à l'exception du choix des positions occupées pour investir et brider Paris, l'assiégeant n'a rien fait ; il s'est retranché et s'est défendu quand on l'a attaqué ; il a exécuté un bombardement inutile et a attendu quatre mois et demi que la famine ou l'émeute forçât la ville à se rendre. Cette longue inaction était une faute grave : car elle permettait à la France d'organiser de nouvelles armées, et il suffisait d'un succès sérieux obtenu par l'une de ces armées pour obliger les Prussiens à lever le siége.

Mais il est temps de sortir de ces généralités et de raconter l'histoire des événements, qu'elles serviront cependant à expliquer.

qu'il fallait assiéger, et que, pour faire des approches régulières, le temps manquait. Au 31 décembre, il était trop tard en effet ; mais pourquoi n'avoir pas commencé plus tôt? (*Rapport Chaper.*)

Le général Ducrot (1) avait fait adopter au général Trochu l'idée de défendre les hauteurs de Meudon et de Châtillon, qui dominent de très-près les forts de la rive gauche et Paris même. Dès le 17, Ducrot, avec 40,000 hommes et 100 pièces de canon (14e corps), alla s'établir à Bagneux, Châtillon et Clamart. Le 19, il prit l'offensive et attaqua brusquement le prince royal de Prusse, qui, en se portant sur Versailles et Saint-Germain par la vallée de la Bièvre, lui prêtait le flanc. Si nous réussissions à nous maintenir sur les hauteurs de Meudon et de Châtillon, et à conserver la redoute de Châtillon, encore inachevée, nous restions maîtres d'une position essentielle, qui aurait empêché plus tard les Prussiens de bombarder la ville de Paris et qui rendait fort difficiles leurs communications entre Corbeil et Versailles, et menaçait leur situation à Versailles. A cinq heures du matin, le 14e corps s'ébranla; Ducrot envoya une division au Petit-Bicêtre, à Villacoublay et à Vélisy, et occupa les crêtes des ravins de la Bièvre. De ces positions on pouvait écraser à coups de canon les colonnes de l'armée allemande dans la vallée de la Bièvre et arrêter leur marche. A peine la fusil-

(1) Arrivé le 15 à Paris.

lade était-elle commencée, que 2,000 zouaves (1) lâchent pied, se sauvent honteusement et rentrent dans Paris en criant à la trahison. D'autres soldats sont entraînés par la panique et les suivent; le reste des troupes hésite et se replie. Ne pouvant plus prendre l'offensive, le général Ducrot se replia sur Fontenay-aux-Roses et Clamart, comptant se tenir sur la défensive et voulant avec raison conserver ces hauteurs. Un combat sérieux s'engagea contre le 5e corps prussien tout entier et une division bavaroise; à midi, le feu des batteries prussiennes était éteint. Mais une division rentra à Paris sans ordre (1), abandonnant le général Ducrot en plein combat. Il fallut dès lors renoncer à défendre les hauteurs, évacuer la redoute de Châtillon, rentrer dans Paris et abandonner aux Prussiens des positions qu'on aurait dû conserver à tout prix. Ce combat, qui pouvait avoir des suites importantes, eut toujours cette conséquence de prouver à l'ennemi qu'il fallait renoncer à l'idée d'entrer à Paris sans

(1) Engagés volontaires, qui n'avaient du zouave que la chechia et le nom.

(2) Le général Ducrot voulut faire passer devant un conseil de guerre le général qui commandait cette division; il ne put l'obtenir de la faiblesse du général Trochu.

coup férir et de tenter contre les forts ou contre la ville une attaque de vive force.

Le 23 septembre, le général Vinoy (13e corps) reprit le plateau de Villejuif et les positions des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet; on y éleva depuis de grandes redoutes, qui rendirent des services importants à la défense. Ce succès détruisit dans Paris l'effet déplorable produit par la fuite de quelques misérables au combat de Châtillon.

Pendant ce temps, M. Jules Favre se rendait à Ferrières (1), le 19 septembre, et essayait d'ouvrir des négociations avec M. de Bismark; les exigences des Prussiens, qui demandaient dès lors l'Alsace, et peut-être la Lorraine, furent repoussées par M. Jules Favre, et la guerre continua.

M. Jules Favre avait déclaré que la France ne céderait ni un pouce de son territoire ni une pierre de ses forteresses. On applaudit à cette sonore, mais bien vaine déclaration, et quelques-uns, dans leur aveuglement, auraient voulu que M. Jules Favre eût ajouté : et pas un écu de notre argent.

Quelques jours avant l'investissement de la capitale, MM. Crémieux, Fourichon et Glais-Bizoin

(1) Château du baron de Rothschild, où le roi de Prusse avait établi son quartier général.

avaient été envoyés à Tours pour organiser la défense dans les départements; ils formèrent la délégation de Tours (16 septembre). Elle fut complétée le 10 octobre par l'arrivée de M. Gambetta (1), qui fut à la fois ministre de la Guerre et de l'Intérieur, et dans la personne duquel se concentra toute l'autorité de la délégation. Le gouvernement de Tours se mit à l'œuvre et rassembla des troupes. A la même époque, M. Jules Favre chargeait M. Thiers d'aller à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Florence, afin d'obtenir de ces divers cabinets une intervention en notre faveur ou un moyen d'entrer en négociation avec la Prusse. M. Thiers revenait à Paris lorsqu'éclata l'insurrection du 31 octobre; nous reparlerons de lui tout à l'heure.

Les Prussiens avaient cru, au début, qu'ils deviendraient facilement et vite les maîtres de Paris, en prenant tout de suite un fort. « Nous pourrons nous contenter de prendre un fort, disait M. de Bismark à M. Jules Favre, à Ferrières, et pas un d'eux ne peut résister plus de quatre jours. De ce fort nous dicterons la loi à Paris... Mais il nous sera peut-être plus commode de l'affamer ». L'es-

(1) Sorti de Paris en ballon.

poir des Prussiens fut déçu. Le génie, l'artillerie et la marine avaient mis Paris et les forts à l'abri d'un coup de main, et quant à assiéger un fort sans grosse artillerie, la chose était impossible.

Les Prussiens me paraissent avoir compté principalement sur l'appui que les Rouges ne manqueraient pas de leur donner, en renversant le gouvernement de la Défense nationale. M. de Bismark disait encore à M. Jules Favre, à Ferrières : « Si dans quelques jours nous n'avons pas pris Paris, vous serez emportés par un mouvement populaire ». En effet, les révolutionnaires, comme l'avait annoncé M. de Bismark, essayèrent, dès le 25 septembre, de s'emparer de l'Hôtel de Ville ; ils échouèrent et recommencèrent le 3 octobre ; ils échouèrent encore et revinrent à la charge le 8 octobre. Blanqui, Flourens, Cluseret et Millière arrivèrent avec leurs bandes à l'Hôtel de Ville pour y établir la Commune ; pour la troisième fois leurs tentatives avortèrent devant l'énergie du préfet de police, M. de Kératry (1). Dès le lendemain, ne pouvant plus compter sur le renversement du gouvernement par les communards,

(1) M. de Kératry voulut faire arrêter ces complices des Prussiens ; mais le gouvernement n'osa pas et blâma M. de Kératry, qui donna sa démission le 11 octobre.

M. de Bismark fit faire des ouvertures indirectes à l'Hôtel de Ville par deux officiers américains qui rentraient à Paris; il proposait un armistice pour toute la France, moins l'Alsace et la Lorraine, qui déjà, dans sa pensée, étaient annexées à l'Allemagne; on ferait des élections et l'Assemblée se réunirait à Tours. M. Jules Favre refusa. Le 13, M. de Bismark revint à la charge et fit faire de nouvelles communications par l'ambassadeur des États-Unis. Le général Trochu les fit repousser, attestant que Paris était invincible.

L'armée prussienne avait compté qu'elle prendrait tout de suite un fort : elle s'était trompée; elle avait compté sur le triomphe des Rouges : trois fois ils avaient échoué. Il lui était impossible, faute d'artillerie de siége et de munitions, de faire le siége de Paris; elle était réduite à entreprendre un long blocus, pendant lequel l'armée de Paris allait s'organiser et la guerre s'allumer dans toute la France; Metz tenait encore et personne ne savait qu'il dût tomber sans combat. Devant une pareille perspective, pleine d'incertitudes et de dangers, l'ennemi demandait à traiter; nous étions les maîtres alors, bien mieux qu'au lendemain de Sedan, de discuter avec lui les conditions de la paix : ses embarras et les complica-

tions de la nouvelle guerre qui allait commencer nous faisaient une situation dont on aurait pu profiter, si on n'avait été résolu à ne pas se laisser démembrer tant qu'on pourrait combattre.

Dès ce moment, réduits à bloquer Paris, les Prussiens commencèrent à se fortifier sur les hauteurs qui formaient leurs lignes d'investissement, afin de repousser plus sûrement les sorties des Parisiens. En même temps ils furent obligés, pour faire vivre leur armée, forte d'environ 200,000 hommes, d'étendre leur rayon d'approvisionnement jusqu'à Évreux, Dreux, Chartres, Orléans, Rouen, Amiens, Beauvais, Saint-Quentin; l'occupation de ces villes forma autour de Paris comme une seconde ligne d'investissement. Au début, ce fut leur cavalerie qui fut chargée d'éclairer les routes de Paris à Orléans, à Chartres, à Dreux, à Évreux, à Rouen et à Beauvais. Ces détachements eurent de nombreux engagements avec les mobiles et les francs-tireurs, à Toury, à Épernon, Maintenon et Ablis, à Chérisy, à Pacy-sur-Eure, à Clermont et à Montdidier. Tout le pays fut parcouru et occupé, dévasté, saccagé ou écrasé de réquisitions et d'amendes; partout ces troupes, sales et toujours ivres, commirent des actes de pillage et de meurtre; elles violèrent les femmes

à Ablon et incendièrent Mézières (22 septembre) et Ablis (9 octobre). Cette conduite barbare avait pour but de frapper de terreur nos campagnes et d'empêcher la guerre nationale de se développer. Ce fut le contraire qui arriva : l'exemple d'Ablis n'empêcha pas l'héroïque ville de Châteaudun de se défendre, le 18 octobre, contre l'attaque de la division du général de Wittich. Treize cents hommes, francs tireurs et gardes nationaux, les premiers, commandés par le comte de Lipowski, les seconds par M. de Testanière, se défendirent toute la journée dans la ville barricadée ; mais le soir, les Prussiens s'emparèrent de Châteaudun, le brûlèrent au pétrole et y commirent les atrocités les plus sauvages.

Pendant ce temps, Paris attaquait l'ennemi à plusieurs reprises, mais sans but bien arrêté et sans résultats. On livrait le 30 septembre le combat de Chevilly-l'Hay-Thiais, où le général Guilhem fut tué ; le 13 octobre, Vinoy s'emparait de Bagneux ; de là il voulait marcher sur Châtillon, s'en emparer, s'y fortifier et s'y maintenir à tout prix ; mais on abandonna Bagneux ; le 21 octobre, Ducrot chassait les Prussiens de Rueil et de la Malmaison, et commençait ce jour-là la mise à exécution d'un projet dont nous parlerons tout à

l'heure ; le 28 octobre, on surprit les Prussiens au Bourget et on enleva ce village, mais on le laissa reprendre le 30. Bien que ces combats eussent refait le moral de notre armée, ils étaient sans résultats et mécontentaient la population, qui croyait, non sans raison, que cette manière de défendre Paris était insuffisante.

En effet, le général Trochu et le général Ducrot préparaient en secret un projet (1) sur lequel ils fondaient de grandes espérances et auquel ils sacrifiaient toute autre chose. Le général Trochu voulait faire sortir de Paris le général Ducrot avec une armée de 60,000 hommes, afin de ne pas immobiliser dans l'enceinte de la ville des forces aussi considérables que celles dont il disposait. Le général Ducrot, appuyé par les nombreuses redoutes établies dans la presqu'île de Gennevilliers, devait forcer le passage de la Seine à Bezons et gagner Pontoise par Cormeil et Sannois, l'enlèvement de ces hauteurs, encore peu fortifiées, devant être facilité par une diversion que ferait un corps de l'armée de Paris, qui se porterait de Saint-Denis sur Orgemont et Sannois. Arrivé à Pontoise, Ducrot se dirigera sur Rouen

(1) Dont le général Ducrot était l'auteur.

par les deux routes qui conduisent de Pontoise à Rouen et en longeant la Seine ; à Rouen, il établira son armée sur les plateaux de Boos et d'Oissel, position très-forte, couverte par l'Andelle et la Seine.

L'armée prussienne, qui compte devant Paris à ce moment environ 200,000 hommes, sera obligée de se couper en deux : une partie se mettra à la poursuite de Ducrot et l'autre restera devant Paris. Si le prince royal envoie contre Ducrot des forces considérables, il dégarnit ses lignes d'investissement à tel point que Trochu pourra les forcer ; s'il veut au contraire, ce qui est probable, conserver des forces suffisantes dans ses lignes, il ne pourra envoyer contre Ducrot que des forces trop inférieures en nombre pour pouvoir être victorieuses. Donc Ducrot a de grandes chances de succès.

Une fois arrivé à Rouen, le général Ducrot se reliera à l'armée du Nord ; il recevra des renforts et formera une armée nombreuse, qui, s'appuyant aux places du Nord, se prolongera jusqu'à la Sambre et menacera les Prussiens sur leur flanc droit. La mer et la flotte assureront son approvisionnement en vivres, armes et munitions. Bref, on aura une forte armée en campagne, pouvant

marcher ou essayer de marcher au secours de Paris, au lieu d'avoir des troupes enfermées dans Paris. D'un autre côté, une partie des troupes qu'on organise sur la Loire, au lieu de se concentrer à Orléans, s'étendra de Nevers à Béfort par le Morvan, Langres et Besançon, et devra agir sur le flanc gauche des Prussiens, en inquiétant et en attaquant sans relâche leurs lignes de communications. Dès la fin d'octobre ou le commencement de novembre, on ferait donc ce que Bourbaki a essayé de faire en janvier, quand il était trop tard. Le reste des troupes de la Loire et les nouvelles levées iront rejoindre Ducrot pour porter l'effectif de son armée à 200,000 hommes.

Il ne faut pas oublier de dire que Metz tenait encore et que le prince Frédéric-Charles était retenu devant Metz ; que dès lors on n'avait affaire qu'à l'armée d'investissement de Paris. Que serait-il arrivé si ce projet eût été mis à exécution ? On peut répondre seulement qu'il était bien conçu, bien étudié et qu'il avait des chances sérieuses de succès.

Le combat du 21 était le commencement de sa mise à exécution. Les Prussiens, en se défiant du feu du Mont-Valérien, s'étaient emparés de la Malmaison et d'une partie du village de Rueil ;

s'ils continuaient à s'avancer, s'ils devenaient les maîtres de Rueil et de Nanterre, ils se trouveraient établis sur le flanc gauche de notre armée quand Ducrot voudrait passer la Seine à Bezons : dès lors ce passage, la première opération du projet, était compromis. Le général Ducrot, avec 10,000 hommes et 120 bouches à feu, attaqua les Prussiens le 21 octobre. Après un vif combat, ils furent chassés de Rueil et de la Malmaison, repoussés jusqu'à Saint-Cucufa et la Jonchère, et pris, dans Versailles, d'une panique et d'une fureur de déménagement dont les habitants de cette ville conserveront longtemps le joyeux souvenir. Le projet du général Trochu allait donc s'exécuter vers le milieu de novembre, quand M. Gambetta, avec lequel le général Trochu ne communiquait que très-imparfaitement (1), annonça la victoire de Coulmiers, la marche de l'armée de la Loire sur Paris, demanda la coopération de l'armée de Paris et obligea ainsi le général Trochu à

(1) Il ne paraît pas qu'on se soit mis sérieusement d'accord à Paris et à Tours pour l'exécution de ce plan de sortie. Le général Trochu et M. E. Picard (dépositions devant la commission d'enquête, p. 315 et 488) disent que le plan fut emporté à Tours par M. Ranc; M. Gambetta (déposition, p. 561) déclare que M. Ranc lui a en effet parlé d'un projet de sortie, mais sans détails.

renoncer à ses desseins pour aller au-devant de l'armée de la Loire.

La population de Paris était mécontente, disions-nous tout à l'heure, de la façon dont elle voyait le général Trochu soutenir la lutte et des continuelles reculades que faisait l'armée après chaque combat. Les partis révolutionnaires résolurent de profiter du mécontentement général pour renverser le gouvernement du 4 Septembre et donner le pouvoir à leurs chefs. Tout-puissants dans les clubs, dans plusieurs mairies, dans les faubourgs, et maîtres d'une partie de la garde nationale, les Rouges dominaient le gouvernement, entravaient son action, perpétuaient l'anarchie, paralysaient la défense et étaient ouvertement en relations quotidiennes avec l'ennemi. Cependant le gouvernement de la Défense nationale tolérait ou subissait ces rébellions et ces trahisons manifestes, parce que, porté au pouvoir, le 4 septembre, par ces gens-là, il dépendait d'eux et n'avait pas l'énergie de s'affranchir de ce joug honteux.

Les chefs des partis révolutionnaires (1) avaient

(1) Les partis révolutionnaires comprennent : 1° les Blanquistes, audacieux communistes, dont le but est de détruire complétement la société actuelle et qui ne reculent devant

facilement recruté leur personnel parmi ces masses de déclassés et de bandits, de gredins et de repris de justice (1), qui fourmillaient dans le Paris impérial, devenu ville de luxe et de misère, et le foyer de toutes les corruptions; ils trouvaient aussi de larges contingents chez les ouvriers, les petits bourgeois et les employés de toutes sortes, pervertis par la presse et les clubs. Aussitôt après la révolution du 4 Septembre, les meneurs se préparèrent à établir la Commune, mélange de la Commune jacobine de 1793 et des idées communistes modernes. En attendant l'occasion favorable, le parti créa dans chaque arrondissement des comités de défense, qui servirent de centres où se traitaient les affaires de la révolution sociale, qui seule préoccupait les chefs et leurs partisans.

aucun moyen : ce parti comptait 50 ou 60,000 sectaires obéissant à Blanqui; les Garibaldiens s'y rattachaient; Flourens, Tibaldi, Sapia, Dombrowski, Millière, peuvent être cités parmi les principaux lieutenants de Blanqui; c'est le parti blanquiste qui a fait le 31 octobre; — 2° les Jacobins, parti politique, non communiste, dirigé par Delescluze, peu nombreux, mais redoutable par sa sauvage énergie; — 3° l'Internationale, qui n'a commencé à jouer directement un rôle politique qu'après la capitulation de Paris et qui alors s'est alliée avec les Blanquistes.

(1) Le général Trochu a fait, à la tribune, l'incroyable aveu que les mairies avaient distribué des fusils à 25,000 repris de justice.

La guerre à outrance et les sorties demandées à grands cris n'étaient que des prétextes pour se préparer à la guerre sociale, la seule que la canaille voulût faire, parce que celle-là seule devait lui rapporter profit. La guerre contre l'ennemi n'était qu'un moyen pour armer et organiser en bataillons les bandes de la prochaine insurrection, pour s'emparer des mairies, partant de l'administration des quartiers insurrectionnels.

Cet État qui se créait dans l'État avait donc son armée, forte d'au moins 100,000 hommes, soldés par la Ville (1), son administration, ses comités secrets, ses journaux, ses clubs, et disposait de la moitié de Paris. Les journaux révolutionnaires sont d'une violence inouïe, mais les clubs les dépassent encore. La trahison est à l'ordre du jour, et il faut se venger des traîtres : moyen commode pour prêcher sans relâche la proscription et le pillage des riches, l'incendie, le vol, l'assassinat, la révolte, la désertion, l'athéisme, l'adultère et les doctrines les plus cyniques. Je ne puis que renvoyer au livre de M. de Molinari (2) les lecteurs curieux de se renseigner sur l'amas

(1) Les gardes nationaux touchaient 1 fr. 50 par jour; s'ils avaient femme, 2 fr. 25.

(2) *Les Clubs rouges.*

immonde de folies, de bêtises, d'infamies sans nom qui se débitaient dans les clubs. Vers la fin du siége, les clubs se tinrent à huis-clos et devinrent de véritables sociétés secrètes, dans lesquelles on acheva de préparer la guerre sociale, que les Rouges annonçaient hautement devoir suivre immédiatement la guerre contre les Prussiens, à laquelle, on ne saurait trop le dire, ils refusaient de prendre part.

Les clubs, en effet, défendent à leur public de s'inscrire dans les compagnies de volontaires ou dans les compagnies de marche formées dans la garde nationale; ceux qui en feront partie sont déclarés traîtres et vendus à la réaction. Pour expliquer une pareille défense faite sous le feu de l'ennemi, on disait que le général Trochu voulait conduire les patriotes à l'abattoir. Les faits répondent aux doctrines. Les bataillons de faubouriens refusent de marcher à l'ennemi ou se sauvent aux premiers coups de fusil; d'autres arrivent au rempart ou à la tranchée tellement ivres, qu'il faut les renvoyer à Paris; le 201e bataillon, en pleine ivresse (1), pille l'église d'Issy et y commet

(1) L'ivrognerie prit des proportions effrayantes dans les classes populaires pendant le siége et surtout pendant la Commune.

les plus révoltants sacriléges. L'immoralité et le cynisme des gens de Belleville étaient tels, que ceux de la Villette en étaient dégoûtés. Traduits devant la cour martiale et flétris pour leur lâcheté par le général Clément Thomas, les gredins l'ont assassiné le 18 mars.

Beaucoup servaient d'espions aux Prussiens, et, sous prétexte d'aller à la maraude, communiquaient chaque jour et ostensiblement avec l'ennemi aux avant-postes ; ils lui apportaient les journaux de Paris, que le prince royal de Prusse et ses officiers lisaient régulièrement à Versailles, et lui faisaient connaître le mot d'ordre. Le général Trochu avait ordonné que les portes de Paris restassent ouvertes : maraudeurs, espions, entraient dans la place et en sortaient librement ! On ne peut expliquer la faiblesse du gouvernement à l'égard du parti révolutionnaire, qui trahissait, qui préparait la guerre civile et qui ne trouvait à l'Hôtel-de-Ville aucune résistance. Les étrangers ne comprenaient rien à cette conduite. « Ce qui nous surprend, disait la *Presse* de Vienne, c'est que Trochu n'agisse pas avec plus d'énergie contre les émeutiers et ne les livre pas aux conseils de guerre. Sans un régime de fer établi dans Paris, le gouvernement provisoire est perdu ».

Mais le général Trochu ne croyait pas que l'on pût dompter la démagogie par la force matérielle : il persistait, malgré l'évidence, à ne lui opposer que la force morale, dont elle n'avait aucun souci; il pensait que si on engageait la lutte avec les factieux, le siége ne pourrait durer; il voulait à tout prix éviter la guerre civile et laissait ainsi libre carrière aux sectaires qui avaient organisé à Belleville une place d'armes où ils faisaient ce qu'ils voulaient, du haut de laquelle ils défiaient l'Hôtel-de-Ville et dans laquelle ils se réfugiaient en cas de besoin, certains d'y trouver un abri assuré. C'était ce repaire qu'il eût fallu détruire.

Il faut dire encore que le 4 Septembre avait fait disparaître la police, qu'on n'osait pas rétablir; qu'il n'y avait aucun moyen de répression; que la force armée était devant l'ennemi; que l'ancienne garde nationale était désorganisée, que la nouvelle était précisément la démagogie armée et enrégimentée, et que, devant la faiblesse et les craintes du gouvernement, les quelques hommes énergiques qui auraient été capables d'agir, se retirèrent ou perdirent confiance et laissèrent faire. Par exemple, les cours martiales et les conseils de guerre acquittèrent sans exception

tous les coupables qu'on fit passer devant eux.

Les Prussiens comptaient toujours que la populace de Paris ferait enfin une révolution qui leur permettrait de devenir les maîtres de la ville. Ce soulèvement attendu par l'ennemi éclata le 31 octobre. Les prétextes étaient la mollesse du général Trochu contre les Prussiens, l'échec du Bourget, la nouvelle de la capitulation de Metz, qui indigna tout Paris (1), enfin l'arrivée de M. Thiers, qui venait, avec l'appui des puissances neutres, proposer à M. de Bismark un armistice, pendant lequel on élirait une assemblée nationale, tous prétextes bien choisis pour exploiter encore une fois l'ineptie politique de la bourgeoisie parisienne et l'entraîner, comme d'habitude, à faire une révolution dirigée contre elle.

En effet, la population de Paris ne comprit rien à la proposition d'armistice appuyée par les neutres ; ignorante des formes de la diplomatie comme de toutes choses, et croyant tout savoir et

(1) On trouve dans le rapport de M. Chaper qu'au premier bruit de la capitulation de Metz (29 octobre), le général Trochu déclara au conseil qu'il n'avait jamais compté sur Metz et que la reddition de Metz ne lui semblait pas changer la situation militaire de Paris. Nous croyons qu'il suffit de citer une pareille déclaration et qu'il est inutile d'y joindre la moindre réflexion.

tout comprendre, elle prit l'armistice pour une capitulation, s'en indigna et abandonna le gouvernement qui voulait commettre cette lâcheté. Tel était le résultat qu'on avait obtenu de l'intervention des foules dans l'exercice de la politique.

L'insurrection du 31 octobre eut des conséquences déplorables ; mais, avant d'en parler, il faut ici s'arrêter un instant et raconter la fin de l'armée de Metz.

IX

Blocus et capitulation de Metz[1]

Après avoir vu le maréchal Bazaine, dans l'histoire de la guerre sous Metz, général inhabile et indécis, nous allons le trouver, dans ce chapitre, négociateur maladroit et manquant à tous ses devoirs militaires.

Le 7 septembre, on apprit à Metz le désastre de Sedan et la révolution du 4 Septembre. Ce fut un cri d'indignation dans toute l'armée quand elle connut la honteuse capitulation de l'Empereur et de ses troupes. « Ah ! nous ne nous doutions pas alors qu'un jour viendrait où il nous faudrait être humbles vis-à-vis de ceux auxquels nous adres-

(1) La source principale dont on s'est servi pour la rédaction de ce chapitre est l'excellent ouvrage intitulé : *Metz campagne et négociations*, par un officier supérieur de l'armée du Rhin.

sions de si sanglants reproches, où notre honneur serait englouti dans une catastrophe mille fois plus déplorable. Qui de nous pouvait prévoir que notre fin soulèverait les flots de l'indignation populaire et qu'il nous serait donné de voir nos chefs bafoués par les femmes de nos campagnes, et nous-mêmes insultés par nos propres concitoyens? L'armée de Sedan succombait du moins sous le canon, après neuf heures de combat, tandis que nous devions périr sous le coup d'odieuses négociations, sans que l'ennemi nous fît même l'honneur de brûler sa poudre, de dépenser ses balles ni ses boulets (1). »

La situation de l'armée et de la ville de Metz devenait de plus en plus grave par la diminution rapide des vivres et des fourrages. Pour sortir de cette situation et éviter une capitulation certaine, on devait en appeler aux armes. Au lieu d'agir ainsi, le maréchal essaya de se tirer d'affaire en négociant, en intriguant avec l'ennemi. Quelques-uns croient que le maréchal Bazaine fut peut-être jeté sur cette déplorable voie par son mécontentement contre la révolution du 4 Septembre, et parce que le gouvernement de la Défense natio-

(1) *Metz, campagne et négociations*, p. 190.

nale s'était donné pour chef le général Trochu, et qu'ainsi le maréchal était placé au second rang. On dit aussi qu'il croyait que Paris ne ferait pas de résistance, ou tout au moins que sa résistance serait de courte durée, et que la guerre serait bientôt terminée. Alors, à la tête de son armée, la seule qui existerait, et maître encore de Metz, Bazaine comptait peut-être jouer un grand rôle, en servant d'appui au gouvernement qui serait établi à ce moment, à la régence probablement, surtout s'il prenait une part active à son établissement, à la conclusion de la paix et à la répression de l'anarchie.

Pour amener les généraux de son armée à adopter une partie de ses projets, dans lesquels l'intérêt du pays est subordonné aux intérêts de son ambition, le maréchal les convoqua le 12 septembre et leur donna connaissance de la situation de la France, sur laquelle on n'avait encore dans l'armée que des renseignements inexacts et exagérés, fournis par les Prussiens. Il déclara ensuite au conseil qu'il attendrait les événements et ne sortirait pas de Metz. Le conseil approuva cette décision, en ne protestant pas contre elle.

Le 14 septembre, le colonel Boyer, aide de camp du maréchal, alla porter une lettre au

prince Frédéric-Charles, en apparence pour lui demander des nouvelles, en réalité pour ouvrir des relations avec le général ennemi; le prince donna les nouvelles demandées et remit des journaux dans lesquels le maréchal trouva une décision grave du roi de Prusse. Dès le 11 septembre, en effet, le gouvernement prussien établi à Reims avait publié dans les journaux de cette ville un communiqué, par lequel on informait la France que les gouvernements allemands n'avaient « pas « reconnu jusqu'à présent d'autre gouvernement « que celui de l'Empereur Napoléon, et qu'à leurs « yeux le gouvernement impérial était le seul, « jusqu'à nouvel ordre, qui fût autorisé à entrer « dans des négociations d'un caractère national. » On ajoutait qu'il n'y avait aucune chance de faire la paix, tant qu'il n'y aurait pas en France un gouvernement reconnu par le pays, et qui pût être considéré comme agissant en son nom;... que les gouvernements allemands pourraient entrer en négociation avec l'empereur Napoléon, dont le gouvernement était jusqu'alors le seul reconnu, ou avec la régence instituée par la loi, et qu'ils « pourraient entrer en communication avec le « maréchal Bazaine, qui tenait son commande- « ment de l'Empereur. »

C'était une invite. Si le maréchal désirait entrer en relation avec les Prussiens, ceux-ci ne demandaient pas mieux que « d'entrer en communication » avec le maréchal : il était donc possible de s'entendre (1).

On s'entendit si bien, que le 23 septembre arriva à Metz un certain M. Régnier, intrigant dont M. de Bismark exploita à son profit l'esprit d'aventure. M. Régnier a raconté son étrange histoire (2). Voulant sauver l'Empire et la France, et aider à la conclusion de la paix, il se rendit en Angleterre, où il essaya inutilement d'obtenir un audience de l'Impératrice, qui était alors à Has-

(1) Dès le 18, M. de Bismark disait à M. J. Favre, pendant l'entrevue de Ferrières : « Il n'est pas hors de propos de vous faire remarquer que Bazaine ne vous appartient pas. *J'ai de fortes raisons de croire* qu'il demeure fidèle à l'Empereur, et par là même qu'il refuserait de vous obéir. »

(2) Voir sa brochure intitulée : *Quel est votre nom? N ou M? Une étrange histoire dévoilée.* — M. Régnier n'est pas un agent prussien, quoiqu'il en ait, de prime abord, toutes les apparences ; c'est un chercheur d'aventures, un personnage bizarre et ambitieux, un esprit malsain, qui s'est cru appelé à jouer un rôle, qui devint, sans s'en douter et par l'aberration de ses propres idées, un agent de M. de Bismark, et qui servit les intérêts de la Prusse en croyant servir ceux de l'Empire et de la France. Arrêté à Versailles, en 1871, pour ses relations avec les Prussiens, il fut mis en liberté, après une instruction longue et sérieuse, qui prouva son innocence en tant qu'agent prussien.

tings ; il parvint seulement à faire écrire sur une photographie, par le prince impérial, quelques mots insignifiants à l'adresse de l'Empereur. Muni de cette pièce, sans valeur aucune, M. Régnier arriva à Ferrières le 20 septembre ; aussitôt il fut introduit auprès de M. de Bismark et lui exposa ses projets. Il voulait, disait-il, faire signer la paix entre le gouvernement impérial restauré et la Prusse, et par là faire cesser la guerre et l'anarchie. M. de Bismark, voyant à qui il avait affaire, résolut de tenter l'aventure et de se servir de M. Régnier pour devenir le maître de Metz à l'aide d'une intrigue. Il accorda à M. Régnier toutes les facilités pour entrer à Metz et en ressortir. M. Régnier partit donc pour Metz, où il entra, comme nous l'avons dit, le 23 septembre, après avoir eu une entrevue avec le prince Frédéric-Charles. Admis auprès des maréchaux Bazaine et Canrobert, en qualité d'attaché au cabinet de l'Impératrice, ce qui était faux (1), M. Régnier leur exposa son plan, devenu celui de M. de Bismark. Le maréchal rendra Metz (2); il se retirera

(1) Le maréchal Bazaine demanda au maréchal Le Bœuf : « Savez-vous ce que c'est que M. Régnier, attaché au cabinet de l'Impératrice ? » (Déposition du maréchal Le Bœuf devant la commission d'enquête, p. 62).

(2) Il faut, dans cette trame impénétrable, faire attention

ensuite avec son armée dans une partie du territoire qui sera neutralisée, et où l'on réunira les Chambres et le conseil d'État; la régence de l'Impératrice sera rétablie et soutenue par le maréchal et son armée; les fonctionnaires de l'Empire reprendront leurs fonctions; puis on traitera de la paix, après quoi l'on soumettra au peuple le choix d'un gouvernement. En attendant, un général de l'armée de Metz, Canrobert ou Bourbaki, sortira de la ville pour aller en Angleterre auprès de l'Impératrice, lui faire connaître le projet et la presser de l'adopter.

Le maréchal Bazaine tomba d'accord sur tout, excepté sur la reddition de Metz; il voulait bien quitter le camp retranché avec son armée, mais il ne pouvait consentir à rendre Metz. Le général Bourbaki, croyant, d'après M. Régnier, que l'Impératrice désirait le voir, ce qui n'était pas vrai, consentit à quitter Metz déguisé et partit pour l'Angleterre, avec l'autorisation du maréchal Bazaine. A son arrivée en Angleterre, l'Impératrice lui déclara qu'elle ne l'avait pas fait demander,

à cette demande de livrer Metz, qui ne peut être faite que par un agent prussien ou par quelqu'un qui ne comprend pas la gravité de ce qu'il demande. Le maréchal, il faut le dire, ne tomba pas complétement dans le piége, et refusa de livrer Metz.

qu'elle ne l'attendait pas et qu'elle refusait de prendre part à de pareilles intrigues.

Le général Bourbaki avait été indignement trompé; il fit tous ses efforts pour rentrer à Metz et y reprendre son commandement; n'ayant pu y parvenir, il alla mettre son épée au service de la République.

M. Régnier, qui avait quitté Metz en même temps que le général Bourbaki, s'était rendu à Ferrières auprès de M. de Bismark; il lui fit connaître, le 28, le résultat de son entrevue avec le maréchal; mais M. de Bismark lui déclara que, pour traiter de la paix, il lui fallait Metz, et qu'il ne pouvait négocier avec lui que s'il était muni des pouvoirs réguliers donnés par le maréchal. On envoya un télégramme au maréchal Bazaine, qui refusa de céder Metz et de donner à M. Régnier des pouvoirs pour traiter de la paix. Aussitôt l'infatigable négociateur partit pour l'Angleterre; mais il ne put parvenir à entraîner l'Impératrice dans cette aventure : elle refusa encore de prendre part à ces négociations ténébreuses.

Le départ du général Bourbaki pour une mission inconnue produisit une grande fermentation dans la ville et dans l'armée. Pour faire taire les plaintes et écarter les soupçons, le maréchal fit

une petite sortie, qui était, selon la formule consacrée, le prélude d'opérations plus sérieuses. Le 27 septembre, il y eut donc l'affaire de Peltre; puis, le 2 octobre, celle de Ladonchamp, et enfin, le 7 octobre, l'affaire des Tapes ou de Saint-Rémy, qui fut le dernier engagement. Les opérations plus sérieuses ne devaient pas être tentées.

Le 4 octobre, après l'affaire de Ladonchamp, le maréchal réunit en conseil tous les généraux pour organiser le départ de l'armée; mais, quelques-uns ayant déclaré que, si on quittait Metz, la ville était infailliblement perdue, on se décida à rester. On voit que Bazaine n'est pas le seul, dans cette armée, qui ait manqué d'énergie et d'intelligence.

En attendant, la situation empirait chaque jour; le résultat de tant d'incapacité, de faiblesse, d'hésitations et de fautes de tout genre, allait bientôt éclater. La disette était sérieuse; l'armée, que les privations avaient affaiblie, était démoralisée par cette longue inaction; une pluie froide et continuelle avait transformé les camps en véritables cloaques, et les soldats n'avaient que des abris de toile; on manquait de bois pour se chauffer; les maladies sévissaient; la ville et les ambulances comptaient vingt mille

blessés et malades; le maréchal ne faisait rien pour relever le moral de son armée; il ne paraissait nulle part, ne visitait ni les camps ni les ambulances : sa pensée était ailleurs.

Les négociations entamées par l'intermédiaire de M. Régnier avaient échoué ; le maréchal voulut les reprendre, et se servit cette fois de son aide de camp, le général Boyer. Mais auparavant il jugea à propos d'avoir l'assentiment de ses généraux : il les réunit donc le 10 octobre, leur exposa encore la situation et obtint leur adhésion à un projet de traité avec le gouvernement prussien. Le général Boyer partit de Metz le 12 octobre, pour aller au quartier général du roi de Prusse, qui était alors à Versailles.

Ces résolutions, soupçonnées plutôt que connues dans l'armée, produisirent une indignation telle, que le maréchal se crut obligé de déclarer qu'il ne capitulerait pas. Nous savons maintenant que cette formule signifie précisément qu'on va capituler.

Le 17, le général Boyer revint à Metz, y fit connaître l'état d'anarchie où se trouvait la France, et l'ultimatum de M. de Moltke.

On ne voulait accorder à l'armée de Metz d'autre condition que la capitulation pure et simple,

comme à l'armée de Sedan; mais, soit pour amortir l'effet de ces conditions rigoureuses et empêcher le maréchal de prendre une résolution énergique, soit qu'il voulût réellement traiter (1), M. de Bismarck avait fait dire que, si l'Impératrice consentait à négocier, et si l'armée s'engageait à appuyer la régence, il pourrait alors traiter avec le maréchal Bazaine.

Le 18, le maréchal et les généraux réunis en conseil décidèrent que le général Boyer serait envoyé auprès de l'Impératrice; et le 24, le maréchal Bazaine reçut une dépêche de M. de Bismark, qui lui annonçait que l'Impératrice refusait de prendre part à toute négociation et de signer un traité ayant pour base une cession de territoire. M. de Bismark ajoutait que d'ailleurs le pays ne donnerait aucun appui au gouvernement impérial; que le roi de Prusse ne voulait pas, en traitant avec l'Empereur, sembler l'imposer à la France et se mêler de ses affaires intérieures; que le maréchal n'avait pas fait remettre par le général Boyer les garanties qu'on lui avait demandées, c'est-à-dire la cession de Metz et l'en-

(1) On sait que M. de Moltke n'était pas toujours d'accord avec M. de Bismark : l'un ne voyait que la guerre, l'autre ne se préoccupait que de la diplomatie.

gagement de tous les généraux à rétablir la régence ; que dès lors il n'y avait plus lieu de continuer les négociations politiques, et que, la question se posant militairement, c'était aux événements de la guerre seuls qu'il appartenait de la résoudre.

M. de Bismark paraît avoir aimé à donner, à l'occasion, une leçon de conduite ou de tenue aux généraux et aux hommes d'État incapables que le hasard des événements mettait en rapport avec lui. Il était impossible de rappeler plus cruellement à un maréchal de France qu'il devait, qu'il aurait dû combattre. Le conseil des généraux, encore réuni, ne comprit pas la leçon et ne sut pas faire son devoir ; au lieu de donner l'ordre de combattre, il envoya le général Changarnier auprès du prince Frédéric-Charles, pour obtenir que l'armée pût se retirer dans le midi de la France ou en Algérie. Le prince refusa, et un dernier conseil fut tenu, qui décida qu'on capitulerait. En conséquence, le général Jarras, chef d'état-major, alla au château de Frescaty, quartier général du prince Frédéric-Charles, et signa, le 27 octobre, la capitulation de Metz, qui fut approuvée le 28 par le maréchal et ses lieutenants.

L'excellent historien qui a écrit la campagne et les négociations de Metz se demande, en homme de cœur, ce qu'on devait faire, et répond : « Tout, excepté ce qui a été fait ; » et il a raison. En effet, il y avait autre chose à faire qu'à remettre intacts à l'ennemi les forts de Metz, 541 canons de campagne, 800 canons de siége, dont une partie servit à canonner Paris, le matériel pour 85 batteries, 66 mitrailleuses, 300,000 fusils, 2,000 voitures du train, les drapeaux, et à faire déposer les armes, avant qu'ils aient combattu, à 153,000 hommes (1), dont 3 maréchaux, 50 généraux et 6,000 officiers.

Il est inutile de faire des réflexions sur de pareilles hontes ; il vaut mieux en abréger le récit et se hâter d'arriver à la fin de ce douloureux chapitre.

Les honneurs de la guerre que l'ennemi accordait à l'armée de Metz furent refusés par le maréchal, parce qu'il eut peur sans doute d'être insulté pendant le défilé de l'armée et parce qu'il craignit avec raison qu'au moment de déposer leurs armes, ses soldats exapérés, au lieu de les

(1) Avec 20,000 blessés et malades, le chiffre des prisonniers de Metz est de 173,000 hommes.

rendre, n'en vinssent aux mains avec l'ennemi.

Il manqua à son devoir et viola les règlements militaires (1) en acceptant pour lui, pour les généraux et les officiers, des conditions et un traitement autres que ceux qui étaient accordés à la troupe et qui devaient être les mêmes.

Il trompa l'armée pour lui enlever ses drapeaux et les livrer aux Prussiens, qui n'auraient pas osé venir les lui arracher. Il ordonna de les porter à l'arsenal où ils devaient être brûlés ; il ne les brûla pas et en livra 53 au prince Frédéric-Charles; 31 drapeaux furent détruits par quelques colonels et par le général Desvaux, commandant la garde impériale, qui se méfiaient justement de Bazaine. Non content d'avoir commis l'acte, le maréchal a essayé de le justifier. « A quoi « bon, dit-il dans son rapport, se préoccuper de « ces *lambeaux d'étoffe* qui n'ont de valeur mo- « rale que quand ils sont pris sur le champ de « bataille? ils n'en ont aucune quand ils sont dé- « posés dans un arsenal. »

Il trompa encore l'armée quand, dans sa dernière proclamation, où il osa se comparer à Mas-

(1) Article 4 du décret de 1812 et article 218 de l'ordonnance du 3 mai 1832.

séna, à Kléber et à Gouvion Saint-Cyr, il dit à ses soldats que Metz et son armement reviendraient à la France après la paix. L'armée crut un instant à la vérité de cette allégation, qui laissait supposer qu'il y avait quelque chose de stipulé pour la restitution de Metz à la France. On sut bientôt à quoi s'en tenir, quand le texte de la capitulation fut publié.

Enfin, il abandonna son armée et partit seul. Aussi, quand il quita Ars-sur-Moselle, le 29 octobre, la population, avertie de son passage, se précipita à sa rencontre, brisa les glaces de sa voiture, le hua, et il ne put continuer sa route vers le quartier général du prince Frédéric-Charles que sous la protection des gendarmes prussiens (1).

Ce fut le 29 octobre, au milieu de la consternation et de la douleur de la ville et de l'armée, que les Prussiens prirent possession de Metz, des forts, des armes et des drapeaux, et que nos soldats devinrent les prisonniers d'un ennemi indigne de ces prodigieuses et inespérées faveurs

(1) Le maréchal Bazaine a publié, sous le titre de : *l'Armée du Rhin* (1 vol. in-8°, 1872), un mémoire justificatif de sa conduite. Nous nous croyons obligé de dire qu'après avoir lu cet ouvrage avec beaucoup d'attention, nous n'y avons rien trouvé qui justifie le maréchal.

de la fortune. Les Prussiens se montrèrent, en effet, d'une dureté révoltante envers les hommes que Bazaine leur avait livrés, et qu'ils laissèrent mourir en grand nombre de froid, de faim et de misère, dans la boue de leurs avant-postes.

Le général prussien (Von Kameke), auteur de *la Guerre sous Metz*, déclare que capituler dans une position presque inexpugnable, avant d'avoir fait une tentative désespérée, est un fait inouï. Aussi la France refusa-t-elle de croire à la reddition de Metz sans combat, et quand M. Gambetta eut poussé le cri de trahison, tout le monde le répéta après lui. Qui pourrait soutenir, en effet, que le maréchal Bazaine a fait son devoir?

Après son facile triomphe (1), le prince Frédéric-Charles et la plus grande partie de son armée furent envoyés contre l'armée de la Loire. On verra plus loin les conséquences de son arrivée. D'autres troupes, sous le commandement du général de Manteuffel, furent dirigées sur Amiens et Rouen ; d'autres enfin vinrent renforcer l'armée qui assiégeait Paris, et qui s'était dégarnie pour opposer quelques forces à notre armée de la Loire.

(1) L'investissement de Metz n'a coûté aux Prussiens que 5,482 hommes. Ils en ont perdu 11,563 sous Paris.

X

Le 31 Octobre. — La capitulation de Paris.

Le 31 octobre, le parti de la Commune se souleva pour la quatrième fois contre le gouvernement du 4 Septembre. Il avait mieux pris ses mesures, et l'attaque faillit réussir et réaliser enfin l'espoir de M. de Bismark.

Après le 4 septembre, les maires de Paris avaient été nommés au nom du gouvernement par M. Gambetta, ministre de l'Intérieur. Les révolutionnaires demandaient depuis longtemps que l'on procédât immédiatement aux élections, afin de mettre à la tête des mairies et dans le conseil municipal leurs principaux chefs. Après cela, ils comptaient établir facilement la Commune, c'est-à-dire leur gouvernement, et en attendant ils soulevaient contre l'Hôtel-de-Ville une partie de la population, qui croyait qu'il s'a-

gissait seulement de rendre à Paris ses libertés municipales, ses franchises communales.

Le 31 octobre, les bandes communardes et jacobines, sous les ordres de Blanqui, Flourens, Millière, Delescluze, Tibaldi, se réunirent sur la place de l'Hôtel-de-Ville au cri de : la Commune ! Bientôt elles entrèrent dans l'Hôtel-de-Ville, en devinrent maîtresses sans coup férir, et firent prisonniers la plupart des membres du gouvernement et le général Tamisier, commandant en chef de la garde nationale, qui furent gardés comme otages dans la salle du conseil et menacés de mort, s'ils ne donnaient leur démission. Tous refusèrent courageusement. Les chefs de l'insurrection cherchaient, au milieu du désordre, à composer le nouveau gouvernement : ce qui n'était pas facile, à cause des prétentions nombreuses qu'il fallait satisfaire. La Commune était proclamée, et, avec un personnel moins aviné et moins tumultueux, elle était établie.

Quoique le rappel battît de tous côtés, la garde nationale ne bougeait pas : elle laissait renverser le gouvernement du général Trochu, dont elle était mécontente ; elle acceptait, comme toujours, le fait accompli, et s'attendait à faire le lendemain des élections pour installer un nouveau gouver-

nement sous la présidence de M. Dorian, l'idole du moment. Mais quand la bourgeoisie parisienne sut que Blanqui allait être nommé dictateur et que la ville était sur le point de tomber aux mains de ses bandes, elle se ravisa et se leva en masse. La garde nationale répondit enfin à l'appel de M. Ernest Picard et marcha sur l'Hôtel-de-Ville pour en chasser les insurgés. Il était sept heures du soir. Les membres du gouvernement étaient toujours prisonniers (1), outragés et menacés de mort; la salle du conseil était remplie par les tirailleurs de Flourens; leurs chefs, Flourens et Millière, piétinaient sur la table et proclamaient la déchéance du gouvernement, quand le commandant Ibos, qui venait d'entrer à l'Hôtel-de-Ville (2), pénétra dans la salle du conseil à la tête d'une centaine de gardes nationaux; se croisant les bras devant Flourens, il s'écria : « Vive Trochu! vive le gouvernement de la Défense nationale! » Aussi énergique en action qu'en paroles, le brave commandant Ibos et ses hommes se jetèrent sur les tirailleurs et leur arrachèrent

(1) L'Hôtel-de-Ville avait été occupé par les insurgés vers une heure.

(2) Avec les 17ᵉ et 106ᵉ bataillons.

le général Trochu (1), Emmanuel Arago et Jules Ferry, qu'ils mirent en liberté. Jules Favre, Jules Simon, Garnier-Pagès, Pelletan, les généraux Le Flô et Tamisier restèrent prisonniers. Après le vigoureux coup de main du commandant Ibos, la garde nationale, conduite par M. Jules Ferry (2) et les colonels Roger (du Nord) et Ferri-Pisani, allait forcer les portes de l'Hôtel-de-Ville, lorsque Delescluze, accompagné de M. Dorian, se présenta et dit à M. J. Ferry : « Les gens qui sont dans l'Hôtel-de-Ville sentent qu'ils ne sont pas les plus forts, mais ils tiennent vos collègues et peuvent les tuer. Le plus sage est d'obtenir que l'Hôtel-de-Ville soit évacué purement et simplement ; je m'en charge ». La transaction fut acceptée sans autre engagement, disent les uns ; ce qui est démenti par d'autres, qui affirment qu'on s'engagea à mettre en liberté des chefs de l'insurrection et à faire sans délai les élections municipales.

(1) Qui s'en alla dîner. (*Déposition du général Ducrot* devant la commission d'enquête, p. 89.)

(2) M. Roger (du Nord) venait d'être nommé commandant de la garde nationale par le général Trochu, quand M. J. Ferry arriva auprès du gouverneur et le décida à partager le commandement de la garde nationale entre M. Roger (du Nord) et lui, J. Ferry. Investi du commandement, M. J. Ferry s'en servit pour transiger avec les factieux. (*Déposition du général Ducrot*, p. 90.)

Quoi qu'il en soit, cette transaction eut pour conséquence d'assurer plus tard l'impunité des coupables en arrêtant l'action de la justice ou en l'atténuant.

Pendant ce temps, plusieurs bataillons de mobiles entraient dans l'Hôtel-de-Ville par un souterrain et ouvraient les portes à la colonne de M. Jules Ferry. Au moment d'être délivré, le général Le Flô, craignant d'être fusillé, empoigna Millière au collet et le menaça de le jeter par la fenêtre si on tirait sur les ôtages, qui furent enfin mis en liberté; mais en même temps on laissait partir Millière, Flourens et les ignobles cohues qui encombraient l'Hôtel-de-Ville (1). M. Ernest Picard et le général Trochu voulaient que l'on agît avec vigueur contre les Rouges; Rochefort, qui plus d'une fois a fait preuve d'intelligence et de bon sens dans le conseil, demanda aussi une répression énergique de l'attentat (2). « Aucune punition, disait-il, ne pouvait être assez rigoureuse contre des hommes qui ont quitté leur poste devant l'ennemi pour venir renverser violemment

(1) M. J. Ferry fit mettre en liberté 280 prisonniers et les renvoya avec leurs armes. (*Déposition du général Ducrot*, p. 92.)

(2) Voir le rapport de M. Chaper.

le gouvernement ». Mais MM. Jules Simon et Garnier-Pagès parlèrent contre la répression, montrèrent le danger de la guerre civile, qui ouvrait, prétendaient-ils, Paris aux Prussiens ; bref, six voix contre quatre repoussèrent l'arrestation des chefs de l'insurrection, arrestation qui fut enfin ordonnée le 2 novembre. Vingt des principaux meneurs furent livrés à la justice, mais ils furent acquittés par les conseils de guerre.

Le 3 novembre, la population et l'armée furent appelées à déclarer par un vote plébiscitaire, si elles voulaient conserver le gouvernement du 4 Septembre ; 558,000 *oui* contre 62,000 *non* lui donnèrent un éclatant témoignage de confiance, mais ne purent lui donner l'intelligence de la situation et l'énergie qui lui manquaient. On peut juger de l'incurable aveuglement des membres de la Défense nationale, en lisant l'histoire de ce gouvernement publiée par M. J. Favre ; on y trouve des euphémismes prodigieux pour désigner les abominables sectaires qui paralysaient la défense. Le subtil académicien les appelle des agitateurs, des égarés, et leurs criminelles attaques ne sont plus que de « généreuses colères ! » Aussi les factieux recommencèrent-ils bientôt leurs complots.

Après le plébiscite, on procéda aux élections municipales. La population nomma les maires et les adjoints des divers arrondissements ; les choix furent en général assez bons, mais dans plusieurs arrondissements les mairies tombèrent au pouvoir des communards, qui y préparèrent la future insurrection.

Pendant ce temps, des négociations s'ouvraient à Versailles. Nous avons dit que M. Thiers avait été envoyé à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Florence pour y demander une médiation armée ou au moins une intervention des puissances en notre faveur. Parti de Paris le 12 septembre, M. Thiers était revenu à Tours le 20 octobre, sans avoir obtenu ce qu'il désirait, c'est-à-dire un secours par les armes. L'Angleterre et la Russie, de qui tout dépendait, étaient résolues à laisser les événements s'accomplir et à permettre à la Prusse, en écrasant la France, de détruire l'équilibre de l'Europe ; quant à l'Autriche, menacée de la guerre par la Russie, elle ne pouvait rien faire de décisif, et l'Italie, qui, paraît-il, était bien disposée, ne pouvait agir seule. M. Thiers avait obtenu cependant, à Saint-Péterbourg, l'appui du Czar pour négocier un armistice. L'Angleterre, afin de ne ne pas rester

en deçà de la Russie ; l'Autriche et l'Italie, par bon vouloir, se réunirent à la Russie et demandèrent à la Prusse qu'elle consentît à négocier un armistice rendant possible la convocation d'une assemblée nationale chargée de décider de la paix ou de la guerre, le gouvernement français, après l'entrevue de Ferrières, ne pouvant plus faire de lui-même de nouvelles ouvertures à M. de Bismark.

L'opinion publique en Europe, depuis cette entrevue, se prononçait de plus en plus contre l'ambition de l'Allemagne ; la courageuse résistance de Paris réveillait partout les sympathies en notre faveur. M. de Bismark, bien que décidé à repousser toute intervention des neutres et à conserver à la Prusse sa liberté d'action complète, accorda l'armistice que les puissances demandaient au nom de la France ; il accorda également, sur la demande de lord Granville, un sauf-conduit à M. Thiers pour traverses les lignes prussiennes et venir à Paris conférer avec les membres de la Défense nationale.

Au fond, la Prusse désirait finir la guerre le plus tôt possible, afin que ses conquêtes lui coûtassent moins d'hommes. La résistance opiniâtre de Paris, la formation des armées de Paris et de

la Loire, la crainte de voir durer encore deux mois une situation inquiétante, sinon dangereuse, tout nous servait encore, comme au 9 octobre. Mais notre situation avait diminué; nous n'avions plus Metz, et sa chute ignominieuse avait exaspéré nos sentiments patriotiques; on voulait lutter encore et vaincre l'ennemi, dont l'orgueil et les exigences s'accroissaient naturellement à chaque nouveau succès. Dans de pareilles conditions, il était difficile de se mettre d'accord, le vaincu ne l'étant pas assez pour se résigner à l'avouer.

M. Thiers arriva à Versailles le 29 octobre, et se rendit à Paris. Il insista auprès du gouvernement sur la nécessité d'élire une assemblée et de procéder aux élections, que demandaient les départements; il combattit l'opinion de M. Gambetta, qui, à Tours, s'opposait de tout son pouvoir à la convocation d'une assemblée, parce qu'il se préoccupait avant tout de fonder la république radicale et qu'il craignait que les élections ne lui fussent pas favorables. M. Thiers engagea le gouvernement à accepter l'armistice, parce qu'une fois la négociation nouée, on pourrait peut-être obtenir l'intervention des puissances. Le gouvernement fut convaincu et chargea

M. Thiers d'aller à Versailles négocier avec M. de Bismark; il partit le 31 octobre, au moment même où l'insurrection éclatait. Aussi, à la première entrevue, M. de Bismark annonçait à M. Thiers que le gouvernement de Septembre, au nom duquel il venait traiter, était probablement renversé. Quand on connut la défaite des Rouges, les négociations s'ouvrirent. M. Thiers demandait un armistice de vingt-cinq jours, pendant lequel on ferait les élections à l'Assemblée nationale; il demandait aussi que Paris pût se ravitailler et recevoir la quantité de vivres qu'il consommerait pendant l'armistice. Pour consentir à cette seconde demande, M. de Bismark, faisant valoir les raisons militaires, exigeait qu'on lui remît un des forts de Paris, parce que, disait-il, l'armistice prolongerait notre résistance. En effet, l'armée du prince Frédéric-Charles aurait été immobilisée à Metz pendant 25 à 30 jours, ainsi que l'armée du prince royal autour de Paris, et pendant ce temps notre armée de la Loire achevait de s'organiser, et les armes achetées à l'étranger arrivaient en France. On ne put s'entendre, et, le 6 novembre, les négociations furent rompues.

Les avantages incontestables de l'armistice pour la France avaient décidé la délégation de Tours,

M. Gambetta excepté, et quelques-uns des membres du gouvernement de Paris, à l'accepter. Si on avait su que Paris avait des vivres encore pour deux mois et demi, on aurait pu signer l'armistice sans ravitaillement et traiter de la paix, qui eût été un peu moins douloureuse que celle qu'il a fallu subir plus tard. On prétend, en effet, qu'alors on pouvait faire la paix en cédant l'Alsace et en payant deux milliards, tandis que les Prussiens annonçaient déjà qu'après la prise de Paris, ils exigeraient l'Alsace, la Lorraine et 5 milliards; cependant nous avons quelque peine à croire que, tenant Metz, ils l'eussent rendu à la France, même démantelé. Les sentiments et l'honneur l'emportèrent sur la froide raison et les intértês, et nous nous rangeons à l'opinion de ceux qui croyaient alors que la France ne pouvait pas signer la paix sous le coup de la honte de Metz, pas plus qu'elle n'avait pu la conclure sous le coup de la honte de Sedan. Un grand pays surpris par l'invasion, mais pouvant encore se défendre, même sans espoir d'être complétement victorieux, devait combattre et sauver son honneur, au lieu d'abdiquer militairement, parce que, comme l'a si bien dit le général Ducrot : « Une nation comme la nôtre se relève toujours de ses ruines matérielles; elle ne

se relève jamais de ses ruines morales. Notre génération souffrira peut-être plus de cette ruine, mais nos enfants bénéficieront de l'honneur que nous aurons sauvé ».

A ce moment, les forces de Paris étaient organisées et pourvues d'artillerie. On avait 200,000 hommes en état de combattre. Je ne parle pas de la garde nationale, placée sous les ordres supérieurs du général Clément-Thomas ; elle avait la garde de la ville et des bastions de l'enceinte ; j'arrive à l'armée régulière. Elle se divisait en deux masses. L'armée active comptait 100,000 hommes et se composait d'anciens régiments, de régiments de marche et de régiments de mobiles ; elle était commandée par le général Ducrot et se divisait en trois corps d'armée (Blanchard, Renault, d'Exéa) ; elle comptait aussi une division de cavalerie et une artillerie nombreuse et solide. Le général Vinoy était à la tête d'une seconde armée, de 100,000 hommes également, répartie en six divisions et composée de régiments de marche et de mobiles, de marins, de douaniers, de forestiers, de gendarmes, de sergents de ville et de gardes nationaux mobilisés. Vinoy était chargé de la défense des forts et de faire les sorties locales. Il y avait encore le corps d'armée de Saint-

Denis, placé sous les ordres de l'amiral La Roncière.

Les troupes avaient bien été aguerries dans les nombreux engagements qu'elles avaient eus avec les Prussiens; mais, en général, elles manquaient de discipline, d'obéissance, d'esprit militaire, et une partie de la garde nationale était, comme nous l'avons dit, bien plus l'ennemie de la société française que de l'armée prussienne.

An moment où le général Trochu allait lancer l'armée de Ducrot sur la route de Rouen et mettre son projet à exécution, on apprit à Paris la victoire de Coulmiers. Population et gouvernants s'imaginèrent aussitôt que l'armée de la Loire arrivait; on voulut absolument que le général Trochu marchât à sa rencontre, et, sous cette pression irrésistible de l'opinion, il fallut renoncer à un projet bien étudié, et dont les préparatifs devinrent inutiles, pour combiner un nouveau mouvement.

L'armée, forte d'environ 100,000 hommes, fut rassemblée à l'est de Paris, sur la Marne; elle devait franchir cette rivière, enlever les hauteurs de Villiers, de Cœuilly, de Chennevières, et, si elle réussissait, se porter sur Lagny et de là au-devant de l'armée de la Loire. L'attaque débuta le 28 no-

vembre par l'occupation du plateau d'Avron, que l'amiral Saisset couvrit de canons de marine, à l'aide desquels il menaçait au loin les positions de l'ennemi à Chelles et à Gournay. Les forts de Rosny, de Nogent et de Charenton, ainsi que la redoute de la Faisanderie et les ouvrages de la presqu'île de Saint-Maur allaient appuyer de leur puissante artillerie les opérations prochaines. Le passage de la Marne devait avoir lieu le 29 et la bataille s'engager aussitôt. Ce jour-là, pour faire diversion, on attaquerait les Prussiens : au nord, à Épinay et à Drancy ; à l'ouest, à la Malmaison ; au sud, à l'Hay.

Le général Ducrot avait donné l'ordre de jeter les ponts sur la Marne dans la nuit du 28 au 29. M. Krantz, ingénieur en chef de la navigation, était chargé de cette opération. Le matériel, rassemblé à Paris, fut amené par eau à Saint-Maur ; le convoi de bateaux et de pontons était remorqué par des bateaux à vapeur. Le souterrain de Saint-Maur fut franchi ; mais, arrivé au pont de Joinville, on fut obligé de s'arrêter : le pont de Joinville avait été détruit en partie et ses matériaux encombraient le lit de la Marne ; les arches non détruites laissaient seules passage à la rivière, qui sous ces arches avait un courant très-fort. Le

hasard voulut qu'une crue subite et éphémère se déclarât dans la Marne le 28; le courant était devenu si violent, que M. Krantz ne parvint à franchir le pont de Joinville qu'après avoir perdu beaucoup de temps et avoir failli faire sombrer ses pontons. Les ponts, à cause de ce retard, ne purent être jetés pendant la nuit; il fallut remettre l'opération au lendemain.

Pour tromper l'ennemi, qui était informé de notre mouvement sur la Marne, Trochu laissa le général Vinoy faire l'attaque sur l'Hay. L'amiral Pothuau, avec ses marins et deux bataillons de la garde nationale, enlevèrent vivement la Gare-aux-Bœufs, près de Choisy-le-Roi; l'Hay fut attaqué et allait être occupé quand l'ordre de battre en retraite fut donné (1). A l'ouest, le général de Beaufort fit une grande reconnaissance sur la Malmaison et Buzenval. La diversion sur Épinay et Drancy fut remise au lendemain 30.

La bataille principale s'engagea le 30. Le général Ducrot passa la Marne sur douze ponts,

(1) Le général Vinoy se plaint, dans son livre, d'avoir été oublié; il reproche au général Trochu de lui avoir laissé faire une attaque meurtrière et inutile. Le général Ducrot regrette au contraire que Vinoy ait abandonné les positions qu'il avait enlevées.

entre Joinville et Brie-sur-Marne, pendant que la division Susbielle traversait la rivière à Charenton.

La journée du 29 avait donné aux Prussiens le temps de rassembler des forces assez considérables devant la Marne. Quand la bataille s'engagea, le général Ducrot avait devant lui environ 55,000 hommes (Wurtembergeois, Saxons, Prussiens) et 150 canons, sous les ordres du général de Tumpling. Le premier corps (Blanchard) enleva Champigny ; le deuxième corps (Renault) se porta sur Villiers, fut repoussé un moment, mais notre artillerie écrasa celle des Prussiens et nos troupes purent reprendre leurs positions sur le plateau de Villiers; le troisième corps (d'Exéa) s'empara de Brie (1). Alors toute l'armée se porta en avant et refoula les Prussiens dans leurs retranchements de Noisy-le-Grand, de Villiers et de Cœuilly. Cette journée du 30 novembre, appelée la bataille de Villiers, était un succès, incomplet il est vrai, mais certain.

Pendant ce temps, la division Susbielle, partie

(1) Le 3e corps devait tourner Villiers et Cœuilly, et appuyer l'attaque du 2e corps; il arriva trop tard, et ce retard est une des principales causes de notre échec. (*Déposition du général Ducrot*, p. 96.)

de Charenton, attaquait Montmesly et était repoussée sur Créteil, protégée dans sa retraite par le général Vinoy. Ce même jour 30, l'amiral La Roncière faisait attaquer Drancy. qu'il occupait, ainsi que la ferme de Groslay, l'ennemi n'osant pas bouger de ses retranchements. La brigade Hanrion (1) attaquait le village d'Épinay, l'enlevait avec entrain, mais l'évacuait aussitôt après. Ces reculades continuelles brisaient le ressort du soldat, qui s'irritait de voir sans cesse ses efforts et ses succès ne produire aucun résultat.

Le 1er décembre, le général Ducrot resta dans l'inaction ; il se contenta de fortifier les villages de Brie et de Champigny. Notre artillerie était excellente, mais notre infanterie avait plus d'élan que de solidité et de discipline. Avec de meilleures troupes, le général Ducrot aurait obtenu un succès décisif, parce qu'il aurait pu recommencer le combat le 1er décembre, tandis qu'il fut obligé de consacrer cette journée à remettre l'ordre dans son armée, assez ébranlée par la lutte, le froid et le manque de solidité. Les Prussiens profitèrent du temps qu'on leur accordait : ils envoyèrent des renforts aux troupes qui avaient

(1) Le 135e de marche, trois bataillons de mobiles de la Seine et deux compagnies de marins-fusiliers.

combattu le 30, et chargèrent le général de Fransecky de recommencer le combat le 2 décembre. Nos troupes furent attaquées à l'improviste, mais les Allemands furent repoussés malgré leurs efforts. Cette journée est celle de Champigny. Malgré la retraite des Prussiens, la question n'était pas résolue ; il fallait leur enlever les hauteurs fortifiées sur lesquelles ils s'étaient repliés. Devant l'impossibilité de s'emparer de ces retranchements, le général Ducrot se décida à repasser la Marne ; ce qu'il fit, le 3, sans être inquiété par les 80,000 hommes qu'il avait devant lui. Nos pertes dans ces deux journées sont d'environ 8,000 hommes; celles des Prussiens, de 5,000 hommes, la plupart atteints par nos obus.

M. Gambetta, en annonçant cette bataille à la France, publia les télégrammes les plus invraisemblables : soit parti pris de ne pas dire la vérité, soit ignorance de la géographie, le général Trochu, disait-il, avait pris Épinay-sur-Orge, au sud de Longjumeau ; et, changeant les distances, il en concluait que Trochu et d'Aurelle n'étaient plus qu'à 12 ou 13 lieues l'un de l'autre. Paris était débloqué, les deux armées allaient se réunir, et la victoire serait complète. Beaucoup de gens, même à Versailles, crurent à ces étranges

assertions; et quand on leur disait qu'il fallait y prendre garde, et que si le roi de Prusse restait bien tranquillement à Versailles, c'est qu'évidemment Paris n'était pas débloqué, ils répondaient que si le roi de Prusse ne s'en allait pas, c'était parce qu'il ne le pouvait plus, et qu'il était prisonnier. Le dictateur de Tours avait des lecteurs dignes de lui.

Non-seulement Paris n'était pas débloqué, mais l'armée de la Loire, pendant ce temps-là, venait d'être battue à Loigny, devant Orléans, le 2 décembre, comme on le verra plus loin.

Sur ces entrefaites, un parlementaire de M. de Moltke apportait au général Trochu une lettre par laquelle on l'informait qu'Orléans était retombé au pouvoir des Allemands; M. de Moltke lui proposait d'envoyer un de ses officiers pour vérifier ce fait. Le général Ducrot dit au général Trochu qu'il pensait que les Prussiens en avaient assez, qu'ils voulaient traiter, et il engagea le gouverneur de Paris à s'en assurer. Le général Trochu crut au contraire que c'était un piége et que les Prussiens voulaient seulement le compromettre, comme ils avaient fait de Bazaine. Il coupa court à ces ouvertures en écrivant à M. de Moltke une fanfaronnade qui fut très-approuvée par la

population parisienne. Cependant le général Ducrot et MM. J. Favre et E. Picard, qui pensaient comme lui avaient raison. Les Prussiens en avaient assez et leurs alliés en avaient trop. Hanovriens, Saxons, Wurtembergeois, Bavarois, tous détestaient les Prussiens et avaient hâte de voir finir la guerre, dont tout le poids tombait principalement sur eux, qui cependant n'avaient pas grand'chose à y gagner. Un Saxon nous disait un jour : « Vous êtes plus heureux que nous, vous autres Français : quand la guerre sera finie, vous serez débarrassés des Prussiens, tandis que nous Saxons, nous serons sous leur domination plus encore qu'avant la guerre. » Les Wurtembergeois disaient à nos officiers, après Champigny, que le général Trochu ferait la paix, s'il le voulait, et à d'honorables conditions. La Prusse était obligée jusqu'à un certain point de tenir compte du mécontentement de ses alliés et de leur désir de voir finir la guerre. Pour nous, l'armée de Ducrot venait d'obtenir un demi-succès ; nous avions encore les armées de la Loire, du Nord et de Paris, qui nous permettaient de discuter les conditions de la paix, de dire non si elles étaient trop dures, et de continuer la lutte ; tandis que plus tard, quand toutes les armées eurent été

battues et que Paris se trouva sans pain, il fallut accepter, la corde au cou, les conditions imposées par l'ennemi. L'honneur exigeait que l'on continuât à combattre après Sedan, peut-être encore après Metz; mais après Champigny et Orléans, la raison et l'intérêt du pays exigeaient que l'on fît la paix, au moins que l'on tentât de la faire, surtout, je le répète, après le demi-succès de Champigny.

Mais le général Trochu s'y opposa, en faisant valoir qu'on ne savait pas au juste ce qui se passait en province; qu'on pouvait peut-être sauver Paris en combattant, parce que la résistance de Paris permettait à la province de tenter un dernier effort; qu'on ne pouvait capituler tant qu'on avait des vivres et tant que la province combattait : car, ajoutait-il, si on capitule, la province pourra dire : Si vous aviez tenu huit jours de plus, tout était sauvé. Ces raisons étaient irréfutables, parce que le devoir d'une place forte assiégée est de tenir jusqu'au bout. Mais alors il ne faut pas renfermer le gouvernement dans Paris assiégé ; car la capitulation de Paris, se rendant à discrétion, faute de pain, sera une affreuse calamité pour la France; ou bien, en pareil cas, il faut agir en chef d'État, en homme politique, et

non pas en simple général de division commandant une place, et savoir discerner les devoirs qui résultent de la position qu'on occupe.

Je me résume. Je ne crois pas qu'on dût faire la paix après Sedan ; peut-être devait-on la faire au 13 ou au 31 octobre : mais à coup sûr il était nécessaire, indispensable de traiter en décembre, après les batailles de Champigny et de Loigny.

Le 21 décembre, on fit une grande sortie au nord pour appuyer les opérations du général Faidherbe dans les départements du nord. Mais, comme toujours, la lenteur de nos mouvements et le peu de ténacité de notre armée firent échouer cette entreprise (1). On attaqua le Bourget sans pouvoir l'enlever, mais on resta maître de Drancy. Pendant ce temps, on faisait deux diver-

(1) L'ennemi avait, comme toujours, été prévenu de cette attaque : ses espions, les déserteurs, la fermeture des portes de Paris deux jours à l'avance, les reconnaissances faites par un très-nombreux état-major, indiquaient toujours aux Prussiens que quelque chose se préparait. « L'assiégé, dit le major Blume, mettait fort peu d'adresse à dissimuler ses projets. Qu'on nous permette de citer à ce sujet un détail fort curieux : longtemps avant le commencement de chaque opération offensive, on hissait sur le Mont-Valérien un pavillon-signal, dont le sens était bien connu de nos avant-postes; naturellement, ceux-ci prenaient aussitôt toutes leurs dispositions pour être prêts au combat ». (Page 255 de la traduction française.)

sions : l'une à l'est, à la Ville-Évrard, qu'on enleva aux Saxons ; l'autre à l'ouest, à Buzenval.

A quelques jours de là, le 27, les Prussiens commencèrent le bombardement de Paris. Avant d'en parler, il faut donner quelques détails sur l'état de la ville à ce moment. Les désordres que nous avons signalés et flétris tout à l'heure se continuaient ; mais ce n'est pas ce tableau honteux que nous voulons remettre sous les yeux du lecteur : il faut, au contraire, opposer au Paris hideux des faubourgs, le Paris du centre, le Paris bourgeois, honnête, dévoué, patriote et faisant noblement son devoir.

Les bataillons composés des gardes nationaux de ces quartiers formaient un contraste complet avec ceux des faubourgs : ici, des hommes souvent ivres et lâches, débraillés et criards ; là, des hommes sérieux, tenaces, disciplinés, voulant défendre Paris, supportant avec courage et résignation les rudes épreuves du blocus, le froid, les privations, les fatigues du service, et allant au feu, quand on les y menait, au moins avec un véritable entrain, sinon avec la solidité de vieilles troupes (1).

(1) Le général Trochu était absolument opposé, non sans raison, à l'idée d'employer la garde nationale comme troupe de guerre.

La population, réduite d'abord à une ration quotidienne de 100 grammes de viande de cheval, puis à 60, et, dès le 14 novembre, à 30 grammes, supportait la disette sans se plaindre (1). Après les bœufs, les vaches, les moutons, les porcs, le lard, les salaisons, les conserves, on mangea les chevaux, les mulets, les ânes, les chiens, les chats, les rats, les moineaux, les bêtes du jardin des plantes, le sang des animaux de toute espèce transformé en boudin, toutes les graisses et moelles des os transformées par des procédés nouveaux en beurre dit de Paris, les intestins, les tendons et les rognures de peaux rendus comestibles, etc. Le vin ne manquait pas; le blé non plus. La difficulté était de le moudre et de le convertir en farine. On établit des moulins (système Falker) dans toutes les gares des chemins de fer, et M. Cail fabriqua en un mois 300 paires de meules. Sans ce prodige, qui lui a coûté la santé et la vie, « Paris mourait de faim sur des tas de blé non moulus ». On consommait chaque jour 6,368 quintaux de farines, soit de 810 à 820,000 kilogrammes de pain. Quand la farine

(1) L'armée avait ses vivres à elle, et la ration de pain fut toujours de 750 grammes, sans compter le biscuit.

de froment diminua, au lieu de rationner et de diminuer la quantité de pain distribuée, on changea la qualité du pain, en mêlant d'autres farines à celle du blé. Cependant, dès le milieu de décembre, quelques mairies commencèrent le rationnement du pain, et la ration varia suivant les arrondissements. Le rationnement fut général à partir du 19 janvier, et la ration ne fut plus que de 300 grammes. Déjà depuis plusieurs jours le pain était noir, détestable, malsain et composé d'un peu de blé et de seigle, surtout d'orge, d'avoine, de riz, de vermicelle, d'amidon et de débris divers.

Les maladresses prodigieuses de l'administration dirigée par M. Jules Ferry augmentèrent considérablement les souffrances de la population. Dès le mois d'octobre, elle supprima les trois quarts des boucheries, pour établir quelques boucheries municipales, où l'on recevait, en montrant sa carte, les rations auxquelles on avait droit. C'est cette incomparable sottise qui amena les encombrements à la porte des bouchers, et qui força les femmes à y faire queue pendant une partie de la nuit. C'est parmi ces malheureuses femmes, soumises aux obus, au froid et à la pluie, que la mort frappa ses plus nom-

breuses victimes; et cependant la volonté de résister était si générale et si forte, qu'on n'entendit jamais une plainte dans ces foules. Le 11 janvier, M. Jules Ferry, ayant trouvé mauvais que la vente du pain fût libre, ordonna que les boulangeries seraient fermées à neuf heures du matin : il fallut encore faire queue à la porte des boulangers pour avoir son pain. M. Jules Ferry eut aussi l'idée de réglementer la vente des pommes de terre; il les réquisitionna, les entassa dans les caves des Halles, où elles pourrirent complétement.

Le bois et le charbon manquèrent aussi. Malgré ces souffrances, malgré les maladies (1), la population ne se décourageait pas. Les pauvres, qui touchaient de la ville 2 francs 25, et qui se nourrissaient aux cantines municipales et aux fourneaux économiques de l'Assistance publique (2),

(1) Angine, bronchite, fluxion de poitrine, petite vérole, fièvre typhoïde, diarrhée, dyssenterie. Dans les dernières semaines du blocus, la mortalité fut effrayante et s'éleva à 4 et 5,000 décès par semaine; les femmes et les enfants surtout moururent en grand nombre. — Il est mort à Paris, du 17 septembre 1870 au 28 janvier 1871, 65,294 personnes, dont 13,000 tuées par l'ennemi ou mortes de leurs blessures.

(2) On pouvait y faire deux repas par jour pour 40 ou 50 centimes.

avaient, comme les riches, de quoi manger; mais la population moyenne, les petites gens, les employés renvoyés par leurs patrons, les réfugiés de la banlieue, etc., étaient dépourvus de ressources et cruellement atteints. La charité faisait des merveilles et soulageait le plus de victimes qu'elle pouvait. On ne saurait trop louer les femmes qui se sont consacrées à soigner les blessés et les malades, et le courageux dévouement des Frères de la Doctrine chrétienne devenus brancardiers. Que n'aurait pas fait Paris avec un gouvernement plus honnête, plus intelligent et plus énergique, qui aurait comprimé par un joug de fer les mauvaises passions, qui aurait donné aux forces vives de la défense le nerf qui leur a manqué, et qui aurait su développer et utiliser la totalité des ressources que lui offrait la grande ville?

Le crédit public se maintint avec une grande fermeté; il n'y a pas eu, dans cette crise formidable, de désastres financiers comme en 1848; le 29 décembre, le trois pour cent valait encore 52 francs; les obligations de chemins de fer étaient cotées à la Bourse de 290 à 304 francs. Le capital subordonna son intérêt à son patriotisme. Le 15 octobre, 90 millions du dernier emprunt furent versés

par anticipation, et le 9 janvier les banquiers de Paris offrirent à l'État 400 millions. On se plaît à constater que tous les honnêtes gens faisaient leur devoir.

Malgré le blocus étroit, Paris resta en relations avec la province, d'abord par un câble télégraphique posé dans la Seine et par un fil placé sous la voie du chemin de fer de Paris à Lyon, à un mètre de profondeur. On signala, dit-on, aux Prussiens, le câble de la Seine, qui fut coupé par l'ennemi, le 27 septembre, à l'écluse de Bougival. Un autre traître révéla, un peu plus tard, aux Prussiens l'existence du fil du chemin de fer de Lyon. Quand l'ennemi eut détruit nos communications télégraphiques, Paris fut réduit à envoyer des ballons à Tours et à Bordeaux; il recevait les nouvelles par les pigeons que les ballons avaient emmenés de Paris, et qui y revenaient portant des dépêches photo-microscopiques. Soixante-quatre ballons sont partis de Paris pendant le siége (1), emportant 155 personnes, 363 pigeons voyageurs (2) et 3 millions de lettres; les pigeons

(1) Cinq ont été pris par les Prussiens et deux se sont perdus en mer.

(2) Dont 57 seulement revinrent à Paris.

ont rapporté à Paris 2 millions et demi de dépêches.

L'armée, loin de devenir meilleure, avait perdu de sa solidité; à l'exception de quelques anciens régiments (le 35e, le 42e) et de quelques corps d'élite, elle n'avait pas l'énergie et la discipline nécessaires, et elle manquait de confiance dans ses chefs. On entendit plus d'une fois la troupe crier : Vive la paix!

Le bombardement allait encore augmenter les souffrances et les dangers de la population. Les Prussiens eurent d'énormes difficultés à vaincre pour amener à Paris les 275 pièces de grosse artillerie (canons de 24, de 12; mortiers et canons à bombes) et les 150,000 projectiles qui formaient leur approvisionnement. Mais la résistance de la France tenait à la résistance de Paris, et il fallait la faire cesser. Le bombardement eut pour but de produire un dernier effet moral sur les défenseurs et la population de Paris, et non pas, disent eux-mêmes les Prussiens, de commencer les opérations d'un siége régulier, qu'ils étaient hors d'état d'entreprendre. Le bombardement fut une cruauté inutile et ne produisit aucun résultat. Cette attaque d'artillerie, comme dit le major Blume, fut un échec complet pour l'assiégeant.

Les Prussiens commencèrent à bombarder le plateau d'Avron, le 27; on l'évacua le 29. Le 30, les forts de l'est furent bombardés à leur tour; le 5 janvier, les batteries ennemies lancèrent leurs obus sur les forts du sud et sur Paris, dont toute la partie méridionale fut atteinte (1). Les forts du sud, criblés d'obus par 132 pièces de gros calibre, réparaient pendant la nuit les dégâts faits pendant le jour, et les dommages furent en réalité si peu graves, qu'il fallut plus tard un mois à l'armée de Versailles pour réduire le fort d'Issy, le plus maltraité de tous.

On a dit que le roi de Prusse était opposé au bombardement de Paris, et qu'il avait dû céder aux demandes de ses généraux, qui croyaient que ce procédé odieux ferait fléchir la résistance opiniâtre de Paris. Il est certain que tous ont été entraînés par les exigences de la presse de Berlin et par les clameurs du parti gallophage, composé de ces philosophes et de ces professeurs que nous avions proclamés les plus

(1) On lançait sur Paris 2 ou 300 obus par jour, nombre que l'ennemi crut suffisant pour abattre l'esprit de résistance et amener le *moment psychologique*. Ce fut le contraire qui arriva: le bombardement excita tout le monde à résister jusqu'au bout.

intelligents des hommes, et dont on s'était fait trop longtemps les traducteurs ou les plagiaires, en répudiant toutes les traditions de l'érudition et de la philosophie françaises.

Il faut encore interrompre le récit du blocus de Paris pour parler de l'incident de la mer Noire et de la conférence de Londres, à laquelle notre ministre des Affaires étrangères était invité à venir représenter la France.

Le 31 octobre, le prince Gortschakoff, chancelier de l'empire russe, adressait aux divers agents diplomatiques de la Russie accrédités auprès des cabinets européens une circulaire annonçant que le gouvernement du Czar déclarait caduques et ayant cessé d'exister les stipulations du 30 mars 1856, qui, après la guerre de Crimée, avaient limité les forces navales de la Russie et restreint ses droits de souveraineté dans la mer Noire. Le Czar entendait reprendre sa liberté d'action et ordonnait à ses ambassadeurs de prévenir les cabinets étrangers de sa décision. La Russie profitait de son alliance avec la Prusse, des défaites de la France et de l'isolement de l'Angleterre pour déchirer les traités de 1856, par cette seule raison qu'ils la gênaient et qu'elle était en position de le faire.

L'Angleterre, profondément irritée, mais hors d'état de faire la guerre sans l'appui de la France, fut obligée de supporter l'insulte. Lord Granville en fut réduit à dire que la Russie n'avait pas le droit de se délier seule des engagements qu'elle avait contractés, et que ce droit n'appartenait qu'aux divers gouvernements signataires du traité de 1850. C'était dire assez piteusement qu'on céderait, si une conférence se réunissait pour résoudre la question d'une façon à peu près décente. La conférence fut aussitôt proposée par la Prusse, acceptée par les puissances et s'ouvrit à Londres en janvier 1871. Elle reconnut purement et simplement les prétentions de la Russie et les sanctionna. L'Angleterre, bien que n'ayant pas reconnu officiellement te gouvernement du 4 Septembre, avait insisté pour que la France fût représentée à la conférence ; mais, au lieu d'envoyer de Bordeaux un négociateur, M. Gambetta fit passer les intérêts de la France après ceux de la République et décida que ce serait M. Jules Favre qui irait à Londres, parce qu'il n'y avait que lui qui pût faire reconnaître la République par la conférence.

M. J. Favre demanda donc, le 13 décenbre, un sauf-conduit à M. de Bismark pour traverser

les lignes prussiennes. M. de Bismark fit attendre un mois sa réponse (1) et refusa le sauf-conduit sous divers prétextes, disant entre autres choses « que le gouvernement de la Défense nationale n'était pas reconnu par la France, et qu'en conséquence le représentant de la Prusse pourrait être embarrassé de décider si les déclarations de M. J. Favre seraient revêtues de l'autorité de déclarations officielles de la France ». En réalité, M. de Bismark se donnait la satisfaction d'empêcher la France d'être représentée pour la première fois dans une réunion des grandes puissances de l'Europe. M. de Bismark terminait brutalement sa lettre en disant à M. Jules Favre : « Je ne puis m'empêcher de vous demander s'il serait utile que Votre Excellence quitte Paris et son poste de membre du gouvernement actuel dans cette ville pour prendre une part personnelle (2) aux travaux de la conférence sur la mer Noire, dans un moment où il s'agit à Paris même d'intérêts bien plus importants pour nos deux pays que l'article 2 des stipulations de 1856 ».

(1) Elle est du 16 janvier 1871.

(2) Encore une leçon ! En effet, M. J. Favre aurait pu et dû déléguer quelqu'un pour le représenter à Londres ; et, en faisant partir de Bordeaux ce représentant, on n'avait pas besoin du bon plaisir de M. de Bismark.

En effet, il allait bientôt s'agir de la destinée de la France, et malheureusement c'était M. J. Favre qui allait être chargé de ses intérêts.

Pendant ce temps, un événement non moins grave pour l'Europe s'accomplissait à Versailles. L'empire d'Allemagne y était proclamé le 18 janvier 1871 (1), dans le château même de Louis XIV, dont les Allemands prenaient plaisir à humilier la mémoire. Le roi de Prusse accepta solennellement la couronne de l'empire d'Allemagne, que lui apportaient les députés du parlement allemand.

Les États du sud de l'Allemagne (2) étaient restés après Sadowa en dehors de la confédération de l'Allemagne du Nord, tout en contractant avec le roi Guillaume des traités qui mettaient, en cas de guerre, leurs armées aux ordres de la Prusse. Dès la fin de novembre 1870, ces États avaient signé, à Versailles, de nouveaux traités par lesquels ils entraient dans la Confédération et complétaient ainsi l'unité de l'Allemagne. Le parlement de la Confédération, composé dès lors de tous les États allemands, décréta le rétablissement de l'empire d'Allemagne, détruit en 1806,

(1) Le 18 janvier est l'anniversaire du couronnement du premier roi de Prusse, Frédéric Ier, en 1701.

(2) Bade, Wurtemberg, Bavière et Hesse.

après la bataille d'Austerlitz et le traité de Presbourg, et envoya des députés à Versailles offrir la couronne au roi de Prusse.

En présence d'une cour nombreuse, réunie dans la galerie des glaces et composée des princes de la famille royale, des principaux princes de la Confédération et d'un nombreux état-major, le roi de Prusse déclara qu'il acceptait la dignité impériale allemande en la rattachant à la couronne de Prusse (1); puis il fit lire par le chancelier de l'empire, M. de Bismark, une proclamation adressée au peuple allemand, dans laquelle on remarque surtout ce passage: « Nous acceptons la dignité impériale dans l'espoir qu'il sera permis au peuple allemand de jouir de la récompense de ses luttes ardentes et héroïques dans une paix durable et protégée par des frontières capables d'assurer à la patrie des garanties contre de nouvelles attaques de la France, et dont elle a été privée depuis des siècles. » Après cette menace, venaient les phrases de rigueur sur les bienfaits de la paix, de la liberté et de la morale (2).

(1) Avant 1806, la dignité impériale appartenait à la maison d'Autriche.

(2) Voir à la fin de l'ouvrage, sur la constitution actuelle de l'empire d'Allemagne, l'appendice n° 3.

Mais il faut reprendre l'histoire de la guerre sous Paris.

Après l'échec du 21 décembre, le général Trochu commença à être sérieusemeut discuté au sein même du gouvernement. M. J. Favre aurait voulu sagement qu'on informât le public de la situation militaire et que l'on détruisît les illusions qui devenaient dangereuses ; il aurait désiré aussi un changement dans les opérations militaires et qu'on abandonnât le système d'inaction et de chicane ; il alla jusqu'à demander la révocation du général Trochu (1). M. Ernest Picard déclarait aussi que le général n'était pas l'homme de la situation ; qu'il avait eu trois mois de dictature militaire, qu'il n'avait rien fait et qu'il fallait la lui retirer. De son côté, M. Gambetta se plaignait, dans ses dépêches, de l'inaction du général Trochu et demandait que Paris fît une grande sortie. « Sortez, sortez, disait-il, si vous ne voulez pas laisser périr la France : car, je ne saurais me lasser de le redire, vous n'avez autour de vous qu'un simple cercle de feu, derrière lequel nos audacieux et habiles ennemis dérobent tous leurs mouvements. La province fait d'ailleurs écho au cri unanime de

(1) Rapport de M. Chaper. Séance du 25 décembre.

Paris et se demande à son tour pourquoi cette persistante inaction ».

Ainsi pressé, le général Trochu se défendit. Il prétendit que, sauf le corps du général Vinoy, l'armée était mauvaise, fatiguée, épuisée de froid et de misère; qu'elle était réduite à 70,000 hommes et qu'elle avait perdu presque tons ses officiers; que la mobile était à refaire; qu'il fallait aux troupes du repos et des vêtements chauds; qu'on ne percerait pas les lignes prussiennes; que l'ennemi ne tiendrait pas bon devant Paris plus d'un mois et qu'avant tout il voulait éviter un désastre. Le général Le Flô répondit (1) qu'il n'était pas possible cependant que 300,000 hommes, avec 300 pièces attelées, missent bas les armes sans combattre. Le général Trochu insista sur la nécessité de durer et d'éviter un désastre tant qu'agissaient les armées de province. Les discussions continuèrent, les uns voulant combattre, les autres seulement durer, tous convenant que l'armée était mauvaise et que la garde nationale ne devait pas inspirer une confiance absolue; le général Clément-Thomas disait même qu'il y avait beaucoup d'étalage dans son enthousiasme. Une

(1) Le 26 décembre.

partie des raisons que le général Trochu invoquait pour ne pas combattre était fondée; mais que d'exagérations renfermaient ses réponses! et quelle faute avait-il commise d'épuiser ainsi l'armée dans une guerre de chicane sans résultat! Si l'on admet la vérité complète du tableau présenté par le général Trochu, on sera d'autant plus fondé à lui reprocher d'avoir refusé de faire la paix avec les Prussiens quelques jours auparavant : car, durer pour se rendre un jour à discrétion et livrer la France écrasée et sans aucun moyen de discuter les conditions de la paix imposée par le vainqueur, c'est plus qu'une faute.

Malgré tout, le système ne fut pas changé; on fit deux petites sorties : le 12 janvier, contre Clamart et Châtillon; le 16, contre le Bourget. Enfin tout le monde, jusqu'à l'Institut, voulant combattre, le général Trochu se décida à livrer bataille. Il proposa de marcher sur Châtillon et d'enlever d'assaut la position. Il n'y avait pas autre chose à tenter, et le général Trochu avait bien choisi le point d'attaque; mais, en présence des dangers qu'offrait cette opération difficile, surtout pendant la retraite, si l'on venait à échouer, le général Trochu fut seul de son avis, et le conseil de guerre décida qu'on attaquerait les Prussiens

du côté de Saint-Cloud. Le 19 janvier fut le jour fixé pour faire cette dernière tentative de rompre le blocus et surtout pour donner une suprême satisfaction à la population parisienne, qui voulait absolument se battre avant de capituler.

On allait essayer avec 100,000 hommes de forcer la ligne d'investissement entre Saint-Cloud et Bougival, et, si l'on réussissait, on se jetterait sur Versailles. Mais la situation était changée depuis le combat du 21 octobre ; et les Prussiens, après la panique que le combat de la Malmaison leur avait causée, avaient couvert de batteries et de défenses cette partie si importante de leurs lignes. Le déploiement de nos colonnes d'attaque se fit avec lenteur et sans ensemble; la plus grande partie de nos forces et presque toute notre artillerie ne furent pas engagées. La droite, aux ordres du général Ducrot, était chargée d'enlever le château de Buzenval et le parc de Longboyau; elle n'entra en ligne que trois heures après le centre et la gauche, et échoua dans son attaque. Le centre, commandé par le général de Bellemare, fut lancé contre Garches et le plateau de la Bergerie; la gauche, sous les ordres du général Vinoy, dut attaquer les hauteurs de Montretout. Bellemare et Vinoy culbutèrent l'ennemi et s'emparèrent des

positions qu'ils avaient l'ordre d'enlever ; mais ils furent obligés de s'arrêter et d'attendre le général Ducrot, pour ne pas être débordés sur leur droite. Les Prussiens profitèrent de ce temps d'arrêt, réunirent leurs réserves à Garches, où un violent combat s'engagea, et firent venir des renforts ; nous eûmes bientôt 30,000 hommes à combattre, et le soir 50,000. Il fallut battre en retraite avec une perte d'environ 4,000 hommes, dont 500 gardes nationaux (1). Cette nouvelle retraite indigna Paris, qui ne se rendait pas compte de la cause de nos échecs. Les positions que nous avions attaquées de vive force étaient du nombre de celles qu'il aurait fallu, en vraies citadelles qu'elles étaient, attaquer avec la pioche et la pelle pour les aborder et les enlever à coup sûr.

Toutefois, on avait combattu. Le système était mauvais, le général insuffisant, les efforts mal

(1) La garde nationale s'était généralement bien conduite au feu; elle avait eu, suivant l'expression du général Trochu, une attitude à la fois énergique et étonnée. Quelques bataillons avaient cependant gagné au pied pendant l'affaire. On eut le tort d'exagérer la valeur de la milice citoyenne et de laisser croire à la population parisienne que ses bataillons étaient assez solides pour venir à bout des Prussiens retranchés et qu'ils valaient de bonnes troupes. C'est cette erreur, acceptée par tout le monde, qui a fait croire à la trahison et qui a troublé tant d'esprits.

dirigés, l'ordre et la discipline manquaient; mais on se battait, et la reddition de Metz sans combat, heureusement pour notre renom militaire, devait être le seul fait de ce genre pendant cette guerre, comme il est l'unique dans notre histoire.

La perte de la bataille de Buzenval souleva la population de Paris et le gouvernement contre le général Trochu; il y eut une explosion de mécontentement telle, qu'il donna sa démission de commandant en chef de l'armée. Le gouvernement de la Défense décida que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement, et que le titre et les fonctions de gouverneur de Paris seraient supprimés. Le général Trochu resta président du gouvernement, et le général Vinoy le remplaça à la tête de l'armée. Malheureusement, le général Vinoy était chargé trop tard du commandement en chef, position difficile qu'il était beaucoup plus capable d'occuper que celui auquel il succédait.

Les Rouges profitèrent encore de nos malheurs pour essayer de s'emparer du pouvoir et établir la Commune. L'insurrection avait été annoncée par les Prussiens, et elle éclata le 22, comme ils

l'avaient dit. Les factieux attaquèrent l'Hôtel-de-Ville; mais le général Vinoy comprima immédiatement la révolte, et le lendemain il fit fermer les clubs et supprima les journaux les plus séditieux.

Enfin, la famine força le gouvernement de Paris à capituler. D'ailleurs, nos armées de province étaient battues, et Paris n'avait plus l'espoir d'être secouru. La France allait expier cruellement les fautes de son gouvernement. Pour n'avoir pas su faire la paix en temps utile, on allait se rendre à merci et subir sans discussion la loi du vainqueur. Ainsi qu'il le disait avec emphase, M. J. Favre allait partir comme Eustache de Saint-Pierre, pour capituler à discrétion. M. Jules Favre vint à Versailles le 23 janvier, commencer avec M. de Bismark les négociations qui allaient amener l'armistice du 28 janvier 1871 (1). La durée

(1) M. Jules Favre fut assisté, le 27, par le général de Beaufort-d'Hautpoul pour la discussion des questions militaires. Le général s'acquitta de sa mission avec fermeté et fierté; ce que voyant, M. de Moltke remit au lendemain ce qui était relatif à l'armée de l'Est, faute de renseignements, disait-il. Le lendemain, le général de Beaufort ne voulut pas revenir à Versailles, parce qu'il ne consentait pas à signer la capitulation et à terminer sa vie militaire par un acte de cette sorte, et que ce devoir incombait au général de Valdan, chef d'état-major du général Vinoy, qui com-

de l'armistice était de vingt et un jours; il commençait à Paris le 28, mais il ne devait commencer en province que dans un délai de trois jours. M. Jules Favre oublia de le dire dans la dépêche qu'il adressa à la Délégation de Bordeaux. L'armistice s'étendait à toute la France, excepté à l'armée de l'Est et à Béfort, qui continuait à se défendre vaillamment. Cette exception fut demandée par M. Jules Favre, qui oublia encore de la faire connaître à la Délégation. Cet oubli impardonnable eut pour conséquence, ainsi qu'on le verra plus loin, d'achever la perte de notre armée de l'Est et la força de se réfugier en Suisse.

On devait procéder à l'élection d'une assemblée

mandait alors l'armée de Paris. Le lendemain 28, quand le général de Valdan vint à Versailles, la question de l'Est et celle du désarmement étaient résolues : M. J. Favre avait décidé à lui seul de ces graves questions et était tombé dans tous les piéges que la perfidie prussienne avait tendus à son ignorance présomptueuse. M. J. Favre, croyant Bourbaki vainqueur avait excepté l'armée de l'Est, tandis que les Prussiens la sachant battue voulaient l'achever à l'aide de cette inexplicable exception. Certes M. J. Favre est coupable de légèreté, d'ignorance et de présomption ; mais que dire du général Trochu, président du gouvernement, qui confie à M. J. Favre une mission qu'il était incapable de remplir? et pourquoi le général Trochu n'est-il pas intervenu personnellement dans ces graves négociations? La commission d'enquête l'a blâmé, et avec raison, de cette abstention.

nationale, qui se réunirait à Bordeaux pour décider si la guerre serait continuée ou à quelles conditions la paix serait faite. — Les forts de Paris, à l'exception du fort de Vincennes, devaient être remis aux Allemands et l'enceinte de la ville désarmée, mais les Prussiens n'entreraient pas dans Paris. — L'armée (1), déclarée prisonnière de guerre, devait être désarmée, mais elle resterait dans Paris. « Je ne vous fais pas une grande concession, disait M. de Bismark, car nous avons déjà beaucoup de prisonniers. » MM. de Bismark et de Moltke voulaient que l'armée prisonnière fût campée à Saint-Maur et à Gennevilliers; M. Jules Favre s'y opposa, ne voulant pas, disait-il, infliger à Paris le triste spectacle d'une armée prisonnière sous ses murs (2). Ce fut en vain que les négociateurs prussiens lui signalèrent le danger qu'il y avait à laisser les soldats désarmés errer dans les rues de Paris

(1) L'armée comptait alors 131,000 hommes de ligne, 105,000 mobiles, 14,000 marins, 32,000 blessés et 8,000 malades.

(2) Le général de Beaufort nous donne une meilleure raison de ce refus. On ne pouvait, à cause du froid, faire camper nos soldats dans les presqu'iles de Gennevilliers et de Saint-Maur; quant à les baraquer, il n'y fallait pas songer. (*Déposition du général de Beaufort* devant la commission d'enquête.)

au milieu d'une population troublée par le siége ou démoralisée par les doctrines révolutionnaires, et l'engagèrent à ne pas prendre légèrement une résolution si grave. M. Jules Favre refusa : il aima mieux achever de désorganiser l'armée, tout en sachant qu'il aurait bientôt besoin d'elle, car il prévoyait la lutte avec les sectaires; il le disait aux Prussiens et ajoutait qu'il voulait faire sans eux « cette liquidation sanglante. »

M. Jules Favre a dit dans son livre (p. 363) qu'on ne lui avait jamais offert de laisser à l'armée ses armes, s'il désarmait la garde nationale. Cependant on lit, dans le procès-verbal de la séance du conseil à l'Hôtel-de-Ville, le 27 janvier (1), les lignes suivantes, qui démentent de la façon la plus complète l'affirmation précédente : « M. Jules Favre dit que M. de Moltke consentait à laisser les armes à l'armée, si toute la garde nationale était désarmée. » M. de Bismark engageait M. Jules Favre à désarmer la garde nationale tout entière; M. Jules Favre refusa et obtint qu'elle conserverait ses armes. Quand il rendit compte au conseil (2) de cette partie de la négociation, le général Trochu, bien avisé cette fois, re-

(1) Rapport de M. Chaper.
(2) Rapport de M. Chaper.

gretta vivement qu'on n'eût point exigé que la garde nationale fût dissoute et réorganisée de manière à en éliminer tous les éléments perturbateurs, et ajouta qu'il n'y avait pas de gouvernement possible avec cette garde nationale. Le conseil protesta contre les sages paroles du général Trochu. C'est ainsi que les procès-verbaux du gouvernement de la Défense nous montrent sans cesse le bon sens honni et repoussé, d'où qu'il vienne. Le désarmement de la garde nationale n'était pas chose facile : il fallait s'attendre à une lutte contre les Rouges; et, pour soutenir cette lutte, le gouvernement ne pouvait compter ni sur l'armée ni sur la bonne garde nationale, parce que celle-ci était exaspérée de la capitulation, parce qu'elle était convaincue qu'elle avait été trahie et qu'elle aurait battu les Prussiens si on l'avait laissé faire. Restaient, pour désarmer la garde nationale, les Prussiens; mais ils n'avaient aucune envie d'entrer dans Paris, de se donner les charges et les périls de l'occupation d'une ville si agitée, et d'opérer le désarmement de la population. Aussi M. de Bismark proposait-il pour résoudre la question de ne donner du pain à la garde nationale que contre la remise d'une arme brisée ou entière. Enfin l'on décida que

la garde nationale conserverait ses armes, et qu'elle serait chargée de la garde de la ville et du maintien de l'ordre avec une division de l'armée, forte de 12,000 hommes, et avec la gendarmerie. La France allait bientôt subir les conséquences fatales de la coupable faiblesse des hommes du 4 Septembre, qui avaient laissé s'organiser depuis cinq mois une force révolutionnaire dont ils n'étaient pas les maîtres, et qui attendait la fin de la guerre pour s'emparer du pouvoir et établir la Commune. — Paris devait payer une contribution de guerre de 200 millions de francs (1) et devait être immédiatement ravitaillé. — Enfin, pour couronner son œuvre, M. Jules Favre, qui ne savait que très-imparfaitement ce qui se passait dans nos armées de province, laissa M. de Moltke décider à son gré les questions militaires, tracer les lignes de démarcation entre les armées belligérantes et s'emparer ainsi sans combat de plusieurs départements occupés par nos troupes, qui y tenaient les Prussiens en échec.

On avait attendu trop tard pour capituler, c'est-à-dire pour faire la paix : car la capitulation de Paris n'était pas une simple reddition de place

(1) M. de Bismark avait d'abord demandé un milliard.

forte. Arrivé au moment de manquer de pain et de faire mourir de faim deux millions d'hommes, M. Jules Favre était obligé de se hâter, de tout concéder; il n'avait pas le temps de s'informer au dehors et de prendre des renseignements; il lui fallait subir sans examen les conditions que dictait le vainqueur, parce qu'il lui fallait du pain pour nourrir Paris. Enfin, par oubli ou par ignorance, M. Jules Favre laissa les Prussiens continuer leurs exactions et leurs violences, et ne fit rien pour les empêcher de continuer à lever des impôts et à frapper de réquisitions les départements envahis.

M. Jules Favre avait caché la vérité à M. de Bismark à l'endroit des approvisionnements de Paris(1). Quand le chancelier allemand sut la vérité, le 29, il en fut vivement impressionné : car tout le monde pensait qu'il faudrait bien quinze jours pour ravitailler Paris et éviter la famine. M. de Bismark mit à la disposition du gouvernement des vivres qui servirent à l'alimentation de

(1) Le 25 janvier, il n'y avait plus de pain que pour dix jours, et il restait seulement 19,000 chevaux à abattre. En distribuant 30 grammes de viande par jour, on consommait 650 chevaux journellement; mais il aurait fallu en tuer 3,000 par jour, si le pain avait fait défaut. Ce n'est que le 4 février qu'il entra de la farine à Paris, juste le jour où elle allait manquer.

la ville pendant un jour et demi, et il permit que les vivres entrassent dans Paris avant la remise des forts et le désarmement de l'enceinte et de l'armée, ce qui était prescrit par l'armistice. Les compagnies de chemins de fer déployèrent un zèle admirable à rétablir les voies et à reprendre leur service; le télégraphe demanda des vivres à Londres, à Anvers, à Dieppe; bref, on eut un tel succès que le 4 février, trois convois de vivres, de farines et de charbon arrivèrent de Londres et de Lille à la gare du Nord (1). Paris n'avait plus à craindre la famine, mais il était temps de signer l'armistice, et il est vrai de dire que Paris s'est défendu jusqu'à sa dernière bouchée de pain. Pour terminer ce qui est relatif au ravitaillement, nous nous plaisons à dire que, le 29 janvier, M. de Rotschild, de Londres, mit sa fortune entière à la disposition de Paris pour le ravitaillement de la ville (2).

Le 29, Saint-Denis et les forts furent occupés par les Prussiens, auxquels on remit 602 canons de campagne et 1,302 pièces de siége.

(1) Paris fut ravitaillé par les chemins de fer et aussi par la batellerie, grâce à l'admirable réseau de voies navigables qui lient la Seine à tous les bassins voisins, et au bon système de voies navigables qui convergent à Paris.

(2) Rapport de M. Chaper.

En résumé, cette capitulation était assez honorable pour Paris (1); les conditions en étaient inespérées, et, si l'on n'avait pas eu affaire à l'ignoble canaille de Paris, la conservation des armes à la garde nationale n'aurait eu aucun mauvais résultat. Il faut donc insister tout spécialement sur l'infamie des révolutionnaires, qui vont abuser aussitôt des clauses de cette capitulation et qui vont tourner contre la France les armes que M. de Bismark voulait leur enlever et que M. Jules Favre leur a conservées.

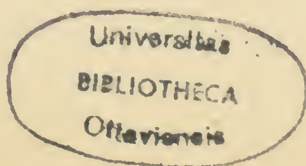
Quoi qu'il en soit, la résistance de Paris pendant 132 jours, résistance à laquelle personne ne s'attendait, et qui fait tant d'honneur à Paris, occupa une grande partie des forces allemandes (2)

(1) Mais M. J. Favre sacrifia tout à Paris, et « M. Gambetta, dans ses reproches au gouvernement de Paris, ne fut ce jour-là ni injuste ni téméraire. Il avait raison de se plaindre à la face de la France et d'écrire : « On a signé à notre « insu, sans nous avertir, sans nous consulter, un armistice « dont nous n'avons connu que tardivement la légèreté... » La Délégation avait raison de dire : « Quand la vérité se « fit et que le texte fatal fut communiqué, il était trop tard. » *(Rapport de M. de Rainneville.)*

(2) A la fin du siége, les corps allemands enveloppant Paris étaient : les 4e, 5e, 6e, 11e corps prussiens, une division du 2e corps (la 4e), la garde, le 12e corps (Saxons), le 1er corps bavarois,la division wurtembergeoise et quelques régiments de landwehr.

et permit à la Délégation de Tours de lever plusieurs armées et de tenter la délivrance de la capitale.

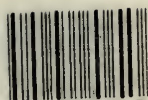
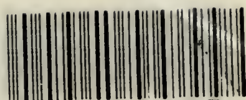
FIN DU PREMIER VOLUME



TABLE

		Pages
I.	— La France avant la guerre.	1
II.	— Déclaration de guerre à la Prusse	13
III.	— L'armée française et l'armée allemande. . .	36
IV.	— Reichshofen et Forbach	81
V.	— La guerre autour de Metz	107
VI.	— Sedan.	132
VII.	— Révolution du 4 Septembre.	155
VIII.	— Blocus de Paris.	166
IX.	— Blocus et capitulation de Metz	199
X.	— Le 31 Octobre. — La capitulation de Paris .	215

F. Aureau et Ce. — Imprimerie de Lagny.


a39003

007038127b

